



Munich Personal RePEc Archive

**Economic philosophy and economic
science: their respective contributions to
political discourse**

Yefimov, Vladimir

Independent researcher

20 May 2013

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/54598/>
MPRA Paper No. 54598, posted 19 Mar 2014 22:54 UTC

**IIIème Congrès de l'Association Française d'Economie Politique (AFEP)
L'économie politique, science sociale et/ou outil de politique économique ?
Bordeaux, du 3 à 5 juillet 2013**

Philosophie et science économiques : leur contribution respective aux discours politiques

Vladimir Yefimov¹

Tables des matières

- 1. Quatre visages de la discipline économique : science, philosophie, idéologie, utopie**
- 2. Deux visions du monde et deux versions de la discipline économique**
- 3. Le pragmatisme et la version de la discipline économique tournée vers l'approche discursive**

¹ vladimir.yefimov@wanadoo.fr

1. Quatre visages de la discipline économique : science, philosophie, idéologie, utopie

Il y a déjà trente ans que l'économiste postkeynésien, Alfred Eichner, posait et essayait de répondre à la question : « Pourquoi l'économie n'est-elle pas encore une science ? » (Eichner, 1983, pp. 205-241). Sa réponse était la suivante : « Les économistes ont refusé d'accepter comme applicable à leur propre travail les règles épistémologiques que les scientifiques suivent normalement pour éviter de tomber dans l'erreur. En particulier, ils refusent de prendre au sérieux la critique sévère du fait que toutes les idées ou théories qu'ils mettent en avant doivent être confirmées empiriquement » (Ibid., p. 206). Il indiquait que c'est une erreur commune de penser que toutes les sciences sont caractérisées par la même méthode d'obtention des connaissances, et les études détaillées des pratiques de recherche, même à l'intérieur des sciences naturelles, confirment cette affirmation (Knorr Cetina, 1991, 1999). Il déclare qu'au lieu d'une seule méthode dite « scientifique », les chercheurs en sciences sociales doivent utiliser une certaine épistémologie qu'ils considèrent comme l'application de quatre types de tests, parmi lesquels trois sont de nature empirique, et seulement un de nature logique, qu'Eichner appelle « test de cohérence ». Les économistes du courant dominant peuvent écarter l'accusation d'Eichner en disant qu'à l'heure actuelle ils travaillent de plus en plus avec des données empiriques quantitatives (Colander, Holy, Rosser, 2004), et l'application de différents tests fait partie intégrante de leurs pratiques. Milton Friedman dans son célèbre essai indiquait déjà le rôle vital des tests en économie (Friedman, 1953), et Maurice Allais soulignait l'importance des « techniques disponibles pour l'analyse et le traitement numérique des données de l'observation, [d]es techniques de la statistique et du calcul par les ordinateurs » dans les pratiques des économistes (Allais, 1968).

Eichner, Friedman, Allais et beaucoup d'économistes contemporains partagent la même représentation traditionnelle de la recherche scientifique en provenance des Lumières, qui oriente leur attention dans les fausses directions des constructions d'hypothèses et de théories a priori, de vérifications ou de falsifications au lieu de l'organisation de situations expérimentales dans lesquelles les objets d'études pourraient réagir aux idées et aux théories des chercheurs à leur sujet. La nécessité de la construction de telles situations expérimentales est la règle centrale épistémologique des pratiques réelles des sciences naturelles. La représentation de la recherche scientifique en provenance des Lumières réduit la pratique scientifique à la méthode hypothético-déductive qui met l'accent sur la vérification (*testing*)². La vérification dans le cadre de la représentation traditionnelle de la recherche scientifique n'ajoute pas beaucoup de réalisme à la recherche, car la « vérification » des constructions purement mentales coupées de leur ancrage dans la réalité prouve tout et ne prouve rien³. Les

² “The first step in testing a scientific theory was to deduce certain empirical predictions from the theory and its initial conditions. The second step was to check these predictions against the observational evidence; if the empirical predictions turned out to be true, the theory was confirmed, and if these predictions turned out to be false, the theory was disconfirmed. In either case, it was not induction, but rather the deductive consequences of a scientific theory, that were relevant to its empirical support <...> Hypothetico-deductive method allowed scientific theories to be ‘based on’ empirical observations (deductively) without actually being ‘built up from’ those observations (inductively).” (Davis, Hands and Maki, 1998, p. 376).

³ “Cut off from observation as a *source* of truth, the Cartesian mind puts great on ‘testing’ to reaffirm its realism. But testing is not a guarantee of correct ideas because, having lost its mooring in reality, the economic mind has

situations expérimentales dans les sciences sociales représentent une certaine forme de contact des chercheurs avec l'objet de leurs études - l'homme, contact que les sociologues appellent « travail de terrain ». Bruno Latour s'exprime à propos du travail des sociologues de la façon suivante : « Notre business à nous, ce sont les descriptions. Tous les autres font du trafic de clichés. Enquêtes, sondages, travail de terrain, archives, documentaires, tous les moyens sont bons - on y va, on écoute, on apprend, on pratique, on devient compétent, on modifie nos conceptions. C'est vraiment très simple : ça s'appelle le travail de terrain. Un travail de terrain produit toujours de nombreuses descriptions nouvelles <...> Je dirais que si votre description a besoin d'une explication, c'est que ce n'est pas une bonne description, voilà tout. Seules les mauvaises descriptions ont besoin d'une explication <...> Dans notre discipline, le texte n'est pas une histoire, une belle histoire, c'est l'équivalent fonctionnel du laboratoire. C'est là où on fait des tests, des expériences, et des simulations » (Latour, 2006, p. 213, 214, 217).

Le travail de terrain prévoit l'utilisation des méthodes qualitatives (Mucchielli, 1996) qui comprennent, entre autres techniques, les interviews et les observations participantes. Les économistes peuvent dire que ce n'est pas le rôle des économistes de pratiquer ce type de recherches ; pourtant, on a maintenant oublié que ce sont les économistes qui ont initié avec succès au début du 20^{ème} siècle ces méthodes, avant qu'elles ne soient reprises par la sociologie. L'école américaine de l'interactionnisme symbolique (De Queiroz, Ziolkowski, 1997 ; Le Breton, 2008), qui est considérée comme initiatrice de l'application des méthodes qualitatives dans la recherche, a commencé à appliquer ces méthodes plus tard que les économistes. La recherche classique de cette école sociologique effectuée par W.I. Thomas et F. Znaniecki (1998) était initialement publiée en 1918-1920, et la publication de l'étude de l'économiste J.A. Fitch (1989) remonte à 1910. L'article récent de Malcolm Rutherford (2012) décrit brièvement la recherche de ce dernier ainsi que deux autres études basées sur les méthodes qualitatives, faites par les chercheurs affiliés à l'école de John Commons qui pratiquaient le travail de terrain comme activité principale (Rutherford, 2006 ; 2011). On peut même remonter plus loin dans l'histoire des recherches économiques, et voir qu'à vrai dire le pionnier des études dans le domaine économique, Pierre de Boisguilbert, utilisait déjà pour ses recherches les interviews et les observations participantes⁴.

Les méthodes qualitatives ne se réduisent qu'aux techniques de collecte des données mais permettent de construire des théories ancrées dans les données qualitatives (Glaser, Strauss, 2010 ; Corbin, Strauss, 2008). L'école américaine de John Commons peut être considérée comme une continuation (Yefimov, 2010a) de l'école allemande de Gustav Schmoller. La dispute des méthodes entre Gustav Schmoller et Carl Menger, qui a déterminé le destin de la discipline économique de 20^{ème} siècle, peut être considérée comme un renouvellement d'une dispute similaire qui a eu lieu plus de deux siècles auparavant entre

created so many conundrums, puzzles and purely mental constructs that testing proves everything and nothing.” (Mini, 1994, p. 41)

⁴ L'observation participante de Boisguilbert était basée sur son engagement dans le commerce et l'agriculture dans sa terre de Pinterville. Il pratiquait également les interviews en parcourant « sans cesse la campagne en quête des renseignements, interrogeant tous les laboureurs qu'il rencontrait sur son chemin. Il se documentait également auprès des riches négociants et capitalistes de Rouen » (Hecht, 1966, p. 154). En lisant son livre *Le Détail de la France* (Boisguilbert, 1966), publié initialement en 1695, on peut avoir l'impression de lire un compte rendu d'observations participantes réalisé sous la forme d'une description en profondeur (*thick description*) suivant la méthodologie de Clifford Geertz (1973).

Robert Boyle, l'un des créateurs de la Société royale de Londres pour l'amélioration du savoir naturel (*Royal Society of London for the Improvement of Natural Knowledge*) qui a été créée en 1662, et Thomas Hobbes. Les activités de l'Union pour la politique sociale (*Verein für Sozialpolitik*) de Schmoller et de la *Royal Society* de Boyle étaient en plusieurs aspects semblables : elles consistaient en la collecte des données dans le cadre de situations expérimentales, en l'élaboration de rapports détaillés et en l'évaluation collective des résultats obtenus (Shapin, Schaffer, 1985 ; Grimmer-Solem, 2003). Boyle, qui a gagné la dispute, insistait sur l'importance des témoignages honnêtes à propos des expériences dans le processus de la recherche scientifique. Par contre, Hobbes critiquait le mode expérimental de production de la connaissance et insistait sur les méthodes rationalistes de l'obtention des connaissances. Menger, qui a gagné la dispute contre Schmoller, avait la même opinion à ce sujet. De cette façon, la division nette entre la philosophie et la science, qui s'est produite après la création de la *Royal Society*, n'a pas eu lieu en économie, en dépit du fait qu'un de ses fondateurs, William Petty, était membre de la *Royal Society* et suivait ses canons dans ses recherches effectuées en Irlande (Aspromourgos, 1996).

Ce qui unit le postkeynésien Alfred Eichner et les représentants du courant dominant en économie (mainstream economics), Milton Friedman, Maurice Allais et d'autres, c'est leur croyance dans la nature quantitative et non pas qualitative de l'économie, et leur vision de la recherche économique comme la détermination des liaisons causales entre les différentes variables quantitatives. Si on compare l'économie avec la physiologie⁵, les physiologues devraient se limiter à chercher des liaisons entre les différentes caractéristiques quantitatives de l'organisme, comme la taille, le poids, la température, la tension, la formule sanguine, etc... Pourtant, ce n'est pas leur façon de procéder. Bien sûr, les indicateurs économiques comme le PIB, le PNB, le niveau de chômage, l'inflation, les prix des produits et services, le coût du loyer, de la construction, la productivité, les investissements, le niveau des importations et des exportations, etc..., sont incontournables dans le travail des économistes ; pourtant, l'étude des liaisons causales ne peut fournir que des allusions⁶ à ce que nous voulons vraiment savoir.

La façon selon laquelle les physiologues travaillent a été étudiée en détail par Bruno Latour, précédemment cité. Pendant deux ans, d'Octobre 1975 à Août 1977, il a étudié les pratiques des chercheurs du laboratoire de neuroendocrinologie de l'Institut d'Etudes Biologiques Jonas Salk, à La Jolla, en Californie. Voilà comment il décrit ses recherches dans ce laboratoire : « Notre examen des microprocessus de travail de laboratoire est basé sur l'observation des pratiques réelles de laboratoire. L'information obtenue en vertu de notre approche quasi anthropologique, est particulièrement adaptée à l'analyse des détails intimes de l'activité scientifique. Le partage de la vie quotidienne des scientifiques pendant deux ans a fourni des possibilités bien au-delà de celles offertes par des interviews, des recherches dans les archives ou des études des sources publiées. Nous sommes donc en mesure de tirer parti

⁵ Dans le dictionnaire Larousse, la physiologie est définie comme une partie de la biologie qui étudie les fonctions et les propriétés des organes et des tissus des êtres vivants. Elle s'intéresse aux processus physiques et chimiques à l'œuvre dans les cellules, les tissus, les organes et les systèmes d'êtres vivants sains.

⁶ 'The studies that successfully identify causality are surely useful, but they may only hint at what we really want to know.' (Akerlof, Kranton, 2010, p. 117).

des observations durant les confrontations quotidiennes, les discussions de travail, les gestes, et une variété de comportements spontanés » (Latour, Woolgar, 1986, p. 153). Le directeur du laboratoire étudié, Roger Guillemin, a reçu le Prix Nobel en physiologie en 1977 pour ses découvertes de l'hormone thyroïdienne (TRH). Le fait que les recherches observées par Latour soient récompensées par le Prix Nobel démontre leur haut niveau scientifique des pratiques étudiées. Ces pratiques consistaient dans le *contact direct* et quotidien des chercheurs de ce laboratoire avec des tonnes de tissus hypothalamiques (l'objet étudié) obtenus en provenance d'abattoirs (Ibid., p. 108), *la production continue* sur la base de ce contact de *différents documents* pour faire avancer ou reculer la découverte des faits (Ibid., p. 151), et les *conversations* entre les membres du laboratoire à propos du contact avec l'objet étudié (Ibid., p. 154). A partir de ces témoignages fournis par Latour à propos des pratiques *scientifiques*, on voit bien dans le cadre de sa sociologie des sciences que les écoles de Schmolter et Commons utilisaient la vraie *épistémologie scientifique*.

L'épistémologie décrite ci-dessus caractérise la totalité des pratiques de recherche dans les sciences naturelles depuis la naissance de la *Royal Society of London*. Par contre, l'ontologie d'une science naturelle à l'autre peut varier. Par ontologie, on entend « l'exposition systématique des suppositions concernant les catégories basiques des êtres reconnus dans l'univers supposé dans un domaine scientifique » (Harré, Gillett, 1994, p. 29). Tony Lawson (1997, 2003) a essayé de traiter les questions d'ontologie en économie en se basant sur les idées de Roy Bhaskar (2008) ; pour ma part, je considère ces questions en m'appuyant sur la conception des sciences sociales de Rom Harré⁷ (Van Langenhove, 2010). Rom Harré utilise la notion de connaissance sociale qui est principalement la connaissance des règles et des conventions. Selon lui, « la capacité d'une personne à agir et rendre compte de ce qui a été fait dépend de son stock de connaissance sociale » (Ibid, p. 11). La connaissance sociale partagée dans une communauté donnée est la source des régularités sociales qui peuvent être observées dans cette communauté. Comme Rom Harré l'a écrit : « Si l'on veut expliquer certains phénomènes sociaux, on pourrait dire que c'était la règle ou la convention qui sont à leur origine, et c'est là où l'on doit situer la source de l'efficacité causale dans le monde social » (Ibid, p. 264). Il estime que deux capacités des êtres humains les différencient des animaux : la langue et l'auto-surveillance. Les acteurs engagés dans les interactions sociales utilisent inévitablement la langue, et cela « suppose la continuité ininterrompue entre la pensée and l'action » (Ibid, p. 12). Pour lui, « la personne n'est pas seulement l'agent, mais également l'observateur, le commentateur et le critique » (Ibid, p. 13). Cela signifie que « la règle 'existe' à l'intérieur et au travers de la pratique de la citation de cette règle, et de son appellation lors de l'entraînement, en enjoignant les autres à suivre cette règle, et en leur disant qu'ils ne l'ont pas suivie, ou qu'ils ne l'ont pas suivie correctement. Toutes ces choses sont dites aux autres et à soi-même, et on les entend dites par d'autres... La règle est utilisée par les acteurs eux-mêmes de telle façon que le phénomène de suivre cette règle n'est pas distinct de la description qu'on en donne » (Bloor, 1997, pp. 33–34). De cette façon, « l'institution est une pratique autoréférentielle, [et] l'objet de la

⁷ Rom Harré a beaucoup influencé Roy Bhaskar (Van Langenhove, 2010, p. 2), lequel a fait de nombreuses références à ses ouvrages dans son livre 'A Realist Theory of Science' (Bhaskar, 2008) ; pourtant, Harré est allé beaucoup plus loin que ce dernier dans sa compréhension du fonctionnement des sciences en se basant sur l'approche discursive.

conversation, notamment ce qui fournit la réalité à laquelle elle fait référence, est une seule et même chose avec les actes de référence » (Ibid, p. 34). C'est dans ce fait que réside la différence cardinale entre la réalité naturelle et la réalité sociale. La description des processus physiques et biologiques peut être plus exacte ou, suivant le degré de rigueur des observations et des expériences, moins exacte, et cela est lié au fait que les propriétés de ces processus ne dépendent pas de ce que nous pensons à leur propos. Par contre, « l'objet social » est basé sur les descriptions que les acteurs liés à cet objet donnent de celui-ci. Il n'existe pas indépendamment de ce que croient les acteurs liés à cet objet, et de la façon dont ils expriment par des paroles leurs croyances à son propos. De cette façon, « le suivi correct d'une règle ne peut pas être décrit plus précisément que la description de comment il faut suivre cette règle » (Ibid, p. 35). Le chercheur qui étudie une institution n'a qu'à emprunter aux acteurs cette description pour comprendre le fonctionnement de cette institution.

Du fait que les interactions sociales passent par l'intermédiaire de la langue, les conversations et les discours doivent être considérés comme « la réalité sociale de base » qui doit être étudiée. Pour ce faire, « l'expérimentateur ou l'observateur doit entrer dans le discours des personnes étudiées et essayer de comprendre le monde cognitif du sujet » (Harré, Gillett, 1994, p. 21). Le chercheur doit « apprendre ce que signifie une situation pour la personne étudiée, et non pas seulement ce que cette situation est (<...> telle qu'elle est vue par l'observateur), si nous voulons comprendre ce que la personne fait » (Ibid). Cette vision de recherche est reflétée dans le tableau ci-dessous en comparaison avec la vision traditionnelle en provenance de la vision mécaniste de Newton :

Tableau 1. : Deux ontologies

<i>Ontologies</i>	<i>Où faut-il faire la recherche ?</i>	<i>Que faut-il étudier ?</i>	<i>Quel type de résultats faut-il obtenir ?</i>
<i>Newtonienne</i>	Espace et temps	Choses et événements	Causalité
<i>Discursive</i>	Ensembles de personnes	Actes de langage	Règles et fils narratifs des histoires

Source : (Harré, Gillett, 1994, p. 29) avec adaptation de l'auteur

Presque tous les économistes seraient d'accord avec l'affirmation que la tâche de la science économique est d'étudier les liaisons de cause à effet entre l'offre, la demande, la production, la consommation, les investissements, les prix, le niveau des salaires, les intérêts, et diverses autres « choses » et la survenance du chômage, de l'inflation, de la croissance économique ou au contraire de la récession, et d'autres types « d'évènements ». De plus, ces « choses » et « évènements » sont considérés par les économistes comme se situant dans l'espace et dans le

temps. Et bien peu de gens pensent que cette ontologie newtonienne (voir le tableau ci-dessus) n'est pas suffisamment appropriée pour l'analyse de la réalité socio-économique. Rom Harré estime que les sciences sociales, dont l'économie fait partie (ou au moins devrait faire partie), ont besoin d'une ontologie totalement différente qu'il a appelée « discursive ».

En appliquant l'ontologie newtonienne à la sphère sociale, les chercheurs en sciences sociales considèrent les personnes comme des objets inanimés qui interagissent les uns avec les autres de façon similaire aux molécules dans l'espace et dans le temps, en produisant de cette manière des phénomènes qui peuvent être compris en analysant les relations causales résultant de cette collision entre les « personnes-molécules ». Dans l'ontologie discursive, si l'on voulait suivre cette analogie physique, les molécules ne sont pas les personnes elles-mêmes, mais les actes de langage⁸ produites par ces dernières. Il n'est pas primordial de voir où et quand ces actes de langage se sont produits, mais de prendre en compte la communauté (l'ensemble des personnes) dans lesquels ils se sont réalisés. Le comportement des membres de chaque communauté peut avoir ses propres régularités, en provenance des règles spécifiques suivies par les membres de cette communauté. La recherche doit viser à découvrir ces règles au travers de l'étude des actes de langage, et de cette façon à identifier les régularités socio-économiques de cette communauté, car ces régularités ne sont jamais universelles. Cela devient possible parce que ces règles, avec les croyances qui les accompagnent en les légitimant, s'expriment justement dans les actes de langage. Ces règles, et les croyances qui les justifient, sont stockées et reproduites par les membres de la communauté sous la forme d'histoires dont les fils narratifs, ensemble avec les règles elles-mêmes, peuvent être identifiés par le chercheur au travers de l'analyse des actes de langage. En même temps, « l'ensemble de personnes » peut désigner un échantillon de la communauté ciblée. Le choix des personnes de l'échantillon et sa taille fait dans le cadre de l'approche discursive est fait d'une manière totalement différente par rapport à celle de l'approche mécaniste. Le chercheur doit rentrer en contact avec les personnes disposées à partager leur connaissance sociale. La taille de l'échantillon (le nombre de personnes contactées) est déterminée par ce que l'on appelle la « saturation théorique », lorsque le chercheur n'apprend rien de nouveau en contactant des personnes supplémentaires dans la communauté ciblée.

L'épistémologie et l'ontologie exposées ci-dessus peuvent paraître très sophistiquées, inhabituelles, et les chercheurs en économie ne les ont jamais utilisées. Tout cela est inexact. J'ai déjà décrit ci-dessus la façon dont les écoles de Schmoller et Commons pratiquaient la recherche, et cette façon correspond tout à fait à cette épistémologie et cette ontologie discursives. Schmoller indiquait que « ses précurseurs étaient Ferdinand Galiani et James Steuart » (Schmoller, 1902, p. 233), et ils utilisaient déjà la même approche. Galiani (1727 – 1787) avait durant « toute sa vie une aversion du rationalisme cartésien - la tentative de déduire les vérités éternelles valables en tous temps et en tous lieux uniquement par la puissance du raisonnement et quelques postulats a priori – et choisissait au contraire de mettre l'accent sur le développement évolutif de la société à partir duquel seulement les vérités historiquement relatives peuvent être déduites » (Blaug, 1986, p. 82). Dans son livre, « Dialogues sur le commerce des blés » (Galiani, 1984), publié initialement en 1770, « il

⁸ « Un acte de langage est un moyen mis en œuvre par un locuteur pour agir sur son environnement par ses mots : il cherche à informer, inciter, demander, convaincre, promettre, etc. son ou ses interlocuteurs par ce moyen ». http://fr.wikipedia.org/wiki/Acte_de_langage

attaque la croyance physiocratique dans le libre commerce du blé, non pas d'une façon générale mais sur des bases historiques, comme étant inopportune pour la France de son temps » (Ibid., p. 83). Steuart publiait son traité intitulé « Recherche sur les principes de l'économie politique » (1767) neuf ans avant la « Richesse des Nations » d'Adam Smith, et comme Galiani, il ne visait pas à découvrir des lois universelles. Il voyait que l'économie politique devait avoir comme objectif l'adaptation du fonctionnement de l'économie à l'esprit, aux mœurs, et aux habitudes du peuple (Steuart, 1767, p. 2). En voyageant beaucoup dans le continent européen, il est venu à la conclusion que « compte tenu de la diversité de la répartition de la propriété, de la subordination des classes, du génie des peuples », ainsi que la diversité « des lois, du climat, des usages, l'économie politique dans chaque pays devait nécessairement être différente, et que des principes, par ailleurs universellement vrais, pouvaient devenir totalement inefficaces en pratique sans préparation suffisante de l'esprit du peuple » (Ibid., p. 3).

Les livres de Galiani et Steuart représentent l'exposé des faits et de leurs réflexions à propos de ces faits. Cela ne correspondait pas du tout à la tradition ultérieure de l'économie politique qui basait ses conclusions sur des suppositions et non pas sur les faits⁹. Cette caractéristique de baser les réflexions sur les faits était déjà présente dans le livre de Boisguilbert, « Le détail de la France » (1695)¹⁰, dont nous avons parlé précédemment. Antoine de Montchrestien est souvent mentionné dans les textes de l'histoire de la pensée économique comme l'auteur du terme « économie politique ». Je présume que peu d'auteurs qui le mentionnent comme tel, ont vraiment lu son « Traité d'économie politique » (1615)¹¹. En dépit du fait que ce livre ait été écrit sous forme d'un message au roi de France et à sa mère régente, il utilise le même style de description des faits et des réflexions à leur sujet. Les informations recueillies étaient basées sur l'expérience pratique de l'auteur. Tous ces auteurs utilisaient déjà intuitivement l'approche discursive dans leurs recherches car leurs objectifs étaient de *comprendre* le monde dans lequel ils vivaient et de donner des propositions de changements sur la base de cette compréhension. Je voudrais souligner qu'ils ont produit des analyses basées sur les faits et non pas des doctrines. Montchrestien, comme Boisguilbert, ne sont même pas inclus dans la liste des cent grands économistes avant Keynes d'après Mark Blaug (1986). Les historiens de la pensée économique cherchent dans les ouvrages de ces auteurs non pas des connaissances à propos des économies des siècles passés mais des doctrines qui peuvent être liées aux doctrines existant à l'heure actuelle. Par exemple, Gilbert Faccarello en analysant les œuvres de Boisguilbert ne s'intéresse pratiquement qu'à son rôle d'auteur de la doctrine du « laisser faire » (Faccarello, 1986, 1999). Montchrestien et Boisguilbert ont fait l'analyse des faits et adressaient, chacun à leur époque, leurs analyses contextualisées au roi pour solliciter une autre direction de la politique économique. Schmoller et Commons faisaient la même chose deux siècles plus tard, avec les résultats positifs qui sont bien connus (Yefimov, 2010a).

A partir du 19^{ème} siècle, l'économie politique prend une tournure doctrinale. Deux doctrines s'opposent : celle de Smith et celle de Marx. Dans son discours prononcé à l'Université royale de Frédéric-Guillaume à Berlin le 15 octobre 1897, Schmoller compare les

⁹ John Stuart Mill a formulé explicitement ce trait de l'économie politique (Mill, 1994, p.56).

¹⁰ Réédition récente (Boisguilbert, 1966).

¹¹ Réédité par François Billacois (Montchrestien, 1999).

écoles de Smith et de Marx : « L'économie politique devint une science autonome ; elle a donné dès lors naissance aux deux grandes théories ou écoles qui ont dominé la pensée et l'action de 1770 à nos jours : l'économie politique individualiste, et l'économie politique socialiste. Ce sont deux enfants de la même mère : l'ancienne théorie, la théorie individualiste abstraite de la nature des Physiocrates et d'Adam Smith à J.S. Mill et à K.H. Rau, et la théorie socialiste un peu plus moderne de la lutte de classe de William Thompson à Karl Marx, sont le produit du droit naturel, libéral et radical. Ces deux écoles croient pouvoir déduire de la nature humaine abstraite un système objectif complet de l'économie actuelle. Toutes deux exagèrent comme tout le XVIII^e siècle et la philosophie constructive de la première moitié du XIX^e siècle, notre possibilité actuelle de connaître ; toutes deux veulent arriver d'un bond, *sans l'étude des détails* (mis en italique par VY), sans une base psychologique exacte, sans des études préalables complètes de droit et d'histoire économique, à la vérité économique ultime, et par elle dominer le monde, les hommes, les Etats ; toutes deux sont liées à la connaissance économique empirique de leur époque, elles cherchent à s'accommoder à ces données empiriques, mais toutes deux ne sont, chez leurs principaux représentants, que des *idéologies* (mis en italique par VY), des systèmes fermés, qui posent directement un nouvel idéal de l'économie, de la vie sociale, de l'ensemble des institutions économiques et juridiques. Par leur méthode et leur contenu *elles ne s'élèvent pas encore complètement au rang d'une véritable science* (mis en italique par VY)» (Schmoller, 1902, p. 228). Schmoller a bien vu que ces deux écoles ne sont que des philosophies et non pas des sciences qui suivent la tradition des sciences naturelles.¹²

Mais revenons à l'ouvrage de l'économiste postkeynésien, Alfred Eichner, considéré au début de cet article. Comme alternative au paradigme orthodoxe néo-classique, il propose le paradigme postkeynésien qui entend fournir une explication causale à comment fonctionne le système économique réel (Eichner, 1983, p. 218). Il préconise : « Au lieu des courbes d'indifférence métaphysiques qui soulignent la théorie néo-classique de la demande, la théorie postkeynésienne démarre avec l'élasticité de la demande par rapport aux prix et aux revenus que les économistes sont actuellement capables d'estimer » (Ibid., p. 219). On voit bien que le paradigme postkeynésien ne sort pas de l'ontologie newtonienne, et de ce fait, il ne peut pas vraiment servir d'alternative productive au courant dominant. Dans son article, Eichner est néanmoins très perspicace sur la nature de l'étonnante vitalité du courant dominant en dépit de tous ses échecs. Il en voit la nature en considérant la profession d'économiste comme un système social¹³ (Ibid., pp. 225 - 235). Eichner déclare que « l'objectif que sert la discipline économique en ce qui concerne la société dans son ensemble (*larger society*) n'est pas de donner l'explication de comment fonctionne réellement le système économique – effectivement, pour cet objectif, elle est absolument inutile – mais plutôt de soutenir un certain nombre d'idées qui ont été importantes dans le développement historique de la

¹² « Les grands économistes de l'école libérale, tout comme les grands socialistes, ont moins en vue d'arriver à la connaissance scientifique que d'atteindre des fins pratiques ; ils veulent moins connaître ce qui est que ce qui doit être ; ils préconisent tous deux des idéaux pratiques, politiques et sociaux. Mais les premiers s'adressent aux princes et aux hommes d'Etat, aux parlements et aux savants ; les derniers, à la masse des petites gens, aux ouvriers, aux non-possédants, aux illettrés » (Schmoller, 1902, p. 232).

¹³ Cela fait écho à mon article (Yefimov, 2010a) dans lequel j'arrive aux mêmes conclusions en considérant la profession d'économistes comme une institution.

civilisation occidentale » (Ibid., p. 235). Une section entière de son article est consacrée à la formulation de la nature du courant dominant de la discipline économique, qui n'est rien d'autre qu'une philosophie politique¹⁴. Le concept central de cette philosophie politique est le marché en tant que mécanisme d'autorégulation : « Le refus d'abandonner le mythe du marché comme système d'autorégulation n'est pas le résultat d'un complot de la part de « l'establishment » dans la discipline économique. Il n'est même pas le choix qu'un économiste fait nécessairement consciemment. C'est plutôt la façon dont la discipline économique (Economics) fonctionne en tant que système social, <...> ; la discipline économique n'est pas disposée à adhérer aux principes épistémologiques qui différencient l'activité scientifique des autres types d'activités intellectuelles, car cela pourrait mettre en péril la position des économistes au sein de la société dans son ensemble (larger society) en tant que défenseurs de la foi politique dominante (the dominant political faith) » (Ibid., p. 238). Il pense même que la situation actuelle des économistes du courant dominant est similaire à celle des chercheurs en sciences naturelles aux époques de Copernic ou de Darwin où il fallait remettre en question les dogmes judéo-chrétiens ou bien décider que le rejet de ces dogmes aurait été un prix trop élevé à payer pour révéler la vérité (Ibid.).

L'article d'Alfred Eichner montre qu'il a bien avancé sur la voie de la compréhension du fonctionnement de la discipline économique en tant que système social. Il va plus loin que la plupart des spécialistes de la méthodologie économique qui suivent à la lettre le modèle de Thomas Kuhn de l'évolution des idées dans une communauté scientifique fermée. Il me semble qu'il est très proche de la représentation constructiviste de la recherche scientifique (Yefimov, 2010a), dans laquelle l'objet de recherche et le chercheur avec ses « instruments » ne sont pas séparés, mais qui constituent ensemble la situation expérimentale. Cette représentation prévoit que le destin des idées et des théories, qui sont construites sur la base des observations et des expériences par le chercheur, n'est pas déterminé exclusivement par les vérifications et/ou falsifications de la communauté des chercheurs, mais par une communauté plus large d'évaluateurs. En plus des membres de la communauté scientifique, cette communauté comprend des *administrateurs, des politiques et des segments concernés du public*. Les évaluateurs peuvent être divisés en deux catégories : les témoins et les juges. La différence entre ces deux catégories consiste dans leurs rôles respectifs dans les procédures d'évaluations : les premiers expriment juste leur opinion à propos des idées et des théories évaluées, et les seconds, prenant ou ne prenant pas en considération ces opinions, prennent les décisions concernant le destin des idées et des théories et de l'avenir de la situation expérimentale elle-même. La plupart des membres de la communauté scientifique, sauf ceux qui détiennent le pouvoir dans cette communauté, rentre dans la catégorie des témoins.

Pourtant on peut voir également dans l'article de Eichner que sa vision de l'épistémologie comme application des tests est très influencée par les schémas théoriques de Karl Popper, et de cette façon elle n'est pas loin de la méthodologie économique dominante qui durant les dernières décennies était dans une grand mesure poppérienne (Mäki, 1993, p. 5). Rom Harré caractérisait Popper comme le dernier des philosophes qui élaborait l'idéal rationaliste en terme de logique. Harré croit que « les êtres humains utilisent des procédures rationnelles, mais elles doivent être comprises suivant des modèles de la pensée et du langage

¹⁴ Economics as a political philosophy (Eichner, 1983, p. 235).

beaucoup plus riches que ceux qui peuvent être capturés dans les schémas de la logique traditionnelle de la vérité et de la fausseté » (Harré, 1994). La méthodologie de la discipline économique devrait se concentrer non sur les méthodes de la construction de théories et de procédures de vérification ou de la falsification, mais plutôt sur les procédures d'organisation des situations expérimentales dans lesquelles l'objet et le sujet de l'étude ne sont pas séparés les uns des autres, mais interagissent activement. Une coopération active dans la situation expérimentale entre l'objet de l'étude et le chercheur doit avoir lieu sur la base de la langue de l'objet d'étude (une communauté-cible), plutôt que de la langue du chercheur. L'organisation des situations expérimentales, conformément à cette méthodologie donnera aux chercheurs l'accès aux histoires racontées par les membres de la communauté-cible contenant les règles de cette communauté et les croyances qui les expliquent et justifient.

Eichner caractérise le courant dominant de la discipline économique comme philosophie politique, mais cette caractéristique est applicable également aux courants hétérodoxes. Le trait principal des œuvres de Smith, Marx et Keynes était la construction de systèmes déductifs orientés vers la justification de certains projets sociaux. C'est grâce à ces projets qu'ils sont restés dans l'histoire. Par contre, l'histoire socio-politico-économique accompagnée par les disputes entre les différentes écoles de la pensée économique a bien montré la faible valeur cognitive de leurs constructions déductives. Le projet de Smith était le suivant : « il faut laisser jouer le marché », « moins le gouvernement gouverne et meilleur il est » (Heilbroner, 1971, p. 65), et son système déductif, qu'il a construit pour justifier ce projet, était basé sur la notion de la valeur travail. Marx a inventé la notion de la survaleur (plus-value) pour « prouver » l'existence de l'exploitation de la classe ouvrière par la bourgeoisie, notion qui est la composante principale de son projet de l'abolition du capitalisme. En ce qui concerne la théorie du multiplicateur de Keynes, elle n'a pas véritablement expliqué la crise des années trente, mais elle servait de justification pour la politique économique des gouvernements de la régulation du capitalisme profondément instable (Cohen, 2009, p. 127). Comme l'a souligné Schumpeter, la définition des notions fondamentales de la *Théorie générale* de Keynes (propension à consommer, attitude envers la liquidité, efficacité marginale du capital) n'a été précédée par aucune recherche empirique (Schumpeter, 1983, p. 74). Keynes, élève de Marshall, est également touché par la méthodologie de J.S. Mill, et le mot peut-être le plus souvent utilisé dans le texte de sa *Théorie générale* est « supposons ». Le message de Schmoller et de Commons à propos de la régulation du capitalisme était déjà oublié, et le message de Keynes fut reçu comme une révélation. Quand Keynes est venu à Washington en 1934, il a vu que « le gouvernement [américain] lui-même devint subitement un investisseur économique important » ; « ainsi quand la *Théorie générale* parut en 1936, elle apportait moins un nouveau programme d'action radicale qu'une défense de l'action déjà entreprise » (Heilbroner, 1971, p. 261). Jevons et Walras n'avaient pas leurs propres projets, mais dans leurs œuvres, ils habillaient les schémas de leurs grands prédécesseurs dans les nouveaux vêtements mathématiques. François Simiand a indiqué depuis longtemps que l'économie mathématique n'est rien d'autre qu'une construction idéologique (Simiand, 2006, p. 87 – 114).

Alors, Eichner caractérisait le courant dominant de la discipline économique comme une philosophie politique et Simiand comme une idéologie. « Les économistes européens utilisent le terme 'idéologie' quand nous utilisons le terme 'philosophie sociale' » disait déjà

Commons (1990, p. 98). On peut appeler également, comme je viens de le faire, les constructions théoriques du courant dominant ainsi que celles des courants marxiste et keynésien, comme l'expression de projets sociaux. Les projets sociaux peuvent également être appelés des « utopies ». Geoffrey Hodgson a consacré un livre entier à ce sujet. Il déplore beaucoup le fait que la discipline économique abandonne les utopies. Il comprend le terme « utopie » de la façon suivante : « L'utopie est comprise ici comme signifiant une réalité socio-économique qui à la fois n'est pas existante et présumée par certains comme étant désirable » (Hodgson, 1999, p. 4). Il voit comme conséquence des changements radicaux dans les pays de l'Est des années 1989-1991 non seulement la proclamation de la « mort du socialisme » mais également la manière de « tirer un trait définitif sous toutes les formes de discours 'utopique' concernant un avenir meilleur et différent » (Ibid., p. xv). La déclaration d'Eichner indiquée ci-dessus peut être exprimée en d'autres termes : le courant dominant de la discipline économique est une forme de présentation du capitalisme utopique¹⁵. Ce capitalisme utopique est bien caractérisé dans la « Richesse des nations » d'Adam Smith, dont le concept principal est celui de la « société commerçante » (Rasmussen 2008). Le fait que l'idée du marché totalement autorégulateur est habillée dans la théorie néoclassique de vêtements mathématiques ne change pas sa nature utopique. L'histoire de la naissance de l'économie néoclassique et de son développement ultérieur est très parlante à ce sujet.

Les fondateurs de la théorie économique néoclassique, Stanley Jevons et Léon Walras, ont pris l'utopie du capitalisme autorégulateur décrite dans les manuels d'économie politique de leur temps, et habillé cette utopie dans les vêtements mathématiques empruntés des manuels de thermodynamique qui venaient de paraître. En analysant le mystère de la « découverte » simultanée de l'économie néoclassique dans les années 1870 par ces deux dernières personnes¹⁶, Philip Mirowski est venu à la conclusion que cette simultanéité est due au fait de l'infiltration de la thermodynamique dans les manuels dans les années 1860 (Mirowski, 1989, p. 217). Suivant Mirowski, ces deux personnes ont mécaniquement réinterprété les constructions mathématiques de cette physique en termes de biens, de prix et d'utilités. Mirowski exprime l'idée que la formulation de la théorie néo-classique dans les années 1870 était l'appropriation métaphorique systématique de la structure analytique de la physique du milieu du 19^{ème} siècle. L'économie néoclassique est ainsi vue non comme une « découverte », mais comme l'imposition arbitraire sur la réalité sociale d'un modèle emprunté d'un domaine de connaissances étranger à celle-ci (Carlson, 1997).

Durant les dernières décennies, le concept-utopie de la « société commerçante » influence de plus en plus la réalité, et les économistes du courant dominant, qui contribuent à la propagation de cette influence, proclament même que ce concept est également applicable en politique (Buchanan, Tullock, 1965 ; Olson, 2011) et dans toutes les relations humaines (Becker, 1978). Dans l'opinion publique, le fait qu'une discipline utilise les méthodes mathématiques témoigne de son caractère scientifique. En dehors de la logique, les disciplines philosophiques n'appliquent pas ces méthodes. Pourtant, les idéologies, les projets sociaux et les utopies peuvent facilement être exprimées en termes mathématiques. Les tendances dans la discipline économique elles-mêmes observées dans la deuxième partie du 20^{ème} siècle ont

¹⁵ Le terme « capitalisme utopique » était proposé par Pierre Rosanvallon dans son livre sur l'histoire de l'idée de marché (Rosanvallon, 1999).

¹⁶ Mirowski ne compte pas Menger parmi les fondateurs de l'économie néoclassique.

facilité cette expression. Ces tendances étaient très étroitement liées au fait que la profession des économistes d'après-guerre aux Etats-Unis a beaucoup côtoyé la profession des mathématiciens (Weintraub, 2002). Grâce à l'influence de ces derniers, les économistes ont transféré dans leur discipline plusieurs croyances de la communauté des mathématiciens qui se sont éloignés de la physique.

Presque tous les mathématiciens croient profondément qu'en étudiant les structures mathématiques, on étudie le monde, et tôt ou tard, ces structures pourront trouver des applications. Ils croient également que les sciences « mûres » doivent être des sciences quantitatives qui utilisent les mathématiques. Ces croyances reposent sur des convictions de longue date. Les historiens de la science considèrent William Gilbert (1544 – 1603) et Galilée – en italien, Galileo Galilei (1564 – 1642), comme les premiers scientifiques (Gribbin, 2003, p. 68). Galilée était inspiré par les travaux de Gilbert et le caractérisait comme le fondateur de la méthode expérimentale de la science (Ibid. p. 71). Gilbert s'exprimait à propos de cette méthode de la façon suivante : « Pour découvrir des choses secrètes, et dans la recherche des causes cachées, des évidences plus fortes sont obtenues à partir des expériences fiables et d'arguments démontrés qu'à partir d'hypothèses possibles et des opinions de spéculateurs philosophiques » (Ibid.). En utilisant la méthode expérimentale, Galilée était toutefois convaincu que le livre de l'univers était écrit en langue mathématique: « La philosophie est écrite dans ce livre immense perpétuellement ouvert devant nos yeux (je veux dire : l'univers), mais on ne peut le comprendre si l'on n'apprend pas d'abord à connaître la langue et les caractères dans lesquels il est écrit. Il est écrit en langue mathématique et ses caractères sont des triangles, des cercles, et d'autres figures géométriques, sans l'intermédiaire desquels il est humainement impossible d'en comprendre un seul mot. Si on ne les comprend pas, on tourne vraiment en rond dans un labyrinthe obscur » (Burt, 2003, p. 75). Gilbert ne partageait pas cette croyance, et comme indiqué précédemment, la culture des sciences naturelles avec la création de la Royal Society of London a suivi le modèle de recherche de Gilbert, mais non celui de Galilée.

La croyance en provenance de Galilée est liée partiellement à la spécificité des sciences naturelles. Par exemple, Galilée a étudié le mouvement des planètes dans l'espace en utilisant déjà la théorie mathématique existante de l'espace : la géométrie. Ilya Prigogine donne les explications suivantes : "Le dialogue expérimental avec la nature, que la science moderne se découvre capable de mener de façon systématique, ne suppose pas une observation passive, mais une pratique. Il s'agit de manipuler, de mettre en scène la réalité physique jusqu'à lui conférer une proximité maximale par rapport à une description théorique. Il s'agit de préparer le phénomène étudié, de le purifier, de l'isoler jusqu'à ce qu'il ressemble à une situation idéale, physiquement irréalisable mais intelligible par excellence puisqu'elle incarne l'hypothèse théorique qui guide la manipulation. Les relations entre expérience et théorie proviennent donc du fait que l'expérimentation soumet les processus naturels à une interrogation qui ne prend sens qu'en référence à une hypothèse concernant les principes auxquels ces processus sont soumis, et à un ensemble de présupposés concernant des comportements qu'il serait absurde d'attribuer à la nature. <...> Le dialogue expérimental constitue une démarche fort particulière. L'expérimentation interroge la nature mais à la manière d'un juge, au nom des principes postulés. La réponse de la nature est enregistrée avec la plus grande précision, mais sa pertinence est évaluée en référence à l'idéalisation

hypothétique qui guide l'expérience : tout le reste est bavardage, effets secondaires négligeables." (Prigogine, Stengers, 1986, p. 76-78). La nécessité de ce type de procédé provient du fait que la nature est muette. Voilà pourquoi on ne peut l'interroger qu'en utilisant la langue théorique développée par les chercheurs. Par contre, les objets des sciences sociales en général, et économiques en particulier, sont les êtres humains qui ne sont pas muets, et dont les chercheurs sont capables de comprendre la langue. Toutes les pratiques sociales sont inévitablement verbalisées, et le chercheur doit se plonger dans cette verbalisation, c'est-à-dire qu'il doit étudier les règles écrites (par exemple les lois) et apprendre à partir de contacts directs avec les acteurs les règles non écrites (règles informelles). Milton Friedman ne comprenait pas cette différence entre les sciences naturelles et les sciences sociales, d'où sa célèbre déclaration : « Une théorie est la manière dont nous percevons les 'faits', et nous ne pouvons pas percevoir les 'faits' sans une théorie » (Friedman, 1953, p. 34)¹⁷.

La deuxième croyance importante des mathématiciens que les économistes néoclassiques ont assimilée est le caractère esthétique des mathématiques (Sinclair, Pimm, Higginson, 2006). C'est un élément très important de la culture des mathématiques (Hersh, and John-Steiner 2010, pp. 46 – 47) : « Tout le monde est d'accord avec le fait que les mathématiques peuvent, devraient, voire *doivent*, être belles. Mais ce n'est pas si facile à expliquer ce que vous entendez par de belles mathématiques. Quels modèles, quelles preuves et quelles découvertes les mathématiciens appellent-ils belles? » (Ibid.: 47). Je citerais un témoignage qui peut faire autorité en la matière : « Les mathématiques, considérées à leur juste mesure, possèdent non seulement la vérité, mais la beauté suprême, une beauté froide et austère, comme celle d'une sculpture, sans référence à une partie de notre fragile nature, sans les effets d'illusion magnifiques de la peinture ou de la musique, pourtant pur et sublime, capable d'une perfection sévère telle que seulement les plus grands arts peuvent la montrer. L'esprit vrai du plaisir, l'exaltation, l'impression d'être plus qu'un homme, qui est la pierre de touche de l'excellence la plus élevée, doit être trouvé dans les mathématiques aussi sûrement que la poésie. » (Russell, 2011, p. 60). Les conséquences de cette croyance transférée à la communauté des économistes sont désastreuses. Paul Krugman s'exprimait à ce propos de la façon suivante : « A mon avis, les économistes se sont égarés, car ils ont, en tant que groupe, confondu la beauté - revêtue d'imposants atours mathématiques - avec la vérité » (*The New York Times*, 2 September 2009).

La troisième croyance des mathématiciens, mais en vérité la plus néfaste pour les économistes qui l'ont absorbée, c'est que les constructions théoriques ne doivent pas nécessairement être liées avec la réalité. Robert Leonard indique que l'éminent mathématicien allemand, « [David] Hilbert, réduit les mathématiques elles-mêmes à un jeu combinatoire joué avec des « pièces » qui n'a seulement de sens que dans le contexte du jeu lui-même. [Un autre mathématicien allemand, Ernst] Zermelo, réduit les échecs aux mathématiques en ignorant la psychologie au profit unique du formalisme. [John] von Neumann, [l'auteur de la théorie des jeux qui est devenue l'instrument central de l'actuel courant économique dominant,] va plus loin en suggérant que toute situation sociale, dans les conditions appropriées, peut être

¹⁷ Cette croyance de Friedman est partagée non seulement par les représentants du courant dominant, mais aussi beaucoup d'économistes hétérodoxes. Par exemple, Geoffrey Hodgson confirme l'opinion de Friedman en disant que "all facts are expressed in some form of language, and an aconceptual or atheoretical language is impossible" (Hodgson 1988, p. 35).

interprétée comme un jeu de stratégie, c'est-à-dire être réduit à un jeu d'échec » (Leonard, 1997, p. 306). Philip Davis and Reuben Hersh, sur la base de leurs interviews de mathématiciens et d'une observation participante à l'intérieur de leur communauté, ont produit une image généralisée du « mathématicien idéal ». Les auteurs ont conventionnellement appelé le sujet de recherche de ce mathématicien imaginaire « la théorie des hypercarrés non riemanniens ». Ce problème a acquis un grand prestige juste du fait qu'un mathématicien « l'a énoncé et lui a donné une solution partielle » et que plusieurs mathématiciens « ont travaillé sur ce problème, obtenant de nombreux résultats partiels ». (Davis, Hersh, 1985, p. 36). Le lecteur économiste pourra peut-être faire ici un parallèle immédiat avec le mode de fonctionnement de la communauté des économistes du courant dominant en se rappelant, par exemple, les noms de Ronald Coase, Gérard Debreu, Vernon Smith, James Buchanan et Daniel Kahneman, qui ont initié des directions prestigieuses des activités des économistes qui n'étaient pas forcément liés avec les brûlants problèmes socio-économiques de leur temps. Pour revenir à ce mathématicien idéal, les auteurs témoignent du fait qu'il n'est pas très intéressé par les applications de son travail en dehors des mathématiques : « On m'a dit que quelques tentatives ont été faites pour utiliser les hypercarrés non riemanniens comme modèles pour les particules élémentaires en physique nucléaire. Je ne sais pas si on a fait des progrès. » (Ibid., p. 38). Il n'est pas concerné par la liaison de ce qu'il fait avec la réalité : « Je n'ai jamais pensé que les hypercarrés existent. Quand je dis qu'ils existent, je pense seulement que les axiomes des hypercarrés possèdent un modèle. En d'autres termes, ils ne conduisent à aucune contradiction interne et ainsi, suivant la manière mathématique habituelle, nous sommes libres d'en postuler l'existence. Toute l'affaire ne signifie vraiment rien d'autre, c'est juste un jeu, comme les échecs, que nous jouons avec les axiomes et les règles de déduction » (Ibid., p. 41). Actuellement les mathématiques sont devenues une discipline auto-référentielle : « Comment pourrions-nous, en tant que mathématiciens, prouver à un étranger sceptique que nos théorèmes ont un sens dans le monde en dehors de notre propre confrérie ? Si un tel individu accepte notre discipline, et passé par deux ou trois ans d'études supérieures en mathématiques, il absorbe notre manière de penser, et cesse d'être l'étranger critique qu'il fut. Dans le même ordre d'idée, un critique de scientologie qui entreprendrait plusieurs années d'"études" sous des "autorités reconnues" en scientologie pourrait bien en sortir comme un croyant au lieu d'un critique. Si l'étudiant est incapable d'absorber notre manière de penser, nous le collons, bien entendu. S'il arrive au bout de notre course d'obstacles et qu'il décide alors que nos arguments sont obscurs ou incorrects, nous le chassons comme détraqué, cinglé ou inapte » (Ibid., p. 43). Là encore, on peut voir que la profession d'économiste du courant dominant fonctionne de la même façon que la communauté des mathématiciens. Certains d'entre vous auront peut-être eu dans le passé à être confrontés à ce genre de réactions.

Ce type de mathématiques a émergé sous l'influence d'un groupe de mathématiciens français qui publiaient leurs livres sous le pseudonyme de Nicolas Bourbaki. Ils ont essayé de présenter l'ensemble des mathématiques sur la base de la méthode axiomatique qu'ils comprenaient de la manière suivante : « La méthode axiomatique n'est à proprement parler pas autre chose que cet art de rédiger des textes dont la formalisation est facile à concevoir. Ce n'est pas là une invention nouvelle ; mais son emploi systématique comme instrument de découverte est l'un des traits originaux de la mathématique contemporaine. Peu importe en

effet, s'il s'agit d'écrire ou de lire un texte formalisé, qu'on attache aux mots ou signes de ce texte telle ou telle signification, ou même qu'on ne leur en attache aucune; seule importe l'observation correcte des règles de la syntaxe » (Bourbaki, 1970, p. 8). E. Roy Weintraub et Philip Mirowski ont brillamment montré « comment l'école mathématique de Bourbaki a rapidement migré vers l'économie mathématique néoclassique » et a influencé la construction de « l'imposant édifice de la théorie de l'équilibre général walrassien » comme « repère de la grande théorie économique pour les quatre prochaines décennies » (Weintraub, Mirowski, 1994, p. 246). C'est Gérard Debreu, formé en France par un membre du groupe Bourbaki, qui fut « le germe transocéanique » des mathématiques appliquées inspirées du Bourbakisme « qui a pris racine et a fleuri dans l'environnement américain de l'après-guerre » (Ibid., p. 248). Le « terreau » de ce type de discipline économique fut l'institut de recherche Cowles Commission, dont beaucoup de collaborateurs étaient issus de la discipline de la physique (Ibid., p. 249). Suivant Weintraub et Mirowski, la pureté de l'approche axiomatique et l'isolement de cette forme de mathématiques bourbakiste des autres disciplines ont provoqué la colère de nombreux spécialistes des sciences naturelles. Bourbaki était devenu le synonyme du gouffre qui s'était creusé entre les mathématiques et ses applications, entre « rigueur » et les exigences d'un problème concret (Ibid., p. 248). Selon ces auteurs, Debreu avait l'intention de créer sa *Théorie de la valeur* sur le modèle direct la *Théorie des ensembles* de Bourbaki, et « dans l'interprétation de Debreu, la théorie de l'équilibre général perd ainsi son statut de 'modèle' pour devenir une 'structure formelle' auto-suffisante. L'objectif n'était plus de représenter l'économie, quoi que cela puisse signifier, mais plutôt de codifier l'essence même de cette entité insaisissable, le système walrasien » (Ibid., p. 265). Le Comité du Prix Nobel en Economie a annoncé en 1983 dans son communiqué de presse que Gérard Debreu « avait prouvé » que « le marché fonctionne automatiquement ». Mais après la déclaration de ce comité et les multiples demandes d'explications qui ont suivi celle-ci, Debreu « a insisté sur la stricte séparation de la forme mathématique et du contenu économique, en s'excusant d'une voix coupable : 'Désolé, je ne voulais pas dire cela' » (Düppe, 2010, p. 30). De cette façon, il pensait être libéré de toute suspicion idéologique (Ibid., pp. 25-30).

L'un des plus grands mathématiciens du 20^{ème} siècle reconnu comme tel, Vladimir Arnold, était opposé au bourbakisme et il critiquait la tendance des hauts niveaux d'abstraction en mathématique. Selon lui, cette tendance avait un impact négatif sur l'éducation mathématique en France, et dans le monde entier. Il dénonçait même le danger de la fétichisation des théorèmes qui se trouvent dans les manuels modernes : « Je me suis même dit que les scolastes de la mathématique (qui connaissent si peu la physique) croient en une différence fondamentale entre les mathématiques axiomatiques et la pratique habituelle de la modélisation (qui doit toujours être suivie de la vérification des conclusions par l'expérience) < ... > La tentative de construire des « mathématiques pures » suivant la méthode axiomatique-déductive a conduit au refus du schéma classique en physique : — expérience-modèle-étude du modèle-conclusions-vérifications par l'expérience, et à son remplacement par le schéma : — définition-théorème-démonstration » (Arnold, 1998, p. 232)¹⁸. L'un des papiers d'Arnold intitulé « Les épidémies mathématiques du 20^{ème} siècle » commence par la phrase suivante :

¹⁸ La version française de cet article peut être consultée avec le lien suivant : http://smf4.emath.fr/Publications/Gazette/1998/78/smf_gazette_78_19-29.pdf

« L'enseignement formalisé contemporain en mathématiques est dangereux pour toute l'humanité »¹⁹.

Le bourbakisme a fortement influencé le courant dominant en économie et son enseignement dans les universités, ce qui est certainement aussi dangereux pour l'humanité, comme l'a bien démontré la crise qui a débuté en 2007. Les économistes du courant dominant n'ont pas prévu sur la base de leurs théories l'arrivée de cette crise ; de plus, ils ont formé les hommes d'affaires, les hauts fonctionnaires et les hommes politiques qui influençaient cette arrivée, en enseignant des théories reflétant des mondes imaginaires et en éduquant ces décideurs, suivant ces théories, à agir sans les repères de la morale. Jeffrey Sachs, dans son récent livre²⁰, témoigne à ce sujet : « A l'origine de la crise économique de l'Amérique se trouve une crise morale : le déclin des vertus civiques chez les élites politiques et économiques de l'Amérique <...> Trop de membres de l'élite américaine - parmi les super-riches, les PDG et beaucoup de mes collègues universitaires - ont abandonné l'engagement envers la responsabilité sociale. Ils poursuivent la richesse et le pouvoir, le reste de la société pouvant être damné » (Sachs, 2011, pp. 3-6). Les mêmes réflexions pourraient s'appliquer à la France.

J'ai commencé cet article par la citation d'Alfred Eichner qui posait la question : « Pourquoi l'économie n'est-elle pas encore une science ? ». Maintenant, nous pouvons constater que cette question n'était pas correctement posée. L'économie avait déjà été une science avec des chercheurs comme Montchrestien, Boisguilbert, Steuart, Galiani, Schmoller, Commons. J'ai déjà fait référence à Bruno Latour qui a étudié profondément les pratiques réelles des chercheurs en sciences naturelles. C'est le contact direct avec l'objet d'étude qui est primordial pour ces pratiques. Pour lui, l'objectivité de la recherche scientifique provient non pas du contrôle, de l'impartialité ou du désintéressement des chercheurs, mais d'une organisation de la situation expérimentale de telle sorte que les objets d'étude soient capables de « contester » ce qui est dit par les chercheurs à leur sujet (Latour, 2000, p. 114). C'est cette résistance des objets d'étude aux chercheurs qui est la source de la compréhension des phénomènes étudiés. Par exemple, les prédécesseurs de Louis Pasteur pensaient que la fermentation était soit un phénomène chimique de nature purement catalytique, soit le résultat d'une décomposition d'organismes vivants. Pasteur, sur la base de l'interaction avec son objet d'étude, la levure, a vu que celle-ci résistait à ces idées. Sur la base de son contact direct avec la levure, il est venu à la conclusion que « c'est en tant qu'être vivant que la levure agit, et non en tant que matière organique en décomposition ». L'interaction avec l'objet d'étude n'est pas forcément orientée vers la vérification ou la réfutation d'hypothèses, mais vers la compréhension des propriétés de cet objet. Cette compréhension peut arriver parfois par hasard, comme résultat du maniement de cet objet. Pour reprendre le cas de Pasteur, ses

¹⁹ Voir le texte de ce papier en Russe : http://www.mccme.ru/edu/index.php?ikey=viarn_mat_epidem

²⁰ Ce livre peut être considéré comme un *mea culpa* concernant ces activités précédentes. C'est un fait reconnu maintenant que, dans la plupart des pays de l'Est, la transition a été engagée selon des scénarios fondés sur une approche libérale néoclassique, dont l'un des promoteurs les plus importants en Russie fut Jeffrey Sachs. De l'automne 1991 à janvier 1994, il a été le principal conseiller économique du président de la Russie, Boris Eltsine. (Yefimov, 1997, p. 99). C'est lui qui « a proposé une thérapie de choc (bien qu'il n'apprécie pas personnellement ce terme) comme solution aux crises économiques vécues dans ce pays (politique qui aurait provoqué 3,2 millions de victimes en Russie, selon l'UNICEF et l'IRC) » http://fr.wikipedia.org/wiki/Jeffrey_Sachs.

collaborateurs et lui ont découvert « que les poules auxquelles on a inoculé des cultures vieilles du microbe du choléra des poules, non seulement ne meurent pas mais résistent à de nouvelles infections - c'est la découverte d'un vaccin ». Latour critique les méthodologies des sciences sociales qui ignorent ce plus important trait de la recherche scientifique²¹. Dans ses recommandations aux chercheurs en sciences sociales, il insiste sur la prise en compte de ce trait central²². Ce trait principal des sciences naturelles – l'organisation de la résistance des objets d'études aux chercheurs et l'obtention des connaissances à propos de ces objets à partir de cette résistance – est et a toujours été inaliénable dès leur naissance. Cette organisation était toujours le noyau de la culture des communautés des chercheurs engagés dans ces sciences. Ce n'est pas le cas pour les communautés des économistes, d'où proviennent leurs échecs de la compréhension et de la prévision des phénomènes économiques.

Alain Leroux et Alain Marciano posent la question de la façon suivante : « La science économique est-elle une science ? », ce qui est une formulation plus correcte que celle d'Alfred Eichner. Ils constatent que « 'la science dure' que vise l'économiste dans son interrogation est la science physique contemporaine » (Leroux, Marciano, 1998, p. 110). On parle très souvent de « l'envie de la physique » (*physics envy*) des économistes ; pourtant, à leur avis, « l'économiste n'est pas envieux. Il est complexé <...> Lorsqu'au XVIII^e siècle l'économie politique s'extrait de sa chrysalide (la philosophie politique), elle initie une forme nouvelle de philosophie sociale. Son objet est donc toujours la compréhension du lien social mais son originalité est de privilégier pour cette recherche la complémentarité qu'impose l'activité économique. Or, il se trouve que, au même moment, une forme de pensée rationnelle visant un tout autre objet s'affranchit du cadre tutélaire de la philosophie : la pensée scientifique. Encore juvénile, l'économie politique est alors tiraillée entre sa nature et son rêve. Elle se sait philosophie (sociale) et se désire science (sociale). Le complexe originel est constitué et se manifeste d'emblée par un souci d'apparence, qui pousse l'économiste à copier l'architecture du savoir scientifique de l'époque (Canguilhem ; Mirowski) < ... > La raison première de cette dérive est bien sûr à chercher dans le complexe originel de l'économiste, qui le pousse à copier les formes prises par le discours du physicien sans s'interroger sur les différences substantielles de leurs savoirs respectifs » (Ibid., pp. 111-113).

L'utilisation des mots « science » et « scientifique » implique souvent beaucoup d'abus. Certains considèrent la théologie comme une science. Pendant très longtemps, le terme de « socialisme scientifique » était très populaire. Le terme « science » est souvent interprété de manière très large, mais son utilisation n'est pas sans danger. Le fait est que dès que nous appelons quelque chose « science », inévitablement nous transférons l'autorité de la science - issu de son énorme succès dans la transformation de notre vie matérielle - à cette chose. Mais avant de procéder à ce transfert, il serait plus honnête de comparer préalablement

²¹ “Unfortunately, although it tastes and smells like hard science, those all-terrain 'scientific methodologies' are a sham and a cheap imitation for a reason that becomes clear if we go back to the definition of objectivity, as what allows one entity to object to what is said about it. If we lose the influence of the object in what is said about it, as quantitativists are so proud of saying, we also lose objectivity!” (Latour, 2000, p. 116).

²² “If social scientists wanted to become objective, they would have to find the very rare, costly, local, miraculous, situation where they can render their subject of study as much as possible able to object to what is said about them, to be as disobedient as possible to the protocol, and to be as capable to raise their own questions in their own terms and not in those of the scientists whose interests they do not have to share! Then, humans would start to behave in the hands of social scientists as interestingly as natural objects in the hands of natural scientists” (Latour, 2000, p. 115).

les pratiques de cette chose avec les pratiques des sciences naturelles qui assuraient leur grande autorité. A l'époque des fondateurs des deux types d'institutions de la discipline économique, Gustav Schmoller et Alfred Marshall, une telle comparaison était difficile car la pratique de la recherche en sciences naturelles à l'époque n'avait pas encore fait l'objet d'étude anthropologique intense, et ceux qui ont écrit sur ces pratiques étaient en fait peu familiers avec celle-ci. Les économistes ont le droit d'utiliser les pratiques philosophiques, mais à condition de ne pas appeler ces pratiques des pratiques « scientifiques ». Les pratiques philosophiques ont évolué au cours des deux derniers siècles. Le professeur de philosophie morale d'Adam Smith était Francis Hutcheson (1694-1746). Son manuel *Système de philosophie morale* (Hutcheson, 1755) a beaucoup influencé Adam Smith qui enseignait lui-même cette discipline à l'Université de Glasgow dans les années 1760, mais avec une grande différence : le premier légitimait l'ordre établi avec ses règles dans les termes théologiques, moraux, juridiques et économiques, et le second dans sa *Richesse des nations* légitimait l'ordre établi sans le recours à ces termes sauf les termes économiques, appauvris par la réduction de l'homme à l'homo economicus et des formes de coordination à la main invisible, et en ne s'intéressant pas aux règles.

Il y a eu plusieurs tentatives récentes de présenter la discipline économique comme une philosophie économique (Robinson, 1964 ; Kolm, 1986 ; Berthoud, 2002 ; Leroux, Livet, 2005, 2006). Ces auteurs ont suivi la forme d'écriture des philosophes politiques et moraux contemporains (Canto-Sperber, Ogien, 2010; Davis, 1973 ; Terestchenko, 2007a, 2007b ; Kymlicka, 2002) qui relativisent le contenu de leurs exposés par la présentation de systèmes philosophiques concurrents, et de plus dans ces tentatives, des auteurs comme Schmoller et Commons ont été exclus. Les manuels d'économie politique, qui peuvent être considérés comme manuels de philosophie économique, suivent principalement les idées du courant dominant (Barre, Teulon, 1997 ; Silem, 2011). Dans la section suivante, je vais confronter deux visions du monde et deux types de philosophie économique qui peuvent découler de ces deux visions : l'une basée sur la notion de l'individu et l'autre sur la notion de la communauté. Le professeur d'économie de l'université d'Harvard, Stephen Marglin, dans son livre *The Dismal Science, How Thinking Like an Economist Undermines Community* (La sombre science, comment le fait de penser comme un économiste sape la communauté) explique la notion de la communauté de la façon suivante : « Pour moi, le trait distinctif de la communauté est le fait qu'elle fournit une sorte de ciment liant les hommes dans leurs relations, qui donne forme et saveur à la vie. Par la même occasion, la communauté dépend des contraintes et des obligations qui transcendent le calcul de l'utilité individuelle <...> Est-il réalisable de construire des communautés qui assurent des liaisons humaines profondes et en même temps qui préservent l'espace adéquat pour la diversité humaine ? <...> Nous ne trouverons jamais la réponse à cette question tant que nous serons aveuglés par une idéologie, l'idéologie du marché qui rend invisible la communauté » (Marglin, 2008, p. 20). Geoffrey Hodgson propose dans son nouveau livre (Hodgson, 2012) de passer des hommes économiques (machines à plaisir) aux communautés morales. Dans ce livre il continue substantiellement la tradition de l'économie politique historico-éthique de Gustav Schmoller (Nau, 2000) qu'il critiquait auparavant (Hodgson, 2001, 2004). Je pense que les économistes doivent se mettre d'accord pour que dans leur discipline la morale ait une signification (*Morality Matters*). J'estime que la discipline économique devrait comprendre deux parties :

une partie, qui pourrait être appelée scientifique, devrait suivre la tradition des sciences naturelles dans la recherche orientée vers la compréhension de la réalité socio-politico-économique, et l'autre qui reviendrait à la tradition de la philosophie morale et politique. Cette deuxième partie pourrait être appelée, comme l'a fait Thomas Rowe Edmonds (1803-1889), économie morale et politique (Edmonds, 1827), et suivre le style de l'ancienne philosophie morale et politique, privée du relativisme. L'exemple de style à suivre pourrait être fourni par le célèbre manuel de William Paley (1743 – 1805), « Principes de philosophie morale et politique » (*Principles of Moral and Political Philosophy*) publié en 1785 et en traduction française en 1817 (Paley, 1817).

John Maynard Keynes a caractérisé Paley comme « le premier économiste de l'Université de Cambridge », et comme « savant au deuxième rang par son influence après Newton ». Il qualifiait son livre « Principes de philosophie morale et politique » comme immortel. Ce livre demeura le texte de référence au programme de l'Université de Cambridge durant toute l'époque victorienne. Ce qui est important de souligner, c'est que ce manuel est orienté vers la pratique ; il contient principalement des raisonnements orientés vers la justification des différents types de règles nécessaires à la vie dans la société britannique de cette époque. Parmi ces règles se trouvent celles qui concernent la propriété, différents types de contrats (contrats de vente mobilières ou immobilières, contrat de travail), « la conduite envers les domestiques et les inférieurs », « le devoir de la soumission au gouvernement civil », « la liberté civile », « l'administration de la justice », différentes formes de gouvernement, la constitution britannique, l'agriculture et le commerce comme servant à la subsistance de la population. Les raisonnements justifiant ces règles représentent de multiples constructions déductives assises sur l'hypothèse de l'existence de Dieu. Paley admet que « le fondement de tout l'édifice » de son ouvrage est la réponse positive à la question : « Y aura-t-il réellement, après cette vie, une distribution de punitions et de récompenses ? » (Paley, 1817, tome I, p.62). Par exemple, ces raisonnements à propos du devoir de la soumission au gouvernement civil s'appuient sur l'épître de St-Paul aux Romains. Parmi les six livres de ce manuel, un est directement consacré aux « devoirs envers Dieu ». Adam Smith a suivi l'habitude intellectuelle des philosophes de l'époque de mettre Dieu au centre de leurs systèmes déductifs. La différence avec Paley consiste dans la substitution dans son texte de « La Richesse des nations » du mot « Dieu » par le mot « Nature » (Waterman, 2004, p. 90, 91)²³. Cette substitution lui permet de présenter le monde social comme analogue au monde naturel avec ses lois naturelles. C'est cette dernière idée que les économistes doivent rejeter énergiquement, et dans la partie scientifique et dans la partie philosophique de leur discipline. Jean-Jacques Rousseau était peut-être le premier qui voyait le monde social non pas comme un monde naturel, qu'il soit créé par Dieu ou non, mais comme un monde artificiel construit par les hommes. Dans la deuxième et troisième sections de cet article, je vais proposer les contours d'une économie morale et politique en me basant sur les idées de Rousseau, de Gustav Schmoller, et de John Commons, ainsi que sur celles de John Dewey, Jürgen Habermas et de certains savants contemporains.

²³ Un chapitre spécial du livre de Waterman est intitulé *Wealth of Nations as Theology* (La Richesse des nations comme théologie).

La discipline économique est souvent caractérisée comme une idéologie. Serge-Christophe Kolm observe que « quiconque connaît le domaine [de la discipline économique] sait qu'il n'est pas faux de dire que, si l'on pouvait trier ses ingrédients, on obtiendrait les résultats suivants. Une moitié est de l'idéologie, c'est-à-dire de la morale hypocrite et primitive, [et] une seconde moitié est des jeux de l'esprit, mathématique de second ordre décrivant des mondes inexistantes » (Kolm, 1986, pp. 8 - 9). Le livre plus récent d'un économiste anglais connu réitère la question de savoir si la discipline économique est une science ou une idéologie (Backhouse, 2010). Dans la plupart des cas, la caractéristique de la discipline économique comme idéologie a une connotation négative, voire même péjorative. Robert Heilbroner fut peut-être le premier à considérer positivement la discipline économique comme idéologie : « Pourquoi la discipline économique bénéficie-t-elle d'un tel prestige ? <...> C'est [à cause de] son service comme idéologie – non pas une étroite apologie consciemment égoïste – mais un système de croyances du genre de celui qui accompagne et soutient tous les ordres sociaux. Le but de ces systèmes de croyances est de fournir la certitude morale qui est la condition préalable à la paix politique et sociale des esprits, tant pour les éléments dominants dans tout ordre social que pour ses éléments subordonnés. Nul doute que cette tranquillité d'esprit est toujours teintée de doute ou entachée d'hypocrisie, mais à la fin, les ordres sociaux à tous les niveaux de la hiérarchie exigent une certaine somme de connaissances et un ensemble de croyances auxquelles s'adresser. Les sociétés primitives ont leurs mythes et des interprétations de la nature, les sociétés dirigées leurs textes sacrés. Non pas exclusivement, mais non pas aussi d'une façon triviale, la discipline économique sert cet objectif pour le capitalisme en tant qu'ordre social » (Heilbroner, 2004, pp. 629 – 630).

Cette vision de l'idéologie par Heilbroner est très proche de la vision de Paul Ricœur (1984, 1997). En plus, ce dernier voit la liaison étroite entre la notion de l'idéologie et celle de l'utopie ; il les considère toutes les deux comme « deux expressions de l'imaginaire social ». Il examine trois usages du concept d'idéologie : l'idéologie comme distorsion-dissimulation, l'idéologie comme légitimation de la domination et l'idéologie comme intégration dans la mémoire sociale (Ricœur, 1984). Souvent on ne voit que le premier de ces usages ; pourtant, « toute domination veut se justifier, et elle le fait en recourant à des notions capables de passer pour universelles, c'est-à-dire valables pour nous tous <...> nulle société ne fonctionne sans des normes, des règles, et tout un symbolisme social qui, à son tour, requiert une rhétorique du discours public <...> il n'y a là aucune faiblesse, en encore moins aucun vice, mais un fonctionnement normal du discours mêlé à l'action <...> Tout système de contrôle social repose sur un fonctionnement idéologique destiné à légitimer sa revendication d'autorité » (Ibid., pp. 56 - 57). Ricœur définit les identités de la personne et de la communauté comme des identités narratives. Selon lui, « chacun de nous s'identifie à l'histoire qu'il peut raconter au sujet de lui-même » (Ibid., p. 58). Le même phénomène peut être observé à propos de la communauté : « Tout groupe tient, je veux dire se tient debout, acquiert une consistance et une permanence, grâce à l'image stable et durable qu'il se donne de lui-même. Cette image stable et durable exprime le niveau le plus profond du phénomène idéologique <...> En devenant vision du monde, l'idéologie se codifie, je veux dire devient un code universel, pour interpréter tous les événements du monde. De proche en proche, la fonction justificatrice contamine l'éthique, la religion, et jusqu'à la science » (Ibid., p. 59).

J'ai déjà abordé auparavant dans cet article le thème de l'utopie dans la discipline économique. J'ai fait en particulier référence au livre de Geoffrey Hodgson (1999) sur ce sujet. Il déplore l'abandon par la discipline économique des utopies, et de cette façon l'adhésion de cette discipline à la théorie de la fin de l'histoire sans considération possible d'un quelconque changement social. J'ai déjà indiqué également que le courant dominant de cette discipline n'est rien d'autre que la présentation pseudoscientifique du capitalisme utopique. Ricœur considère l'utopie comme « le complément nécessaire de l'idéologie en son sens fondamental », lequel est de « constituer une interprétation de la vie réelle » (Ricœur, 1984, p. 60), et « si l'idéologie préserve et conserve la réalité, l'utopie la met essentiellement en question. L'utopie, en ce sens, est l'expression de toutes les potentialités d'un groupe qui se trouve refoulé par l'ordre existant. L'utopie est un exercice de l'imagination pour penser autrement », et « sa fonction est toujours de proposer une société alternative » (Ibid., p. 61). Actuellement, le socialisme utopique a perdu totalement sa crédibilité et le capitalisme utopique est sérieusement remis en question. Pour ma part, j'ai une bonne expérience vécue d'observation participante dans les réalisations de ces deux utopies. A mon avis, le keynésianisme ne crée pas vraiment une vraie alternative à ces deux utopies. Dans la deuxième partie de cet article, je vais essayer de proposer une telle alternative.

Les utopies sont nécessaires même s'il ne faut pas non plus mésestimer leurs dangers potentiels que Ricœur appelle pathologies : « La pathologie de l'utopie s'avère inverse de celle de l'idéologie. Alors que la pathologie de l'idéologie consistait en son affinité pour l'illusion, la dissimulation, le mensonge, la pathologie de l'utopie consiste dans une folie inverse. Là où l'idéologie renforce ce que le jeune Marx appelait la vie réelle, la praxis, l'utopie fait évanouir le réel lui-même au profit de schémas perfectionnistes, à la limite irréalisables. Une sorte de logique folle du tout ou rien remplace la logique de l'action, laquelle sait toujours que le souhaitable et le réalisable ne coïncident pas et que l'action engendre des contradictions inéluctables, par exemple pour nos sociétés modernes, entre l'exigence de justice et celle d'égalité » (Ibid., pp. 62 – 63). Je suis convaincu que la discipline économique doit se reconstituer sur la base de la philosophie pragmatiste de Charles Pierce et John Dewey ; cette philosophie prévoit le changement social graduel basé sur le suivi permanent des expériences effectuées. On va revenir à cette question dans la troisième section de cet article.

2. Deux visions du monde et deux versions de la discipline économique

Dans la section précédente, j'ai caractérisé la discipline économique comme ayant quatre visages. Tous ces visages sont très influencés par la vision du monde sur laquelle ils s'appuient. La vision du monde qui domine actuellement la discipline économique est basée sur la notion de l'individu qui prévaut sur la société. La société est considérée en quelque sorte comme une fiction qui n'est rien d'autre que l'ensemble des individus. Je vais développer dans le reste de cet article une version alternative de la discipline économique basée sur une autre vision du monde au centre de laquelle se trouve la communauté. Cette version existait déjà dans les œuvres de Jean-Jacques Rousseau, Gustav Schmoller et John Commons, et dans les pratiques de recherche de ces deux derniers. Le développement de cette version alternative couvrira le contenu du tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Deux visions du monde, l'une basée sur la notion de l'individu et l'autre sur celle de la communauté.

	L'individu	La communauté
Comportement humain	Le comportement humain est déterminé par l'intérêt propre de l'individu sous les contraintes imposées de l'extérieur.	L'intérêt propre de l'individu est construit par la communauté d'appartenance, et son suivi se déroule dans le cadre des règles basées sur les croyances partagées dans cette communauté.
Comportement et langage	La langue comme moyen de communication.	La langue comme porteur des règles et des croyances.
L'homme et la société	L'homme est né dans la société et est obligé d'y vivre.	L'homme ne découvre le potentiel de sa vie que dans la société.
La liberté de l'homme	La société et l'Etat ne peuvent que limiter la liberté de l'individu.	Seulement la société et l'Etat peuvent assurer la liberté de l'individu.
Fonctionnement des disciplines académiques	Les enseignants-chercheurs profitent totalement de leur liberté académique dans leurs activités d'enseignement et de recherche. La force convaincante de leurs théories est déterminante pour leur position académique.	Les enseignants-chercheurs sont subordonnés au dictat de la communauté académique qui, à son tour, est dépendante de l'environnement politico-économique qui exprime la demande pour leur activité.
Cognition scientifique	La découverte par la raison individuelle des lois universelles et des essences.	L'interprétation collective des observations et des expériences.
Cognition dans la sphère sociale	La découverte des lois et des régularités sociales qui sont indépendantes des êtres humains.	L'analyse des discours au sein des communautés pour révéler les règles partagées par leurs membres et qui sont construites socialement.

J'ai extrait ci-dessous les célèbres passages de la *Richesse des nations* qui décrivent le modèle individualiste du comportement humain admis dans ce livre, modèle qui a déterminé l'approche dite « économique » : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est

jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage » (Livre I, ch. 2) ; « Chaque homme subsiste d'échanges et devient une espèce de marchand, et la société elle-même est proprement une société commerçante » (Livre I, ch. 4) ; « À la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté ; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises de commerce, à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses. Il est vrai que cette belle passion n'est pas très commune parmi les marchands, et qu'il ne faudrait pas de longs discours pour les en guérir. » (Livre IV, ch. 2). A vrai dire, ces idées ne sont pas des idées originales d'Adam Smith, mais celles de Bernard Mandeville qui les a exposées dans son ouvrage, « La fable des abeilles » publié initialement en 1705. Mandeville déclare que « les vices privés sont à l'origine des vertus publiques ». Il écrit dans sa préface que « les vices sont inséparables des sociétés puissantes et considérables, et que la richesse et la grandeur ne peuvent subsister sans eux ». Il considère le vice comme « toute action motivée par l'intérêt personnel, par l'égoïsme, sans considération de ses conséquences sur le bien public » (Dostaler, 2010). Apparemment, Mandeville s'appuyait sur ses observations « des habitants de l'Angleterre du début du XVIIIe siècle. Ils pratiquaient divers métiers, dont certains forts malhonnêtes d'« aigrefin, pique-assiette, proxénète, joueur, voleur à la tire, faux-monnayeur, charlatan, devin ». Nul, y compris les gens braves et industrieux, n'était dans cette ruche "dénudé d'imposture" : "C'est ainsi que chaque partie étant pleine de vice / Le tout était cependant un paradis." Les coquins et les canailles contribuaient au bien commun » (Ibid.). Je ne crois pas que cette généralisation est vraiment valide, même à cette époque.

Les économistes continuent de se fonder sur cette vision de l'homme. La nouvelle économie institutionnelle va plus loin en mettant au centre de sa théorie la notion d'opportunisme qui est définie comme « l'intérêt propre recherché par ruse. Cela comprend le mensonge, le vol, et la tricherie, si on se limite à peine à ces formes les plus flagrantes » (Williamson, 1985, p. 47). L'enseignement économique propage cette vision non seulement comme approche à l'étude de la réalité économique, mais inévitablement aussi du point de vue normatif, en faisant passer cette dérive comme quelque chose de normal. Une étude spéciale a été consacrée à la propension à mentir parmi les étudiants de différentes spécialités, dont la conclusion était que « les étudiants spécialisés en économie et gestion mentent significativement plus fréquemment que les autres étudiants » et qu'il semble que « les études en économie et gestion ont un effet causal sur [ce] comportement » (López-Pérez, Spiegelman, 2012). Hodgson souligne que « l'honnêteté serait étrangère à la notion de plaisir

dans le monde des machines de plaisir²⁴, où la seule norme possible de morale serait leur propre satisfaction » (Hodgson, 2012, p. 133). Il déclare que « les cours universitaires d'économie du courant dominant ont un effet réel pour décourager le comportement coopératif et attentionné des étudiants » et que « la formation en économie encourage la vision que les gens sont principalement motivés par leur intérêt personnel » (Ibid., p. 5).

La vision de la société telle que décrite par Smith comme *société commerçante* (voir les citations ci-dessus), c'est-à-dire comme l'ensemble des « marchands » égoïstes qui interagissent entre eux uniquement guidés par leurs intérêts propres, contribue à la destruction de celle-ci, car la coordination au sein de la société est assurée non pas seulement par la confrontation des intérêts individuels, mais surtout par un *ensemble de règles formelles et informelles étroitement liées à la morale*, laquelle est une partie très importante du mécanisme de coordination sociale du comportement humain. Le postkeynésien, Paul Davidson, partage ce point de vue. A son avis, la focalisation sur uniquement les intérêts personnels fausse notre vision du monde (Davidson, Davidson, 1988, p. 8). Avec Greg Davidson²⁵, il indique qu'« aucune discipline académique ne façonne notre monde contemporain plus que la discipline économique, et cependant aucune d'elles n'a de si faibles fondements » (Ibid.). Ils déclarent : « Les gens sont motivés par plusieurs incitations différentes qui reflètent soit des intérêts personnels soit des valeurs civiques » (Ibid., p. 31). Ils distinguent les incitations intérieures et extérieures, et ils constatent que les économistes traitent toutes les incitations comme si elles étaient extérieures (Ibid.). Les incitations extérieures sont des « motivations basées sur le calcul réel ou implicite des coûts et bénéfices du point de vue de l'intérêt personnel. Les incitations intérieures sont quelque chose de tout à fait différent de ces préférences ; l'amour, le devoir, l'honneur, la perfection façonnent nos vies et les influencent plus que ne le ferait un simple appétit » (Ibid., p. 32). Je suis très heureux de constater que dans leur livre, ils sont arrivés à la compréhension de la nature discursive des valeurs : « Les valeurs civiques sont continuellement itérées et modifiées par le développement du dialecte qui vient de l'interaction sociale et personnelle » (Ibid., p. 36). Leur livre s'appelle *Economics for a Civilized Society*. Ils y expliquent que « lorsque nous décrivons quelque chose comme étant civilisé, nous espérons dire plus que juste le fait que nous l'approuvons. Quand nous utilisons l'adjectif 'civilisé', nous faisons référence à une combinaison harmonieuse entre l'intérêt personnel et les valeurs civiques telles elles étaient établies dans les idéaux et les institutions d'une société. Quand nous écrivons à propos de la vertu, nous voulons dire la poursuite de l'excellence (ou incitations intérieures) dans le contexte des rôles et idéaux sociaux précédemment établis < ... > Afin de défier le paradigme de la discipline économique conservatrice, il est nécessaire d'établir un vocabulaire concernant les aspects du comportement économique et social dont la discipline économique conservatrice ne parle pas » (Ibid., p.37). Je ne sais pas si Paul Davidson connaissait l'existence de la lettre de John Maynard Keynes à John Commons écrite en 1927 dans laquelle, celui-ci disait qu'apparemment il n'y avait pas d'autre économiste dont il ne se soit trouvé si proche du mode de penser (Skidelsky, 2003).

²⁴ Hodgson a emprunté ce terme à Francis Ysidro Edgeworth : « *the conception of Man as a pleasure machine may justify and facilitate the employment of mechanical terms and Mathematical reasoning in social sciences* » (Edgeworth, 1881, p. 15).

²⁵ Greg Davidson était astrophysicien.

Commons peut être considéré comme l'héritier intellectuel américain de Gustav Schmoller (Yefimov, 2010a). L'école de ce dernier est dénommée actuellement comme « l'Ecole historique allemande », pourtant, au début du 20^{ème} siècle, elle était plutôt connue sous le nom d'« Ecole éthique ». La raison de la dénomination « historique » de cette école est claire : réduire cette école à une dimension purement « historiciste » et « empiriciste », en ignorant totalement sa dimension conceptuelle. C'est grâce à Veblen, Schumpeter et plus récemment à Blaug que cette vision de l'école de Schmoller est devenue une idée reçue. Schmoller considérait la morale « non pas comme une contrainte extérieure ou intérieure sur le comportement économique, mais comme un intérêt rationnel collectivement choisi dans l'autocontrainte communautaire, moralement et légalement codifiée dans les règles institutionnelles » (Nau, 2000, p. 512), et de ce fait, il affirmait que le plus élémentaire objet de l'analyse économique, l'action économique, a une dimension éthique, culturelle et religieuse, et la théorie économique doit incorporer cette dimension (Ibid., p. 516).

Schmoller considérait « l'économie politique tout aussi bien comme un système de forces naturelles que comme un système de forces morales » (Schmoller, 1905, p. 145). Pour lui, la morale introduit « l'ordre dans l'individu et la société ; elle prétend éduquer l'individu, développer les sentiments de sympathie, réaliser la juste collaboration sociale. Et les forces qui, dans l'individu et dans la société, travaillent dans ce sens, ce sont celles-là que nous nommons forces morales » (Ibid., p. 147). Il voit le fonctionnement des forces morales de la façon suivante : « Le langage, l'imitation, l'éducation, l'adaptation réciproque, le rôle prépondérant des idées et les institutions morales rendent justement possible cette collaboration harmonique de tous les éléments de la société ; toutes les forces morales tendent à ce but ; même la collaboration économique des hommes dans chaque famille, dans chaque entreprise, sur chaque marché, au sein de chaque communauté, dépend de ce travail moral de coordination. Et ainsi en est-il aussi de cette collaboration continue des générations qui se suivent » (Ibid., p. 148). Il voit les institutions comme suit : « Les institutions et les organes sociaux se présentent à nous comme le résultat le plus important de la vie morale. Ce sont les cristallisations de la vie morale. De la cohésion psychique d'ensemble, que nous avons ci-dessus dépeinte, de la coutume, du droit, de la morale, des contacts quotidiens, des attractions et des répulsions, des contrats, des adaptations passagères, résultent des formes constantes de la vie sociale qui servent aux buts divers de la société et peut-être surtout aux buts économiques » (Ibid., p. 149). Il lie la notion d'institution avec celle de communauté : « Par institution politique, juridique, économique, nous comprenons un arrangement pris sur un point particulier de la vie de la communauté, servant à des buts donnés, arrivé à une existence et à un développement propres, qui sert de cadre, de moule à l'action des générations successives pour des centaines ou des milliers d'années : la propriété, l'esclavage, le servage, le mariage, la tutelle, le marché, la monnaie, la liberté industrielle, voilà des exemples d'institutions. Il s'agit, pour chaque institution, d'un ensemble d'habitudes et de règles de la morale, de la coutume et du droit, qui ont un centre ou un but commun, qui se tiennent entre elles, qui constituent un système, qui ont reçu un développement pratique et théorique commun, qui, solidement enracinées dans la vie de la communauté, sont comme une forme typique ne cessant d'attirer dans son cercle d'action les forces vivantes » (Ibid., pp. 149 – 150).

Dans la pensée de Schmoller, la notion de justice était aussi importante que celles de l'institution et de la morale, les trois notions étant intimement liées. Je reproduis ci-dessous une citation de Schmoller qui décrit en fait le programme de fonctionnement de la profession d'économiste : « L'ancienne école économique d'Adam Smith, <...> avait trouvé son idéal de justice exclusivement dans la liberté des contrats. En supposant que tous les hommes soient égaux par nature, il demandait juste la liberté pour ces hommes égaux, dans l'espoir que cela aboutirait à la conclusion de contrats concernant des valeurs équivalentes, pour le bénéfice mutuel des deux parties. Elle ne connaissait ni les classes sociales, ni les institutions sociales dans leur importance pour la vie économique, car pour elle, le mécanisme social était composé exclusivement de l'activité des individus et uniquement des accords conclus entre eux. Et par conséquent, elle ne pouvait pas exiger tout autre type de justice. Cette exigence n'était pas fautive, mais ce n'était qu'une partie de la justice. Nous demandons aujourd'hui surtout, en plus d'un système d'échanges justes, des institutions économiques justes, c'est-à-dire que nous exigeons des ensembles de règles morales et de droit, qui régissent les groupes de personnes qui vivent et travaillent conjointement, qui doivent harmoniser leurs résultats avec ces conceptions idéales de la justice qui, sur la base de nos conceptions morales et religieuses, prévalent aujourd'hui, ou doivent prévaloir dans l'avenir. Nous n'admettons qu'aucune de ces institutions soit permanente dans l'histoire et qu'elle soit nécessairement éternelle. Nous faisons la recherche des résultats de chacune d'elles, et nous posons les questions suivantes : Quelle est son origine, quelles conceptions de la justice l'ont générée, est-ce que cette institution doit toujours exister aujourd'hui ? (Schmoller, 1894, pp. 34 - 35).

A mon avis, ce que Greg et Paul Davidson avaient en vue quand ils parlaient des incitations intérieures, c'étaient les forces morales suivant la terminologie de Schmoller. Toutefois, apparemment, pour les Davidsons, les incitations extérieures (l'intérêt personnel) et les incitations intérieures (la morale) n'ont aucune corrélation entre elles ; ce sont deux choses différentes. Pour Schmoller, ce n'est pas le cas ; il ne l'exprime pas directement dans les citations ci-dessus, mais cela ressort de l'esprit de ces textes. C'est le professeur de philosophie politique de l'Université d'Harvard, Michael Sandel, qui a bien fait ressortir l'influence déterminante, en utilisant les termes de Davidson, des incitations intérieures sur les incitations extérieures. Sandel estime que nous ne choisissons pas tant nos objectifs par nous-mêmes que plutôt nous les découvrons « grâce à notre intégration dans un contexte social partagé » par les membres de notre communauté d'appartenance (Kymlicka, 2002, p.224 ; Sandel, 1982, pp. 152 – 154). De cette façon, « nous vivons mieux non pas parce que nous avons les conditions nécessaires pour le choix et la révision de nos projets, mais parce que nous avons les conditions nécessaires pour prendre conscience de ces objectifs partagés par la communauté, [objectifs qui sont constitutifs de cette communauté]. La politique du bien commun, qui exprime ces objectifs constitutifs, nous permet de connaître le bien conjointement, alors que nous n'aurions pas pu le connaître si nous avions été seul » (Kymlicka, 2002, p. 224; Sandel, 1982, p. 183). Pour ce philosophe politique et ses partisans, la notion de l'Etat neutre « doit être abandonnée au profit d'une politique du bien commun » (Kymlicka, 2002, p. 220 ; Sandel, 1984, pp. 16 - 17). Il affirme que « les valeurs communes ne sont pas juste soutenues par les membres de la communauté, mais qu'elles définissent leurs identités. La poursuite partagée d'un objectif commun ne représente pas une relation choisie (comme dans une association bénévole) mais un attachement qu'ils découvrent, non pas

comme une simple propriété mais comme une partie constituante de leur identité » (Kymlicka, 2002, p. 226 ; Sandel, 1982, p. 150).

L'analyse de Sandel présentée ci-dessus montre qu'il faut absolument passer de la colonne gauche du Tableau 2, c'est-à-dire de l'individu, vers la colonne droite de ce tableau, c'est-à-dire vers la communauté, pour avoir une vision correcte de la réalité socio-économique. Il souligne que l'identité de l'individu provient de son appartenance à la communauté, cette dernière ayant à son tour sa propre identité, et les deux identités étant intimement liées. A partir de la publication de l'article de George Akerlof et Rachel Kranton (2000), les économistes ont commencé à s'intéresser à la question de l'identité de la personne (le sens de soi-même). Au moins deux livres ont été publiés sur le sujet (Akerlof, Kranton, 2010 ; Davis, 2011). Ces auteurs traitent la question de l'identité en restant toujours globalement dans la colonne de gauche du Tableau 2, et ce, probablement, en raison de leur attachement au « péché originel » des économistes ancré dans leur vision du monde depuis Adam Smith et dans les règles de la profession. Akerlof et Kranton invitent indirectement les économistes à suivre l'exemple des ethnographes qui « découvrent les codes sociaux des unités économiques » (Akerlof, Kranton, 2010, p. 116) ; pourtant ils n'ont pas accordé d'importance au fait que les ethnographes étudient les discours des acteurs. Comme nous l'avons vu dans la première section de cet article, Paul Ricœur définit les identités des personnes comme des identités narratives, en déclarant que nous nous identifions à notre propre histoire que nous racontons à nous-même et aux autres, et la même approche narrative s'applique selon lui à la compréhension de la notion d'identité de la communauté. Le psychologue américain, Jerome Bruner, fut l'un des premiers à développer cette idée qui est reflétée dans son livre « Pourquoi nous racontons-nous des histoires ? : Le récit au fondement de la culture et de l'identité » (Bruner, 2010). Une partie importante de la première section de cet article a été consacrée à l'exposé de la conception des sciences sociales proposée par Rom Harré qui a continué la tradition narrative de Bruner (Harré, 1998). Comme indiqué dans cette première section, les membres d'une communauté conservent et reproduisent les règles de cette communauté et les croyances qui les justifient au moyen d'histoires dont les fils narratifs doivent être analysés pour comprendre le mode de fonctionnement de cette communauté.

L'identité d'une personne se construit graduellement dès son enfance. Ce processus de la construction d'identité est étroitement lié avec le développement moral. Chaque individu développe tôt dans sa vie les éléments fondamentaux de la morale, y compris pendant ses études. Le célèbre psychologue américain, Lawrence Kohlberg, entre 1955 et 1977, a réalisé une recherche expérimentale pour révéler les régularités dans le développement moral des jeunes américains. A partir de cette étude, il a élaboré sa théorie des six stades du développement moral, eux-mêmes structurés en trois niveaux généraux : le niveau pré-conventionnel, le niveau conventionnel et le niveau post-conventionnel. Au *premier* stade (de 2 à 6 ans), l'enfant considère le bien comme l'obéissance littérale aux règles et à l'autorité, et il oriente ses comportements pour éviter les punitions et les nuisances physiques. Du point de vue social, à « ce stade, [la personne] adopte un point de vue égocentrique <...> [elle] ne considère pas les intérêts des autres ou ne les différencie pas de ses intérêts <...> Les actions sont jugées en terme de conséquences physiques et non pas en terme des intérêts psychologiques des autres. La perspective de l'autorité est confondue avec sa propre perspective » (Kohlberg, 1981, pp. 409). Au *second* stade (de 5 à 7 ans), ce qui est bien sert

ses besoins et les besoins des autres, et l'individu agit dans le but de procéder à des échanges avantageux avec les autres qui peuvent avoir leurs propres intérêts, mais uniquement dans le but de servir les siens propres. Le comportement de la personne est toujours égocentrique et orienté vers son intérêt personnel lié à une logique d'échanges. Ces deux premiers stades font partie de ce que Kohlberg appelle le « niveau pré-conventionnel ». Au *troisième* stade (de 7 à 12 ans) , le comportement de la personne est considéré comme bon si celui-ci plait aux membres de son environnement social immédiat (par exemple, sa famille et ses amis). La personne essaie de satisfaire aux attentes du milieu et d'agir en conformité avec les attentes des autres à son égard, sans évaluation morale de ces attentes. Au *quatrième* stade (de 10 à 15 ans), pour la personne, « le bien signifie remplir son devoir dans la société, respecter l'ordre social et maintenir le bien-être de la société ou du groupe » <...> « ce stade différencie le point de vue sociétal des accords et des motivations interpersonnelles. La personne adopte le point de vue du système qui définit les rôles et les règles. Il ou elle considère les relations individuelles en terme de [leur] place dans le système » (Ibid., pp. 409 – 411). A ce stade, la personne obéit aux lois communément acceptées dans la société car elle est en plein accord avec ces lois. Ces deux stades forment le niveau « conventionnel ». Le *cinquième* stade, la personne « respecte les règles de base, les valeurs et les contrats juridiques d'une société, même s'ils entrent en conflit avec les règles concrètes et les lois du groupe » (Ibid., p. 411). La personne oriente ses comportements envers les normes sociales examinées de façon critique, et réalise que les lois et l'ordre social sont le résultat d'un contrat social pour protéger ses propres droits et les droits des autres ; « elle considère les points de vue moral et légal, et si elle reconnaît que ces points de vue sont en contradiction entre eux, elle a du mal à les intégrer » (Ibid., p. 412). Au *sixième* stade, l'individu « assume comme lignes directrices les principes éthiques universels que toute l'humanité doit suivre <...> Ce stade prend comme perspective le point de vue moral à partir duquel les arrangements sociaux découlent ou sur lesquels ils sont basés. Cette perspective prévoit que tout individu rationnel reconnaît la nature de la moralité ou du principe fondamental moral du respect des autres personnes en tant que finalité et non en tant que moyen » (Ibid.). Suivant Kohlberg, ces deux derniers stades constituent le niveau « post-conventionnel ».

Hodgson rapporte que d'après les études empiriques de Kohlberg, le niveau « pré-conventionnel », c'est-à-dire « les premier et second stades, caractérise la plupart des enfants avant 9 ans, beaucoup d'adolescents et certains criminels », et il ajoute ironiquement que « ce niveau est également le niveau le plus élevé du développement moral de 'l'homme économique' » (Hodgson, 2012, p. 116). Jean-Jacques Rousseau, dix ans avant la parution de la *Richesse des Nations*, a proposé une version de l'économie politique qui incorporait un niveau moral de l'individu beaucoup plus élevé que celui d'Adam Smith. Les valeurs civiques que réclament les Davidson pour être incorporées dans la discipline économique sont au centre de l'économie politique de Rousseau. Beaucoup d'historiens de la pensée économique, à commencer par Joseph Schumpeter, ignorent totalement Rousseau dans leurs écrits. Henri Denis dans son *Histoire de la pensée économique*, consacre à Rousseau un court chapitre, en le classifiant comme « socialiste » (Denis, 2008, p. 245 – 254). Toutefois, ces dernières années, Rousseau attire de plus en plus l'attention en tant qu'auteur d'une version de l'économie politique opposée à celle de Smith (Spector, 2003 ; Pignol, Hurtado, 2007 ; Rasmussen, 2008 ; Hurtado, 2010 ; Pignol, 2012). A mon avis, Rousseau peut être considéré

comme le premier institutionnaliste. Il rejetait la vision du monde social comme naturel et insistait sur la nature artificielle de ce monde social. Céline Spector a analysé « la position théorique de Rousseau au sein des problèmes de son temps » et a montré « que loin d'avoir négligé l'économie politique naissante, Rousseau a tenté de réinvestir les concepts de l'économie politique afin de mieux proposer sa propre conception de l'économie, subordonnée aux fins morales et politiques » (Spector 2003, p. 238).

Dans son article « Jean-Jacques Rousseau : économie politique, philosophie économique et justice », Jimena Hurtado a bien saisi le sens de l'économie politique proposée par Rousseau qui se présente comme une alternative à celle des physiocrates. Le point central de la différence entre ces deux versions d'économie politique consiste dans le fait que suivant Rousseau « l'harmonie ne s'impose pas d'elle-même en laissant faire les lois de la nature ; les affaires humaines sont réglées par des lois humaines et seuls les êtres humains peuvent faire ces lois » (Hurtado, 2010, p. 75). Le second point essentiel développé par Rousseau réside dans le fait qu'il refuse de « fonder la philosophie politique sur le discours économique de son temps, un refus construit sur la primauté qu'il donne à la justice » (Ibid., p. 74). Enfin, le troisième point important de Rousseau dans ce domaine est la vision suivant laquelle n'importe quel thème économique doit être traité et discuté par les citoyens dans le terrain politique et non de manière indépendante par des philosophes²⁶ (Ibid., p. 75). Ces trois points sont liés. La doctrine physiocrate, qui est devenue celle de la discipline économique actuelle, présume que « l'ordre politique doit rester sous l'harmonie spontanée et naturelle créée par les activités économiques des intérêts jouant librement sur le marché. Ceci signifie que la discussion politique devient une discussion à propos de l'efficacité des politiques économiques » en concertation avec « les experts capables de gérer l'organisation de la vie collective selon les préceptes de l'ordre naturel, car [selon l'idée répandue par les économistes] seuls les experts peuvent donner une réponse arithmétique à tous les problèmes de la philosophie sociale et politique » (Ibid., p. 79). Hurtado montre pourquoi Rousseau considère ce type de théorie politique comme inacceptable : « D'après Rousseau, non seulement elle ignore les éléments artificiels de la société mais de surcroît elle élimine toute responsabilité individuelle. Ce point est crucial pour comprendre son rejet de l'analyse des physiocrates. La physiocratie contient un projet d'organisation sociale sur la base d'un gouvernement respectueux de l'ordre naturel < ... > Dans ce sens, la physiocratie se présente comme l'aboutissement du Droit naturel et comme la justification du despotisme légal » (Ibid, pp. 79 - 80). En ce qui concerne la justice, il prévoit que « l'administration de la richesse ne peut pas se limiter à la reproduction des conditions matérielles de vie ; elle passe aussi par la construction des bases de la justice » (pp. 82 - 83). En plus, « d'après Rousseau, la justice est le fondement de toute société humaine. L'économie politique [qui prend son origine des physiocrates] est un discours sur l'efficacité économique qui n'est pas la justice <...> Seule la volonté politique, d'après Rousseau, sur la base d'une organisation économique dans laquelle rapports économiques et moraux sont confondus, peut assurer le respect de la justice » (Ibid., p. 85).

²⁶ A mon sens, Rousseau a anticipé les idées de Dewey sur lesquelles je reviendrai dans la troisième section de cet article.

La notion centrale de l'économie politique de Rousseau²⁷ c'est la volonté générale, qu'il faut connaître et surtout bien distinguer de la volonté particulière. Cette volonté générale ne peut être assurée que grâce à la loi, qui seule peut protéger la justice et la liberté. Pour lui, la loi la plus importante est de respecter les lois, et leur respect ne doit pas venir de la peur des sanctions, mais du sentiment d'appartenance à la communauté pour laquelle ces lois sont rédigées avec la participation de tous, et qui de ce fait expriment cette volonté générale. Et le législateur n'est pas seul dans son devoir de conformer les lois à la volonté générale. Rousseau précise que « la première règle de l'économie publique est que l'administration soit conforme aux lois », et que la « seconde règle essentielle de l'économie publique, non moins importante que la première, <...> [soit :] faites régner la vertu», quand la vertu n'est rien d'autre que « la conformité de la volonté particulière à la [volonté] générale ». Le passage suivant a des résonances très actuelles : « Celui qui vient à bout de braver les remords, ne tardera pas à braver les supplices ; <...> et quelques précautions qu'on prenne, ceux qui n'attendent que l'impunité pour mal faire, ne manquent guère de moyens d'échapper à la loi ou d'échapper à la peine. Alors comme tous les intérêts particuliers se réunissent contre l'intérêt général qui n'est plus celui de personne, les vices publics ont plus de force pour énerver les lois, que les lois n'en ont pour réprimer les vices ; et la corruption du peuple et des chefs s'étend enfin jusqu'au gouvernement, quelque sage qu'il puisse être : le pire de tous les abus est de n'obéir en apparence aux lois que pour les enfreindre en effet avec sûreté ». J'ai déjà évoqué l'idée de l'importance de l'appartenance à la communauté, telle qu'elle était notamment exprimée par Michael Sandel. Rousseau formule cette idée de la façon suivante : « Voulons-nous que les peuples soient vertueux ? commençons donc par leur faire aimer la patrie <...> Que la patrie se montre donc la mère commune des citoyens, que les avantages dont ils jouissent dans leurs pays le leur rende cher, que le gouvernement leur laisse assez de part à l'administration publique pour sentir qu'ils sont chez eux, et que les lois ne soient à leurs yeux que les garants de la commune liberté ». Le grand problème de notre époque qui est souvent évoqué est celui de l'inégalité des richesses. A son époque, Rousseau était très lucide dans le fait que les lois « sont également impuissantes contre les trésors du riche et contre la misère du pauvre ; le premier les élude, le second leur échappe²⁸ <...> C'est donc une des plus importantes affaires du gouvernement, de prévenir l'extrême inégalité des fortunes, non en enlevant les trésors à leurs possesseurs, mais en ôtant à tous les moyens d'en accumuler, ni en bâtissant des hôpitaux pour les pauvres, mais en garantissant les citoyens de le devenir ».

Dans la première section du présent article, j'ai évoqué l'opinion de Jeffrey Sachs qu'à l'origine de la crise économique de l'Amérique se trouve une crise morale. Il déclare que « notre plus grande illusion nationale est qu'une société saine ne puisse être organisée qu'autour de la poursuite obstinée de la richesse. La férocité de la quête de la richesse dans la société a laissé les Américains exténués et privés des avantages de la confiance sociale, de l'honnêteté et de la compassion. Notre société est devenue dure, avec les élites de Wall Street, des grandes compagnies pétrolières et de Washington qui sont parmi les plus irresponsables et

²⁷ Le texte de ce paragraphe est basé sur l'article « Discours sur l'économie politique » (Rousseau, 1990, pp. 55 – 99).

²⁸ Dans le *Contrat social*, Rousseau exprime cette idée d'une façon très claire : « quant à la richesse, que nul citoyen ne soit assez opulent pour en pouvoir acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre ».

égoïstes de toutes < ...> Nous pouvons sortir de nos illusions économiques actuelles en créant une *société consciente*, qui favorise les vertus personnelles de prise de conscience et de modération, et les vertus civiques de compassion pour les autres et la capacité à coopérer au-delà des clivages de classe, de race, de religion, et de géographie. Grâce à un retour à la vertu personnelle et civique, notre prospérité perdue peut être regagnée » (Sachs, 2011, pp. 9 – 10). On peut être surpris de constater le parallèle entre les déclarations de cet économiste américain contemporain et celles de Rousseau : « La patrie ne peut subsister sans la liberté, ni la liberté sans la vertu, ni la vertu sans les citoyens ; vous aurez tout si vous formez des citoyens ; sans cela vous n'aurez que de méchants esclaves, à commencer par les chefs de l'État. Or former des citoyens n'est pas l'affaire d'un jour ; et pour les avoir hommes, il faut les instruire enfants » (Rousseau, 1990, pp. 77 – 78).

La philosophie économique développée par Rousseau fut en fait suivie et développée par Gustav Schmoller que j'ai évoqué plus haut, et par John Commons. Ce dernier définit l'institution comme une action collective contrôlant, libérant et étendant l'action individuelle (Commons, 2001, p. 287). De cette façon, selon lui, l'institution ne crée pas exclusivement des contraintes (*contrôle*) envers l'activité individuelle, comme admis dans la « nouvelle économie institutionnelle », mais elle contribue à la libération de cette activité et à son extension. Cette libération signifie que l'institution « libère l'action individuelle de la coercition, de la contrainte, de la discrimination ou de la concurrence déloyale exercées par d'autres individus » (Ibid., p. 291). Le fait que l'institution est censée étendre l'action individuelle établit qu'elle « est l'*expansion* de la volonté de l'individu bien au-delà de ce que lui permettraient ses faibles moyens. Le président d'une grande entreprise peut donner des ordres, dont le respect, garanti par la mise en œuvre de l'action collective, permettra d'accomplir sa volonté partout où il désire » (Ibid.). On peut en déduire que ce sont la société et l'État au travers de leurs diverses institutions qui assurent la liberté de l'individu, ce qui peut être considéré comme une autre formulation des idées de Rousseau dans son *Discours sur l'économie politique*. On peut réécrire la définition de l'institution comme l'ensemble des règles formelles et informelles qui remplissent les trois fonctions : contrôle, libération et extension de l'activité individuelle. Nous avons vu précédemment l'importance que Rousseau donne à la notion de citoyen ; Commons emploie cette notion non seulement envers les citoyens d'un pays, mais envers les membres de n'importe quelle organisation (Chavance, 2012, p. 41). Le déclenchement de la crise en 2007 a bien montré l'importance de ce type de considération car une des causes de cette crise était l'oubli par les gestionnaires des grandes banques américaines de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs organisations. Enfin, Commons a bien suivi l'idée de Rousseau suivant laquelle « n'importe quel thème économique doit être traité et discuté par les citoyens ». Commons écrit : « La plupart des théories psychologiques ont été individualistes, dans la mesure où elles prennent pour objet la relation des individus à la nature, ou à d'autres individus considérés, non pas comme des citoyens possédant des droits, mais comme des objets de la nature dénués de droits et de devoirs <...> La seule exception est fournie par l'approche de Dewey, qui est collective²⁹ » (Commons, 2001, p. 294). Il appelle ce type de psychologie, psychologie de négociation (*negotiational psychology*), qui a abouti actuellement à ce que l'on appelle la « psychologie

²⁹ ou sociale.

discursive ». Je m'appuyais fortement dans la première section de cet article sur les idées de Rom Harré, lequel a contribué avec d'autres au développement de cette psychologie discursive (Harré, Gillett, 1994 ; Harré, Stearns, 1995).

Comme annoncé au début de la deuxième section, mon article vise à proposer une autre version de la discipline économique qui prend son origine comme philosophie sociale dans les œuvres de Rousseau et utilise les techniques de recherche pratiquées déjà par Boisguilbert. C'est la symbiose fructueuse de ces types de philosophie et de techniques de recherche qui a abouti à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle aux résultats très positifs du point de vue de l'obtention des connaissances et des réformes sociales qu'ont réussi d'obtenir les écoles de Schmoller et de Commons. Je reviendrai encore sur le sujet dans le corps de cet article. La question vient naturellement de savoir pourquoi le développement de la discipline économique comme philosophie économique n'a pas pris la direction de Rousseau, mais celle de Smith, et pourquoi les îlots de cette direction surgis en Allemagne (l'école de Schmoller) et aux Etats-Unis (l'école de Commons) ont été écartés. Le reste de cette section répondra à ces deux questions.

Actuellement, la littérature méthodologique en économie ne dépasse pas le modèle de Thomas Kuhn du fonctionnement des disciplines académiques, à savoir que les scientifiques mènent leurs recherches de façon indépendante en essayant de convaincre leurs confrères du bien-fondé de leurs conclusions théoriques. Les courants de recherches dont les membres arrivent à convaincre la majorité de leurs pairs continuent leur développement quand leurs adversaires disparaissent. En réalité, les disciplines académiques fonctionnent différemment. Dans son fonctionnement, elles suivent les règles formelles et informelles de leur profession. La compréhension de ce qui est convaincant et de ce qui ne l'est pas est déterminée par ces règles. Dans les sciences naturelles, c'est la véracité des résultats des expériences qui prime. De plus, les professions sont dépendantes de leur environnement politico-économique qui exprime, effectivement, la demande pour leurs activités. Le fait que dans les sciences naturelles la véracité des résultats des expériences est une exigence incontournable est déterminé par la demande de l'industrie, la médecine, l'agriculture, etc. En ce qui concerne les sciences sociales, et en particulier la discipline économique, l'influence de l'environnement politico-économique peut être différente. Je vais illustrer ces différences en présentant deux épisodes simultanés de la vie intellectuelle française au 19^{ème} siècle : l'un concernait la naissance de la discipline de l'économie politique et l'autre la naissance de la microbiologie.

L'historienne américaine, Elizabeth Sage, relie la naissance de la profession d'économiste en France avec l'existence de la question sociale au 19^{ème} siècle suscitée par l'émergence du capitalisme industriel. Elle écrit : « La *question sociale*, qui fait référence collectivement à tout ce qui couvre la pauvreté de la classe ouvrière, l'indiscipline en milieu du travail, la syndicalisation, les grèves, et l'activisme socialiste de la classe ouvrière, représentait un défi important pour les économistes français du 19^e siècle » (Sage, 2009, p. 3). L'ouvrage de Smith, *La richesse des nations*, a été largement diffusé en langue française (Faccarello, Steiner, 2002). Jean-Baptiste Say a contribué à la propagation de Smith en France. Au 19^{ème} siècle, avec « la montée en puissance de l'industrialisation, les industriels trouvent dans les travaux de Smith et Say une justification de leurs activités, une validation de leur richesse matérielle et de soutien 'scientifique' des principes du laissez-faire et de la non-

intervention du gouvernement » (Sage, 2009, p. 23). Ces justifications étaient basées sur la notion des lois naturelles dans la sphère sociale, notion contre laquelle s'opposait Rousseau, comme nous l'avons vu plus haut.

Sage a découvert en outre que « l'économie politique [française] au cours du 19^{ème} siècle a vu de bonnes opportunités pour la professionnalisation de cette discipline, et s'est efforcée d'obtenir un statut scientifique et de pouvoir, en essayant de se protéger des connaissances non désirées - toutes ces connaissances résumées par le terme 'la question sociale'- qui semblaient invalider sa prétention à être la science » (Ibid, p.6). Elle a découvert également que « ce furent les industriels [eux-mêmes] qui offrirent la description de la question sociale et des suggestions pour sa résolution, que les économistes à leur tour ont étudiées, promues et intégrées dans leur science » (Ibid., p. 7). Autrement dit, les économistes d'une part répondaient à la demande des industriels, et d'autre part, ils adaptaient l'image de la réalité à cette demande. Cette adaptation était basée sur les ouvrages de Smith et Say, eux-mêmes également adaptés pour correspondre à cette demande en éliminant dans leur enseignement tout ce qui était en contradiction avec le principe du laissez-faire (Ibid., pp. 18 - 19). Le contenu de leurs articles et de leurs livres était déterminé par « leur peur du socialisme » et « leur crainte du défi à l'ordre social » (Sigot, 2010, p. 777). Les idées prônées par ces économistes français étaient en totale contradiction avec celles de Rousseau, en particulier en ce qui concerne la justice : « Les économistes supposant que l'organisation économique de la société est naturelle, équilibrée et de cette façon par définition bonne et juste, et que tous les individus sont libres, égaux et doués de raison, les problèmes vécus par les travailleurs français étaient jugés comme le résultat du mauvais exercice de leur droit à l'autodétermination et au fait qu'ils n'assumaient suffisamment pas leur devoir d'auto-responsabilité³⁰ ; < ... > si la classe ouvrière du 19^{ème} siècle a été incapable de se hisser dans l'échelle sociale comme la bourgeoisie l'avait fait, cela était dû au manque d'efforts, à l'immoralité et à l'ignorance plutôt qu'au système économique du laissez-faire » (Sage, 2009, p. 15). Le gouvernement français a participé directement dans l'institutionnalisation de la discipline économique qui était censée contribuer à soutenir l'ordre social existant. En 1864, le Ministre de l'Instruction Publique, Victor Duruy, écrivait à l'Empereur Napoléon III dans son rapport à propos de la création d'une chaire d'économie politique à la Faculté de Droit de Paris : « Votre Majesté adressait jadis ces paroles aux exposants de l'industrie nationale : 'Répandez parmi vos ouvriers les saines doctrines de l'économie politique' et vous montriez, Sire, l'obligation pour le gouvernement de propager ces notions nécessaires dont un ministre anglais disait, à la même époque, qu'elles avaient sauvé l'Angleterre du socialisme. Cette nécessité proclamée par l'Empereur il y a douze ans, le pays la reconnaît aujourd'hui. L'opinion publique demande qu'une lacune fâcheuse dans notre système général d'instruction soit comblée, et plusieurs villes ont déjà réclamé l'ouverture de cours d'économie politique » (Dumez, 1985, pp. 43 – 44).

³⁰ « Le plus important promoteur de l'idée que la misère des ouvriers est leur propre faute était l'économiste Charles Dunoyer <...> Les économistes comme Dunoyer soulignaient régulièrement que les ouvriers étaient misérables parce qu'ils dépensaient immédiatement tout leur argent au lieu d'en mettre de côté pour les temps incertains, qu'ils passaient trop de temps dans les cafés et pas de temps dans l'atelier, qu'ils se mariaient jeunes et se multipliaient avec une fécondité bestiale » (Sage, 2009, p. 15).

Comparons cette lettre avec le passage suivant de la lettre datée de 1868 (quatre ans plus tard) de Louis Pasteur, également adressée à l'Empereur : « Laboratoires et découvertes sont des termes corrélatifs. Supprimez les laboratoires, les sciences physiques deviendront l'image de la stérilité et de la mort. Elles ne seront plus que des sciences d'enseignement, limitées et impuissantes, et non des sciences de progrès et d'avenir. Rendez-leur les laboratoires, et avec eux reparaitra la vie, sa fécondité et sa puissance. <...> si vous êtes jaloux de la part que votre pays peut revendiquer dans l'épanouissement de ces merveilles, prenez intérêt, je vous en conjure, à ces demeures sacrées que l'on désigne du nom expressif de laboratoires. » (Latour, 1994, p. 71). Sans la base expérimentale, l'économie politique était effectivement une « science d'enseignement, limitée et impuissante, et non une science de progrès et d'avenir ». Avant de se lancer dans certains autres fragments de l'histoire de la discipline économique, je propose au lecteur de faire une simple expérience de pensée. Supposons que vous souhaitez comprendre le fonctionnement d'un élément important du système économique français, la grande distribution. Les deux questions que vous souhaitez élucider sont les suivantes : pourquoi observe-t-on la rotation fréquente du personnel des supermarchés et pourquoi y a-t-il souvent des manifestations fréquentes d'agriculteurs contre les enseignes de la grande distribution ? Vous vous êtes posé la première question en faisant régulièrement vos courses dans un supermarché proche de chez vous et en remarquant que le personnel change fréquemment. La deuxième question a surgi en regardant les nouvelles à la télévision et en voyant assez fréquemment ce type de manifestations. Comment allez-vous procéder pour répondre à ces questions ? Vous vous pencherez peut-être sur des livres traitant de la grande distribution. Mais cela vous donnera-t-il suffisamment d'informations ? Sans le contact direct avec ceux qui travaillent dans ce supermarché ainsi qu'avec les représentants des différentes autres unités de l'enseigne dont fait partie ce supermarché (au niveau des approvisionnements, du développement des produits de l'enseigne, etc.), vous avez peu de chance de répondre aux questions posées. C'est de cette façon que la science fonctionne en contactant directement l'objet d'étude. Louis Pasteur peut nous servir d'excellent exemple de chercheur scientifique. Les économistes orthodoxes se réclament chercheurs scientifiques par le fait qu'ils utilisent les mathématiques, mais que peuvent-ils dire à propos de ce témoignage concernant la recherche de Pasteur : « Pas une équation, pas un calcul, dans les sept tomes des Œuvres complètes de Pasteur. Mais des déductions et des expériences à foison, des enquêtes aussi méticuleuses que celles de la police, et des scènes aussi frappantes que *le Mystère de la chambre jaune*. <...> Pourtant, les romans policiers dont se délecte le public différent sur deux points du théâtre des opérations dressé par Pasteur et les siens. D'abord, les personnages n'y sont humains ; ensuite, on ne peut les mettre en scène devant un public de collègues sceptiques qu'à la condition de construire, de toutes pièces, un monde artificiel où ils ne deviennent visibles que par leurs effets sur d'autres personnages. Ce qui entre dans le laboratoire de Pasteur, du moins au début, ressemble encore à la vie quotidienne : s'il fait un expérience sur la fermentation des prunes, il prend des prunes ; s'il cultive des microbes dans un bouillon, c'est un bouillon » (Ibid., p. 69 – 70). Et voici une autre lettre très parlante de Pasteur adressée le 1^{er} août 1864 au même Ministre de l'Instruction Publique, Victor Duruy, dont j'ai déjà cité la lettre à l'Empereur : « Je me livre depuis cinq ans à des études sur les fermentations. La fermentation alcoolique sur laquelle repose toute la fabrication du vin m'a occupé particulièrement. Or le progrès même de mes recherches me conduit à désirer les

poursuivre par l'examen sur place, et dans les contrées classiques de la production des vins les plus estimés de France, des procédés de la fermentation et notamment du végétal microscopique qui est l'unique cause de ce grand et mystérieux phénomène » (Latour, 2001, p. 18).

Si l'on compare les deux pratiques caractérisées ci-dessus, on voit bien trois différences flagrantes. La première différence entre l'économie politique des économistes français du 19^{ème} siècle et de la microbiologie de Pasteur qui s'est développée à la même époque, est de nature épistémologique ; Pasteur avec ses collaborateurs étaient en contact direct (expérimental) avec leurs objets d'étude, le vinaigre, la bière, le lait, les vers à soie, les chiens enragés, les moutons, les porcs, les enfants mordus, les femmes en couche (Latour, 1994), tandis que les économistes français « examinaient la société industrielle française depuis leurs bureaux et les salles de réunion à Paris » (Sage, 2009, pp. 6 – 7). En anticipant ce que je vais exposer à propos de l'école de Commons, les membres de cette école examinaient la société industrielle américaine en allant au contact direct avec leurs objets d'étude (les ouvriers et les gestionnaires des entreprises américaines) directement sur leurs lieux de travail, en observant leurs activités, en écoutant leurs discours et en discutant avec eux de leurs problèmes. Quelques exemples de ce type de recherche ont bien été exposés dans l'article récent de Malcolm Rutherford (2012). De cette façon, l'activité des économistes français de cette époque ne peut pas être caractérisée comme une science, mais au mieux comme une philosophie. Dans les deux cas, la demande à la base de leurs activités était extérieure : pour l'équipe de Pasteur, il s'agissait des demandes en provenance des viticulteurs, des éleveurs, des malades victimes des épidémies ou de la contamination par les chiens enragés, demande souvent transmise par le gouvernement ; pour les économistes, comme indiqué précédemment, il s'agissait de la demande en provenance des industriels, également souvent transmise par le gouvernement. La seconde différence consistait dans la nature de ces demandes : dans le cas de Pasteur, c'est la recherche de la compréhension des phénomènes et de leurs solutions qui était demandée pour être mis au service du plus grand nombre ; dans le cas des économistes, ce n'était que l'habillement dans une forme pseudoscientifique des messages des industriels à propos de la question sociale. La troisième différence majeure entre les travaux de ces deux communautés réside dans le fait que les résultats des travaux de Pasteurs et de son équipe ont engendré de multiples activités à grande échelle dans la société (par exemple, les vaccinations et la pasteurisation), tandis que « l'économie politique enseignait que, d'une façon générale, la meilleure solution pour la misère de la classe ouvrière était de ne rien faire » (Sage, 2009, p. 16).

Nous pouvons constater que tous les courants de la pensée économique pratiqués au 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle étaient étroitement liés avec la question sociale. Le courant en provenance d'Adam Smith prônait une position passive (ne rien faire) envers cette question. Le marxisme prônait une solution radicale de cette question par l'abolition du capitalisme. Par contre, les écoles de Schmoller et de Commons proposaient des solutions de cette question dans le cadre du capitalisme, sur la base d'études détaillées des manifestations de cette question (je conseille au lecteur la lecture de l'article déjà cité de Rutherford pour voir comment cette dernière école les a réalisées). Pour l'école de Schmoller, au lieu de travestir le problème de la question sociale en justifiant l'ordre social existant, les économistes allemands travaillaient pour trouver des solutions à cette question. Comme je l'ai

indiqué plus haut, cette école rejetait la notion des lois naturelles, comme l'avait déjà fait Rousseau, et comme ce dernier, mettait en avant la primauté de la justice. Schmoller vivait dans un état qui n'était pas démocratique, et il ne pouvait pas suivre les préceptes de Rousseau suivant lesquels les problèmes économiques ne doivent pas être traités et discutés uniquement par les spécialistes, mais plutôt par les citoyens concernés eux-mêmes. Par contre, l'école de John Commons aux Etats-Unis a réussi à appliquer ces préceptes pour la résolution de la question sociale qui était appelée là-bas *Labor Problem*.

Aux Etats-Unis, au milieu du 19^{ème} siècle, la situation dans la discipline économique était assez similaire à celle de la France : « les membres de l'école dite cléricale des économistes académiques <...> travaillaient étroitement avec un groupe de puissants et riches hommes d'affaires. Leur objectif commun était l'installation du système de la science économique américaine prônant le 'laissez-faire' » (Furner, 1975, p. 37)³¹. A la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle, le contrôle extérieur par la communauté des hommes d'affaires de l'institutionnalisation de la profession d'économiste dans ce pays fut très fort. Les attaques politiques sur les économistes progressistes comme le maître de John Commons, Richard Ely, « ont conduit ces derniers à restreindre leur activité académique sur des terrains intellectuels 'sécurisés' ». A partir de cette époque, l'économie néo-classique, et surtout sous sa forme mathématique, était idéale pour servir un tel terrain. C'est la raison pour laquelle elle est devenue « une stratégie de recherche attractive pour les économistes américains, particulièrement pour les jeunes générations qui devaient se faire une position universitaire » (Fourcade, 2009, p. 79 – 80). Les intérêts purement politiques et économiques qui étaient derrière ces attaques étaient camouflés par le discours fallacieux sur la nécessité de passer du plaidoyer (*advocacy*) à l'objectivité. Ce passage signifiait en réalité *le refus d'étudier objectivement la réalité* afin de résoudre certains problèmes socio-politico-économiques brûlants en faveur de *l'étude de constructions abstraites de mondes imaginaires* légitimant le statu quo et évitant d'aborder des sujets dérangeants pour l'establishment³². Le financement sélectif de la recherche économique de la part des universités, du gouvernement, de la communauté des affaires et des fondations caritatives jouait également un rôle important pour la diminution graduelle des courants de la pensée économique différents de l'économie néo-classique et considérés comme dérangeants (Goodwin, 1998, pp. 54, 78 – 79). Durant les premières décades du 20^{ème} siècle aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, l'institutionnalisation de la science économique étant achevée et plusieurs générations d'étudiants étant passées par cette institution telle qu'elle avait été créée, le contrôle extérieur de la profession n'était plus désormais nécessaire (Morgan, Rutherford, 1998).

En ce qui concerne l'institutionnalisation de l'économie politique marxiste, elle ne s'est réalisée totalement que dans les pays socialistes. Avant la chute des régimes communistes, certains îlots de l'économie politique marxiste existaient dans les pays

³¹ « By the mid-1870s laissez-faire economists had consolidated their control of the discipline in the colleges. Economics had become a science of wealth and a useful justification for entrepreneurs who were reaping the fruits of an expanding economy. Prominence as an economist depended on faithfulness to the laissez-faire system, not on training or demonstrated scientific ability <...> laissez-faire was more than a mere test of economic orthodoxy. It was used to decide whether a man was an economist at all » (Furner, 1975, pp. 39 – 40).

³² « Whereas institutional economics seemed perfectly 'scientific' in 1922, by 1947, it was no longer unquestionably regarded as such » (Bateman, 1998, p. 48).

occidentaux, y compris au sein des universités. Thierry Pouch dans son livre, *Les économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1950 – 2000)*, situe l'apogée du marxisme en économie en France de 1961 à 1978. C'est à cette époque qu'a eu lieu l'entrée du marxisme dans les universités : « Les marxistes occupent à ce moment de l'histoire universitaire de la science économique, une position favorable. Ils savent que la jeunesse étudiante s'est radicalisée et la théorie orthodoxe est sur la défensive » (Pouch, 2001, p. 83). La demande de l'économie politique marxiste s'exprime non seulement par les étudiants radicalisés mais aussi par une partie assez importante de la société française, avec le Parti Communiste Français comme force politique influente. Dans la France de cette période, « le 'monde socialiste' se présente toujours, malgré ses vicissitudes internes, à la fois comme un adversaire ou un rival, et comme une alternative, au regard des soubresauts qui marquent les années 1970 » (Chavance, 1980, p. 7). La demande pour l'économie politique du socialisme en Union Soviétique de la part de ses dirigeants était déterminée par le fait que « les attitudes mentales des citoyens soviétiques avaient subi des changements après la deuxième guerre mondiale. Les conditions de guerre, en dépit du régime totalitaire existant, ont 'forcé' les gens à réfléchir de façon critique, à prendre leurs propres décisions, et non pas seulement à espérer les 'indications dirigeantes' du parti. Durant la libération de l'Europe du fascisme, les hommes soviétiques ont vu de leurs propres yeux le niveau de vie de la population des pays capitalistes <...> Après la deuxième guerre mondiale, la tâche extrêmement urgente était la justification de la suprématie du mode de vie soviétique sur le mode de vie capitaliste » (Demitcheva, 2008, p. 209). L'économie politique du socialisme devait jouer un rôle important dans cette justification. Nous pouvons ici mettre facilement en parallèle le déroulement de la naissance de l'économie politique en France au 19^{ème} siècle décrite ci-dessus avec la naissance de la discipline de l'économie politique du socialisme en Union Soviétique cent ans plus tard. Demitcheva témoigne que « vers 1951, la situation en économie politique comme discipline scientifique apparaît comme critique : il n'y avait pas un seul manuel qui incluait une section consacrée à l'économie politique du socialisme, en dépit du fait que le socialisme lui-même, suivant l'affirmation des dirigeants du parti, existait en URSS depuis longtemps » (Ibid., p. 210). Staline lui-même donnait les lignes idéologiques directrices aux participants dans la discussion à propos de l'économie politique qui eut lieu en 1951 : « Certains camarades nient le caractère objectif des lois de la science, notamment celui des lois de l'économie politique sous le socialisme. Ils nient que les lois de l'économie politique reflètent la régularité des processus qui se produisent indépendamment de la volonté humaine. Ils estiment que, étant donné le rôle particulier que l'histoire réserve à l'Etat soviétique, celui-ci, ses dirigeants, peuvent abolir les lois existantes de l'économie politique, peuvent "former", "créer" des lois nouvelles. Ces camarades se trompent gravement. Ils confondent visiblement les lois de la science reflétant les processus objectifs dans la nature ou dans la société, qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine, avec les lois édictées par les gouvernements, créées par la volonté des hommes et n'ayant qu'une force juridique. Mais il n'est point permis de les confondre. Le marxisme conçoit les lois de la science, -- qu'il s'agisse des lois de la nature ou des lois de l'économie politique, -- comme le reflet des processus objectifs qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine. Ces lois, on peut les découvrir, les connaître, les étudier, en tenir compte dans ses actes, les exploiter dans l'intérêt de la société, mais on ne peut les modifier ou les abolir. A plus forte raison ne peut-on former

ou créer de nouvelles lois de la science » (Staline, 1952). Nous sommes encore ici avec la même notion des lois naturelles à laquelle Rousseau était opposé, et c'est pour cette même raison que Staline, comme les économistes français du 19^{ème} siècle, s'appuie sur cette notion pour justifier l'ordre social établi. Cet appui était nécessaire parce que « la possibilité de la création des lois économiques de l'économie socialiste peut remettre en question l'inévitabilité du socialisme et le considérer comme une déviation temporaire sur la voie du développement économique de la société » (Demitcheva, 2008, p. 222).

En surveillant de près le développement de la discipline économique contemporaine, je peux constater que la transition de l'enseignement de l'économie politique marxiste vers l'économie néoclassique a été réalisée assez facilement dans les universités russes. A mon avis, cela s'explique du fait que les enseignants économistes russes ont été habitués à enseigner une idéologie-utopie. Le passage à l'enseignement d'une autre idéologie-utopie ne posait pas de gros problèmes à cause de leur grand savoir-faire dans l'enseignement des idéologie-utopies. Pour reprendre la comparaison avec les sciences naturelles, je peux témoigner également que les économistes soviétiques n'avaient pas de contact direct avec l'objet d'étude, les acteurs, qu'ils avaient beaucoup de mal à comprendre la réalité économique russe sur la base des notions marxistes, mais ce n'était pas là leur principal objectif ; leurs livres et articles fluctuaient en fonction des décisions des congrès et des réunions plénières du Comité Central du Parti. Les décisions du Parti n'étaient pas faites sur la base des recherches des économistes, mais au contraire la tâche des économistes était de justifier et de répandre ces décisions. Avec la réflexion de Geoffrey Hodgson, nous pouvons mettre l'économie politique marxiste dans la colonne gauche du Tableau 2 présenté au début de cette section : « Marx a réprimandé les socialistes qui appelaient plutôt à la moralité qu'aux intérêts matériels de la classe ouvrière pour aboutir au nouvel ordre. Le socialisme serait atteint non pas par une croisade morale mais par les ouvriers luttant et s'unissant dans la poursuite de leurs intérêts matériels. Le marxisme évite tout appel moral pour venir au socialisme, au lieu de se concentrer sur l'intérêt personnel prolétarien <...> Particulièrement dans sa forme marxiste, la théorie socialiste repose sur l'intérêt personnel étroit. Les promoteurs idéologiquement opposés des marchés libres et de la planification centrale partageaient un fondement théorique incorrect » (Hodgson, 2012, pp. 15, 21). Ce paradoxe apparent provient du fait que la notion de classe n'est pas équivalente à la notion de communauté, laquelle est ignorée dans le marxisme.

Passons maintenant à la question de savoir pourquoi les écoles économiques de Schmoller et de Commons, qui seules peuvent être classifiées dans la colonne de droite du Tableau 2, ont été écartées. L'héritage de Schmoller et Commons est leurs philosophies économiques, leur vision des réalités économiques et leur méthodologie expérimentale de recherche et d'enseignement. Leurs écoles ont obtenu des résultats pratiques très importants en utilisant cette méthodologie pour la résolution de ladite question sociale par le lancement des systèmes de sécurité sociale en Allemagne et aux Etats-Unis. Ce type de méthodologie peut être utilisé dans n'importe quel autre domaine socio-politico-économique, comme par exemple la régulation financière. L'institution de la science économique renouvelée doit être fondée sur cette philosophie, cette vision et cette méthodologie. Le déclin et la disparition des traditions de Schmoller et Commons sont dues avant tout non pas à des raisons « scientifiques » (l'absence de « résultats scientifiques tangibles », et la « supériorité

scientifique » de l'école néo-classique), mais aux intérêts des personnes avec le pouvoir qui désiraient que la discipline économique enseignée dans les universités soit la continuation de la philosophie politique et morale légitimant (expliquant et justifiant) l'ordre social établi. L'opposition des hommes d'affaires, qui contrôlaient déjà à cette époque les universités de ces pays, aux investigations des problèmes courants était due au fait qu'il y avait de fortes chances que les études, même objectives et impartiales, puissent donner des arguments à la critique du capitalisme contemporain (Coats, 1993, pp. 439, 440). La communauté des hommes d'affaires de l'époque a contribué à l'éradication des enseignants-chercheurs qui faisaient ce type d'investigations.

La crise économique et politique de l'entre-deux guerres ne pouvait pas être sans influence sur la communauté des économistes allemands. La *Verein für Sozialpolitik* a été dissoute en 1936 avec l'arrivée au pouvoir des Nazis. Après la Deuxième Guerre Mondiale, la présence militaire de l'U.R.S.S. en Allemagne de l'Est et celle des Etats-Unis en Allemagne de l'Ouest ont prédéterminé le règne de l'économie politique marxiste-léniniste³³ dans une partie de l'Allemagne et de l'économie néo-classique dans l'autre. Au moins à partir de la chute du mur de Berlin, « l'économie néo-classique était et est toujours dominante en Allemagne <...> Tout récemment encore on disait que 'Schmoller était condamné et fustigé à jamais' » (Peukert, 2001, p. 72). La recherche et l'activité réformatrice de l'école de Commons à l'université du Wisconsin ont été très appréciées par le gouverneur de cet état, La Follette, et le président Roosevelt³⁴. En ce qui concerne les causes de la fin de l'école de Commons, il faut souligner qu'auparavant les activités de cette école étaient financièrement fortement soutenues par les grandes compagnies (*big business*) (Harter, 1962, p. 72). A mon avis, le monde des affaires soutenait les recherches de Commons parce qu'à l'époque ce monde était intéressé à résoudre la question sociale et de cette façon à éviter l'aggravation des conflits sociaux. Quand cette tâche de réforme sociale fut accomplie, le monde des affaires a perdu son intérêt pour la recherche institutionnelle, et c'est pour cette raison que l'extension de ce type de recherche à d'autres domaines comme la régulation bancaire et financière n'a pas eu lieu.

³³ Mittag G. (Leiter des Kollektivs). (1969). *Politische Ökonomie des Sozialismus und ihre Anwendung in der DDR*, Berlin : Dietz Verlag.

³⁴Le Président Théodore Roosevelt caractérisait les résultats obtenus dans le Wisconsin de la façon suivante : "Thanks to the movement for genuinely democratic popular government which Senator La Follette led to overwhelming victory in Wisconsin, that state has become literally a laboratory for wise experimental legislation aiming to secure the social and political betterment of the people as a whole <...> All through the Union we need to learn the Wisconsin lesson of scientific popular self-help, and of patient care in radical legislation. The American people have made up their minds that there is to be a change for the better in their political, their social, and their economic conditions; and the prime need of the present day is practically to develop the new machinery necessary for this new task. It is no easy matter actually to insure, instead of merely talking about, a measurable equality of opportunity for all men. It is no easy matter to make this Republic genuinely an industrial as well as a political democracy. It is no easy matter to secure justice for those who in the past have not received it, and at the same time to see that no injustice is meted out to others in the process. It is no easy matter to keep the balance level and make it evident that we have set our faces like flint against seeing this government turned into either government by a plutocracy, or government by a mob. It is no easy matter to give the public their proper control over corporations and big business, and yet to prevent abuse of that control. Wisconsin has achieved a really remarkable success along each and every one of those lines of difficult endeavor." (McCarthy, 1912, pp. 2-3)

3. Le pragmatisme et la version de la discipline économique tournée vers l'approche discursive

Au début de la section précédente, j'annonçais que le reste de cet article serait consacré au développement de la version alternative de la discipline économique qui avait déjà existé dans les œuvres de Jean-Jacques Rousseau, Gustav Schmoller et John Commons, et dans les pratiques de recherche de ces deux derniers. Dans la deuxième section, l'exposé des idées centrales de ces ouvrages suivait le contenu du Tableau 2. J'ai exposé également à la fin de cette section l'origine politique du rejet par les économistes de ces idées et pratiques, mais cette explication doit être complétée par l'exposé des racines culturelles de ce rejet. Smith était influencé à ce sujet par l'école française de l'économie politique de son temps. Philip Mirowski écrit dans son livre consacré à l'étude de l'influence déjà citée de la physique sur la science économique : « L'analogie économique de la montée de l'école cartésienne de la mécanique rationnelle <...> a été la montée de l'école des physiocrates de l'économie politique en France <...> Les physiocrates ont importé la conception cartésienne complète de la science dans l'économie politique comme seuls les Français pouvaient le faire » (Mirowski, 1989, p. 154). Il cite dans ce livre le passage suivant de Quesnay : « Les lois naturelles de l'ordre des sociétés sont les lois physiques mêmes de la reproduction perpétuelle des biens nécessaires à la subsistance, à la conservation et à la commodité de hommes » (Ibid., p. 158). Suivant Mirowski « Adam Smith était le premier suspect de l'entrée en contrebande (*the prime suspect of smuggling*) de la science économique créée suivant les canons du cartésianisme dans l'arrière-cour de Newton » (Ibid., p. 164).

John Commons s'appuyait sur la philosophie du pragmatisme de Charles Peirce dont le point de départ était la négation du cartésianisme. Un nombre assez important d'auteurs ont analysé l'origine de l'institutionnalisme de Commons dans la philosophie pragmatique (Ramstad, 1986 ; Mirowski, 1987, pp. 106 - 133 ; Bush, 1993, pp. 59 – 107 ; Bazzoli, 1999, pp. 55 – 87 ; Yefimov, 2003a, pp. 12 – 32 ; Bazzoli, Dutraive, 2006 ; Bazzoli, Dutraive, 2010). Voici comment l'un d'eux, Paul Bush, caractérise les racines cartésiennes de la pensée néoclassique contemporaine : « Toutes les généralisations de l'économie étaient fondées sur la théorie des lois naturelles. Bien que beaucoup de rhétorique des lois naturelles ait disparu du discours de la pensée néoclassique contemporaine, l'épistémologie fondée sur le concept de ces lois reste intacte. Les dualismes cartésiens qui séparent la connaissance (*knowing*) de son application (*doing*), le sujet de l'objet, le fait de la valeur, et la théorie de la pratique, entre autres, continuent de servir de fondement épistémologique à la pensée néoclassique » (Bush, 1993, p. 65). Laure Bazzoli estime, que « Commons, le 'théoricien pragmatiste', qui accepte la conception peircienne de la science, se démarque totalement du 'théoricien pur' qui s'inscrit dans la conception cartésienne et newtonienne de la science. Alors que le premier vise à élaborer une abstraction réaliste à partir d'une théorie construite par une communauté interprétante en interaction avec l'évolution de l'objet de l'enquête, le second construit des théories abstraites sur la base de principes donnés et d'un raisonnement déductif fonctionnant sur lui-même à partir d'une axiomatisation mathématique qui impose ses qualités à l'objet de l'analyse. » (Bazzoli, 1999, p. 69) Elle souligne que « Commons trouve chez Peirce une conception incompatible avec celle des économistes qui font preuve, selon lui, d'une

confiance absolue dans la logique déductive en sacrifiant l'observation, l'induction ou l'action sur l'autel de la prédominance cartésienne de la 'pensée pure'. » (Ibid., p. 67)

Dans la philosophie avancée des sciences, les mots « cartésianisme » et « cartésien » sont devenus péjoratifs. Pourtant, dans la langue française, même aujourd'hui, le mot « cartésien » a une connotation très positive. Cette position culturelle a amené le célèbre sociologue français, Emile Durkheim, à rejeter le pragmatisme. Il a consacré à la critique du pragmatisme un cours spécial de 20 conférences faites à la Sorbonne et qui étaient ultérieurement publiées sur la base des notes de ses étudiants (Durkheim, 1955). Dans sa première conférence il caractérise le pragmatisme comme un *assaut contre la Raison*, et voit dans celui-ci un danger pour l'intérêt *national* : « Toute notre culture française est à base essentiellement rationaliste. Ici le 18^{ème} siècle prolonge le Cartésianisme. Une négation totale du rationalisme constituerait donc un danger : ce serait un bouleversement de toute notre culture nationale. C'est tout l'esprit français qui devrait être transformé si cette forme de l'irrationalisme que représente le Pragmatisme devait être admise » (Ibid., pp. 27 – 28). Il voit également le danger pour un intérêt proprement *philosophique* : « Ce n'est pas seulement notre culture, c'est tout l'ensemble de la tradition philosophique <...> [qui] est à tendance rationaliste. Ce serait donc aussi à un renversement de toute cette tradition qu'il faudrait procéder, si le Pragmatisme était valable » (Ibid., p. 28). Bien sûr, ces paroles signifient que Durkheim n'a pas compris les œuvres de Peirce et d'autres philosophes pragmatistes. Le pragmatisme ne nie pas l'importance de la raison ; elle l'a met juste à sa place. Le pragmatisme de Peirce représente « une troisième alternative à la dichotomie conventionnelle entre l'alternative rationaliste et l'alternative empiriciste »³⁵ (Mirowski, 1988, p. 114). En commentant ironiquement les déclarations de Durkheim, Bruno Latour remarque : « Depuis que je l'ai lu, je ne souffre plus de la lenteur des Français à absorber les leçons de la sociologie des sciences » (Latour, 2006, p. 158). Les historiens de la pensée économique trouvent des liaisons entre Schmoller et Durkheim (Nau, Steiner, 2002) en les appelant « institutionnalistes européens », ainsi qu'entre l'institutionnalisme américain et l'école de Durkheim de l'économie positive (Gislain, Steiner, 1999). Effectivement, ces liaisons sont multiples quand il s'agit de la critique de l'économie classique et néoclassique, mais ces liaisons s'affaiblissent dès qu'il s'agit des visions de la réalité socio-économique sur lesquelles ces écoles fondaient leurs recherches et de la méthodologie de ces recherches. Le rejet de Durkheim de la philosophie du pragmatisme rend son institutionnalisme incompatible avec l'institutionnalisme de Commons. Laure Bazzoli et Véronique Dutraive indiquent avec raison que « le pragmatisme en Philosophie *implique* l'institutionnalisme en économie » (Bazzoli, Dutraive, 2006, p. 124). On considère parfois le pragmatisme de Charles Pierce et de John Dewey comme philosophie exclusivement américaine faisant partie de la culture de ce pays. Gérard Deledalle ne partage pas cet avis : « L'accueil fait au pragmatisme en Europe nous amène à poser la question du caractère américain du pragmatisme. Ne serait-il pas plutôt la nouvelle philosophie universelle ? Universelle, parce que, expérimentale et démocratique,

³⁵ « A survey of his [Peirce] entire work reveals that he was openly hostile to the Cartesian analytical tradition, and may be better understood as a sophisticated advocate of a hermeneutics of science and a semiotics of scientific practice » (Mirowski, 1988, p. 114).

elle s'est substituée à l'impérialisme de la réalité et d'une vérité supposées absolues, d'une métaphysique et d'une éthique imposées par le pouvoir, qu'il fut d'Etat ou d'Eglise ? Universelle, parce qu'elle est porteuse d'espoir et qu'elle fournit les moyens intellectuel et matériel de le réaliser ? » (Deledalle, 1995).

Le nœud du problème culturel de la transition envers la version alternative de la discipline économique qui continuerait la tradition de John Commons consiste dans le fait que la communauté des économistes, consciemment ou inconsciemment, est imprégnée par le cartésianisme. Pour que cette transition ait lieu, il faut que les membres de cette communauté passent vers la philosophie des sciences contemporaine, à l'origine de laquelle se trouve la philosophie pragmatiste. Le succès de cette transition dépend de l'assimilation par la communauté des économistes des idées fondamentales de cette philosophie pragmatiste, et des concepts de la philosophie contemporaine développés sur la base de celle-ci. Cette philosophie contemporaine est également censée donner aux économistes des orientations normatives.

Dans la deuxième section de cet article, je n'ai pas abordé directement les deux dernières lignes du Tableau 2. Le passage de la colonne de gauche à la colonne droit dans ces deux lignes est le passage du cartésianisme au pragmatisme. Pour Mirowski, les traits principaux du cartésianisme sont les suivants : 1) le processus de pensée dans la science est impersonnel, et le contexte de découverte est totalement séparé du contexte de justification ; 2) le processus de recherche consiste en déduction et induction ; l'analyse d'induction fait face aux entraves de l'absence de la logique unifiée d'induction ; 3) la logique est interprétée comme signifiant l'axiomatisation mathématique ; 4) la science n'a pas besoin de l'histoire car elle se reconstitue perpétuellement ; 5) le rôle de la philosophie est de prescrire et de défendre les bonnes règles de la méthode scientifique qui peuvent garantir la validité du travail scientifique ; 6) « la séparation de l'esprit et du corps impose que nous connaissons notre propre pensée mieux que nous pouvons connaître le monde. C'est pourquoi toutes les vérifications sont l'apaisement du doute personnel. Cela se réalise par le biais de contacts personnels répétés avec un monde extérieur stable, indépendamment de toute médiation par d'autres ainsi qu'indépendamment des signes utilisés pour exprimer une telle connaissance ; 7) La connaissance, une fois atteinte, est transmise intacte aux autres chercheurs. La connaissance est entièrement cumulative, c'est l'accumulation des recherches individuelles passées » (Mirowski, 1988, pp. 111 - 112). Je pense que beaucoup d'économistes peuvent reconnaître facilement dans cette description leur vision de la science. On peut ajouter en plus que la profession d'économistes depuis sa naissance n'accorde pas beaucoup d'attention aux « contacts personnels répétés avec le monde extérieur » ; beaucoup parmi eux continuent de voir la science économique avec les yeux de John S. Mill et de Karl Marx : « L'Economie Politique raisonne, et doit, nous soutenons cette thèse, nécessairement raisonner, à partir de suppositions, et non de faits » (Mill, 1994, p. 56) ; « L'analyse des formes économiques ne peut, en outre, s'aider ni du microscope, ni d'aucun réactif chimique. Il faut les remplacer par la force d'abstraction » (Marx, 1993, p. 4). Mirowski indique que, suivant le pragmatisme, « la science est avant tout un processus d'enquête menée par la communauté auto-identifiée » des chercheurs, « la science ne se conforme à aucun ensemble de règles » de recherche, et « compte tenu du fait qu'il n'y a pas de règles impersonnelles infaillibles de la méthode scientifique, les décisions concernant la validité des énoncés scientifiques résident dans la

communauté de recherche », et, de cette façon, « la communauté de recherche est l'unité épistémologique de base » (Mirowski, 1988, p. 121).

John Commons a fondé son économie institutionnelle sur le pragmatisme. Mirowski estime que : « La tradition institutionnaliste revitalisée ne peut consister en un retour à Peirce : trop de choses se sont passées dans l'intervalle en science, en philosophie et en économie pour que ce retour puisse être une ligne d'action pratique. Néanmoins, Peirce et ses travaux pourraient servir de symbole du concept central d'économie institutionnelle, l'idée de la rationalité collective. La principale leçon de la philosophie des sciences de Peirce est que la validité de la science n'est pas encapsulée dans une « méthode » [valable] pour tous les temps, et que nos critères de connaissance seront toujours liés à la constitution de la communauté de recherche » (Ibid., p. 132). Les membres de cette communauté ne peuvent pas comprendre les institutions à partir d'observations extérieures détachées et, suivant Mirowski, « les économistes doivent s'engager consciemment dans l'observation participante » (Ibid., p. 122). De plus, compte tenu du fait que « toute la vie économique est interprétative, <...> on ne peut pas faire mieux que de recourir à [l'étude] des pratiques interprétatives de la communauté » (Ibid., p. 127). Commons et ses élèves étaient engagés dans ce type d'étude.

Les historiens de la pensée économique ont écrit un certain nombre d'ouvrages sur John Commons. Pourtant la majorité absolue de ces ouvrages est consacrée à sa philosophie sociale mais non à ses recherches proprement dites, c'est-à-dire à ses activités orientées vers la compréhension de la réalité, susceptible de déboucher sur la solution des problèmes étudiés. Nous avons vu dans la première section la façon dont Bruno Latour a découvert le mode opératoire d'une activité scientifique qu'il a étudiée de près pendant deux ans, et qui a été récompensée par un Prix Nobel. Nous avons vu également dans la deuxième section que Louis Pasteur suivait cette façon de conduire ses recherches scientifiques. Il n'y a pas de méthode universelle, mais il y a une façon de conduire la recherche scientifique. Pour mémoire, je rappelle que cette façon consiste premièrement dans les *contacts directs* des chercheurs avec l'objet étudié, deuxièmement dans *la production continue* sur la base de ces contacts de *différents documents* pour faire avancer ou reculer la découverte des faits, et enfin dans les *discussions* entre l'ensemble des chercheurs engagés dans cette recherche à propos de leurs contacts avec l'objet étudié. Toutes ces activités sont orientées vers la résolution d'un problème. Dans le cas de Pasteur c'était la maladie du charbon, la rage, etc. A l'époque de Commons, le problème c'était la question sociale aux Etats-Unis qu'il fallait résoudre. Voilà pourquoi son travail et celui de ses élèves étaient orientés dans cette direction. Même les recherches de Pasteur ne correspondaient pas totalement à l'ontologie newtonienne parce que la matière vivante n'est pas purement mécanique (voir Tableau 1) ; c'est d'autant plus le cas pour la recherche sociale. Commons et les membres de son école faisaient leur recherche de la même façon que les chercheurs en sciences naturelles, mais en se basant sur une autre ontologie (voir la deuxième ligne du Tableau 1). Ils contactaient directement les acteurs concernés (ouvriers et syndicalistes, patrons et représentants des organisations patronales, etc.), c'est-à-dire leurs objets étudiés ; ils produisaient différents documents détaillés sur la base de ces contacts pour faire avancer la compréhension des rouages de la question sociale, documents qui servaient de base pour les discussions, non seulement entre les chercheurs, mais également avec des représentants de tous les acteurs concernés. Pour prendre à nouveau

la comparaison avec Pasteur, les résultats de ses recherches aboutissaient par exemple à la production des vaccins visant à éradiquer les maladies concernées ; dans le cas de Commons, les résultats de leurs recherches aboutissaient à la production des lois au niveau de l'état du Wisconsin et au niveau national, visant à résoudre l'ensemble des problèmes qui constituaient la question sociale (Labor Problem).

Les historiens qui étudiaient les activités de recherche de Pasteur utilisaient de multiples témoignages à ce sujet ; en ce qui concerne l'activité de Commons, ces témoignages ne sont pas multiples mais ils existent, et les historiens de la pensée économique les ignorent, à l'exception de Malcolm Rutherford dont le dernier article (2012) basé sur les témoignages publiés décrit très bien les pratiques de recherche de certains membres de l'école de Commons. Avant de donner quelques informations sur les recherches de l'école de Commons, j'aimerais citer à nouveau Philip Mirowski : « La plupart des fonctions économiques du gouvernement américain que nous tenons pour acquises aujourd'hui furent l'œuvre de Commons et de ses élèves dans la première moitié du 20^{ème} siècle » (Mirowski, 1987, p. 1027 ; 1988, p. 128). Le point de vue conventionnel sur l'école de Commons est que l'activité de ses membres se limitait à la collecte de données. Ce point de vue correspondrait par exemple à la vision réductrice du travail d'investigation de la police et des juges d'instruction considérée comme essentiellement la collecte de données. On voit actuellement dans les films policiers que les enquêteurs passent plus de temps à analyser les données collectées qu'à les recueillir. L'analyse effectuée exige des données complémentaires qui alimentent et affinent à leur tour la poursuite de l'analyse qui fera ressortir la compréhension de ce qui est arrivé, c'est-à-dire ce que l'on appelle la vérité. Le même type d'activités est parfois effectué par les journalistes dans le cadre du journalisme d'investigation. Le fait que les journalistes et les économistes utilisent l'investigation ou l'enquête comme leur instrument de travail ne signifie pas l'identité de leurs professions. Ce n'est pas par hasard que Commons appelait sa façon de faire la recherche « l'investigation ». La version initiale de son dernier livre publié post mortem en 1950, *The Economics of Collective Action*, était intitulée *Investigational Economics*. Cette version initiale était également publiée par Warren Samuels (Commons, 1998). Les pratiques de recherche de l'école de Commons consistaient dans la réalisation des investigations ou autrement dit des enquêtes. Les sociologues utilisent également les enquêtes ; pourtant, ils les utilisent dans le cadre de leur discipline qui a des objectifs différents de ceux des économistes : par exemple, la compréhension des rouages du chômage ne fait normalement pas partie des préoccupations des sociologues. Les représentants de ces deux professions doivent créer les situations expérimentales pour leurs recherches de façon similaire en contactant directement l'objet de leurs études, l'homme dans le cadre de leur travail de terrain. Au début de cet article, j'ai repris les propos de Bruno Latour sur ce sujet. L'enquête, qui est contact direct avec les acteurs, produit des textes au fur et à mesure de son déroulement. Nous pouvons dire comme Latour que les textes qui sont rédigés continuellement dans le cadre de ces enquêtes peuvent être considérés par les économistes comme « l'équivalent fonctionnel du laboratoire ». Ces textes sont des descriptions, mais elles doivent être des descriptions en profondeur (*thick description*) suivant la méthodologie de Clifford Geertz (1973), descriptions qui contiennent déjà l'analyse, et voilà pourquoi, comme Latour, nous pouvons dire que « seules les mauvaises descriptions ont besoin d'une explication ».

Peu après son arrivée dans l'état du Wisconsin, les résultats des recherches de Commons ont abouti à la rédaction par ses soins de la Loi de 1905 sur la fonction publique (*Civil Service Law*) dans cet état. En 1907, il rédigeait une loi sur les sociétés d'utilité publique (*Public Utility Act*) qui est devenue le modèle pour beaucoup d'autres états dans le pays (Harter, 1962, p. 72). Au niveau de cet état, Commons fut aussi engagé dans la supervision de trois programmes de réforme et dans la rédaction des lois qui en ont découlé : le premier se référait à la réglementation des sociétés d'utilité publique subordonnées à une commission administrative, le second créait la Commission industrielle de l'état du Wisconsin chargée de la rédaction des règlements sur la sécurité au travail et installait un système d'indemnisation des travailleurs en cas d'accidents du travail, et enfin le troisième créait, pour la première fois dans le pays, un système d'allocations chômage (Ibid., p. 89). Ses enquêtes ne se limitaient pas à l'état du Wisconsin. En 1906, il a participé à une enquête sur 35 entreprises (municipales et privées) impliquées dans la fourniture du gaz, de l'électricité et de l'énergie, ainsi que dans le transport urbain (tramway) aux Etats-Unis et même en Angleterre, et dans ce dernier pays, il a passé cinq mois à réaliser cette enquête. Ces enquêtes étaient financées par la *National Civic Federation* (NFC, Fédération civique nationale) qui était un organisme de dialogue entre les syndicats et le patronat américain, et qui était dominé par les grands patrons (*big business*). Commons a supervisé la partie concernant les conditions sociales des salariés d'une enquête d'envergure effectuée à Pittsburgh, enquête financée par la Fondation Russel Sage, et il fut aidé dans cette recherche par plusieurs de ses étudiants. Cette expérience l'a aidé dans sa future rédaction de la loi à propos de la création de la Commission industrielle de l'état du Wisconsin dont il fut l'un des premiers membres (Ibid., pp. 72 - 73). Cette commission peut être considérée d'une part comme l'aboutissement de sa recherche et d'autre part comme un laboratoire dans lequel dans lequel il continuait sa recherche. Commons caractérisait cette commission comme la réalisation de la « démocratie collective » en opposition avec la « démocratie individualiste » d'Adam Smith. Cette commission était basée sur la négociation collective (*collective bargaining*) entre les représentants des différents intérêts divergents. Les projets de lois élaborés conjointement par ces représentants passaient ultérieurement sans difficulté auprès de l'assemblée législative. Suivant Commons, ce type de pratiques est préférable au processus de négociation de ces mêmes problèmes par les politiques ou les juristes (Commons, 1950, pp. 24 – 25). Après la fin de son mandat auprès de cette commission, il est devenu membre de la Commission des Etats-Unis pour les relations industrielles (*United States Commission on Industrial Relations*)³⁶.

³⁶ Malcolm Rutherford dans la version préliminaire de son article (Rutherford, 2012) donne la liste des sujets d'enquêtes effectuées par cette commission : "The subjects of the investigation conducted by the U.S. Commission on Industrial Relations (1914-1915) are instructive here. These are: (1) legal and legislative, including trade union and labor law, anti-trust, injunctions, blacklisting, boycotting, police power, armed guards, strike breaking, and free speech; (2) labor organizations and collective bargaining in various industries, including studies of unions and employers' associations, trade agreements, scientific management, strikes, violence, unorganized labor, and potential remedies; (3) employment, including studies of labor exchanges and employment offices, casual and migrant labor, employment irregularity, economic fluctuations and employment, unemployment in specific labor markets, and unemployment insurance schemes; (4) labor in agriculture, including both tenant farmers and farm labor; (5) education, including apprenticeship, vocational training, and child labor; (6) welfare and insurance, including welfare work, housing and living conditions, sickness insurance, and sickness prevention; (7) accidents, safety, sanitation, including factory inspection and workmen's compensation; (8) underlying causes of industrial unrest, including distribution of income, wages, wage and price movements, cost of living, hours of work, introduction of machinery, immigration, and labor migration;

L'information à propos de la façon dont ces recherches étaient effectuées sous la supervision de Commons peut être puisée à partir de diverses sources concernant les recherches des membres de son école. Cette façon représentait l'application de différentes méthodes qualitatives de recherche qui sont bien développées de nos jours mais qui étaient débutantes à cette époque. Les exemples remontant à l'époque de Commons et d'autres plus récents que je vais citer concerneront l'application des méthodes suivantes d'enquête (d'investigation) : la recherche-action, l'interview (ou l'entretien compréhensif), et l'observation participante. Les anciens étudiants de Commons, Paul et Elisabeth Raushenbush, témoignent à propos de la recherche-action : « La plupart de ses étudiants faisaient leurs recherches avec l'objectif de les utiliser dans les différentes batailles pour améliorer les choses ; c'est ce que nous appelons maintenant la 'recherche-action'. Elle est bafouée dans certains milieux, mais je crois que c'est le type [de recherche] le plus important et utile dans les sciences sociales » (Raushenbush, Raushenbush, 1979, p. 9). Cette méthode représente la rencontre entre une volonté de changement et une intention de recherche, ou en d'autres termes la recherche-action a un double objectif : transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations³⁷. Les Raushenbush aidaient de 1930 à 1932 à planifier, rédiger et faire approuver les projets de la loi pionnière de l'état du Wisconsin concernant l'indemnisation du chômage, et de 1932 à 1967 Paul Raushenbush a aidé à son application et à son amélioration (Ibid., p. vii). Ma première expérience de recherche-action est décrite très brièvement dans mon livre (Yefimov, 2003a, pp. 162 – 165). De 1988 à 1990, j'ai mené une expérience de création d'exploitations agricoles familiales privées et de coopératives sur le modèle occidental (exploitations familiales, leurs coopératives, leurs associations, la législation foncière) dans le district de Pereslavl de la province de Iaroslav en URSS. Cette expérience a eu une importance inestimable pour ma formation comme économiste expérimentateur ; c'était ma première recherche-action. Ici, j'ai éprouvé concrètement la résistance de l'objet de recherche aux idées du chercheur à propos de cet objet : mes essais de changer le système de l'agriculture du district de Pereslavl à partir de ma compréhension du système existant provoquaient des réactions inattendues pour moi de la part des différents acteurs de ce district, réactions dont l'analyse m'a amené à la compréhension du système réel que je voulais changer. En particulier, je rejetais assez rapidement les idées reçues à propos des kolkhozes et sovkhoses comme entreprises. Ils n'étaient que des ateliers dans l'entreprise « district » dont le gestionnaire général était le Premier Secrétaire du Parti de ce district. Les phénomènes et régularités observés pendant les deux années de cette expérience dans ce district se sont reproduits massivement à l'échelle

and (9) women in industry, including the number and economic status of women in industry, regulation of women's work, hours of labor, and studies of particular women's trades such as the garment industry. This information comes from a document titled "Divisions Of The Broad Subjects Of Research And Investigation Together With A Classification Of The Reports Completed to Date Along These Various Lines Which Have Been Sent In To The Director," February 15, 1915, Charles McCarthy Papers, box 8, folder 6. McCarthy directed the research team for the U. S. Commission on Industrial Relations. John R. Commons was one of the Commissioners". <http://web.uvic.ca/econ/research/seminars/Rutherford.pdf>

³⁷ Michel Wieviera caractérise cette forme de travail de la façon suivante : « Le chercheur, ici, intervient à des fins de changement, il entend en même temps produire un savoir et contribuer à transformer la situation et les relations entre acteurs. Sa recherche est effectuée dans des situations réelles, au sein d'un groupe concret, dans une entreprise par exemple, avec l'idée que la recherche et l'action, la production de connaissances et le changement concret relèvent d'une seule et même activité pratique » (Wieviera, 2008, p. 106).

nationale quelques années après. La glasnost (liberté d'expression) lancé par Gorbatchev m'a donné la possibilité de participer aux débats dans les médias sur la réforme économique et agraire envisagée en URSS. Plusieurs projets de lois étaient en train d'être élaborés à cette époque, et j'ai participé comme expert bénévole au sein des commissions parlementaires à la rédaction de ces projets. Mon expérience de Pereslavl me fut très utile pour ma participation dans l'analyse critique et l'élaboration des projets des lois de la réforme (« Loi sur la coopération » (URSS) et « Fondements de la législation foncière » (URSS).

Après avoir effectué cette recherche-action, je sentais la nécessité d'obtenir des connaissances plus approfondies pour bien effectuer mon travail de professeur et de consultant ; c'est pourquoi j'étais envoyé par l'Académie de l'Economie Nationale en stage pour l'année scolaire 1991-1992 en France auprès de l'École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales (ESSEC). A cette époque, l'IGIA, Institut de Gestion Internationale Agro-alimentaire, ancienne unité de l'ESSEC, s'est séparé de cette dernière pour devenir un organisme indépendant, et dans la pratique, mon stage s'est déroulé à l'IGIA. A la fin de ce stage, pour des raisons personnelles familiales, j'ai prolongé mon séjour en France en obtenant de la part de l'administration de l'Académie de l'Economie Nationale plusieurs années sabbatiques avant de démissionner de cette école. Je commençais alors un nouveau cycle d'études à l'IGIA qui proposait un programme de MBA. Parallèlement, j'étais invité comme professeur-associé à l'Université de Nantes où, durant quatre mois de l'année scolaire 1992-1993, j'ai donné des cours sur les privatisations dans le secteur agricole des pays héritiers de l'URSS (une approche institutionnelle) et sur l'économie du système agroalimentaire. Malheureusement, je n'ai pas trouvé en France d'économistes intéressés à pratiquer la recherche-action.

Je n'ai jamais eu d'illusion à propos du mode de fonctionnement du milieu académique économique soviétique. Ce mode de fonctionnement correspondait à la façon dont le système bureaucratique soviétique opérait en général, et qui privilégiait la fidélité aux supérieurs et au groupe d'appartenance professionnelle plutôt que l'efficacité dans l'obtention de résultats. Dans le domaine académique, cela aurait dû être les résultats des recherches effectuées et de l'enseignement prodigué. L'existence de thèmes interdits et l'autocensure permanente étaient aussi des traits importants de ce mode de fonctionnement. A ma surprise, en venant en France et en côtoyant le milieu des économistes académiques, j'ai trouvé beaucoup de similitudes avec ce que j'avais observé en Union Soviétique. Au départ, j'étais principalement en liaison avec ceux qui s'intéressaient à l'économie de l'Union Soviétique. C'était Robert Tartarin de l'Université de Nantes, Wladimir Andreff de l'Université Paris I et son prédécesseur à Paris I, Marie Lavigne, avec laquelle je communiquais très activement quelques années plus tard à Genève. J'étais étonné de trouver que toutes ces personnes sont devenues économistes non pas par vocation mais, comme W. Andreff l'indique dans son article autobiographique³⁸, par substitution. Robert Tartarin, avec qui j'étais en relation durant mon travail à l'Université de Nantes, m'a confié pendant une conversation privée qu'il regrettait d'avoir choisi la carrière académique au lieu d'occuper un poste dans l'administration comme on le lui avait proposé après la fin de ses études. Andreff parle dans

³⁸ Article publié dans le livre « Comment je suis devenu économiste » paru en 2007 aux Editions Le Cavalier Bleu.

son autobiographie qu'il suit dans sa vie professionnelle un « agnosticisme scientifique » et un « éclectisme théorique ». Sur la base de nos longues et multiples conversations, j'interprète ses deux caractéristiques comme l'expression d'un incroyable cynisme professionnel. Ces caractéristiques signifiaient en vérité la considération de la profession non pas comme devant chercher à comprendre les réalités économiques mais comme le fonctionnement d'une communauté qui privilégie la fidélité aux supérieurs et au groupe d'appartenance professionnelle, et qui rejette a priori les thèmes interdits. La recherche dans le cadre de ce type de fonctionnement est comprise comme la lecture des ouvrages des économistes du passé et du présent, et la réaction à ces textes soit critique, soit plus souvent recherchant la continuité des raisonnements, sous la forme mathématique ou purement logique. En aucun cas, ce type de fonctionnement ne prévoit de recherches de terrain, sous forme de recherche-action ou d'interviews des acteurs, et d'une façon générale la recherche de la compréhension de la réalité n'est pas un but pour eux. J'ai compris quelques années plus tard que ces personnes ne représentaient pas quelques cas isolés dans la profession. Les économistes actuels, contrairement aux chercheurs en sciences naturelles, ne travaillent pas pour comprendre certains phénomènes, mais ils écrivent leurs articles et leurs livres afin d'être évalués positivement par la communauté des économistes académiques, et de cette façon de promouvoir leur statut au sein de cette communauté. Paul Samuelson a formulé cette caractéristique de la façon suivante : « Nous, les économistes, travaillons essentiellement pour avoir l'estime de nos pairs, ce qui nous permet de nous respecter nous-mêmes » (*We economists do primarily work for our peers' esteem, which figures in our own esteem*)³⁹.

Une fois, à la fin de mon intervention⁴⁰ lors d'un séminaire à l'Université de Nantes, Robert Tartarin m'a conseillé de lire le livre de Douglas North, « *Institutions, Institutional Change and Economic Performance* ». Avec beaucoup de plaisir, j'ai trouvé dans ce livre que dans l'analyse du changement institutionnel l'auteur fait l'accent, comme je le percevais à l'époque, sur la dépendance de l'itinéraire, c'est-à-dire la dépendance des états antérieurs des institutions étudiées. Cela correspondait bien à ce que je connaissais à propos de l'histoire agraire russe et à mes connaissances obtenues durant ma recherche-action à Pereslavl. En 1993 je profitais d'un voyage aux Etats-Unis à propos d'un projet financé par USAID (United States Agency for International Development) pour rencontrer l'auteur de ce livre qui m'avait impressionné. J'appelais Douglass North et il était d'accord pour me recevoir à St-Louis, Missouri, en vue d'entretiens avec lui, ses collaborateurs et étudiants. Ses collaborateurs, Lee and Alexandra Benham, sont venus me chercher à l'aéroport et Lee m'a servi de guide pendant les deux jours de mon séjour. Le premier jour, North n'était pas présent, et j'ai discuté ma recherche-action avec ses collaborateurs, parmi lesquels John Nye. En outre, j'ai raconté le parcours de ma recherche à Pereslavl et ses résultats aux étudiants. J'étais un peu surpris que les étudiants, spécialisés dans la thématique institutionnelle - y compris dans le changement institutionnel -, n'aient pas exprimé d'intérêt sur ce que je disais. Ma surprise a

³⁹ Samuelson P.A., Barnett W.A. (2007). *Inside Economics Mind. Conversation with Eminent Economists*. Oxford: Blackwell. p. ix.

⁴⁰ Cette intervention était intitulée « Culture économique russe et économie de transition ». Le point de départ était la notion de la culture économique développée dans la sociologie économique russe de cette époque par Tatiana Zaslavskaya et Rozalina Ryvkina. J'utilisais déjà cette notion dans ma publication (Yefimov, 1981, pp. 194–195).

encore augmenté quand le lendemain North lui-même qui, me semblait-il, s'intéressait aux changements institutionnels en Russie, ne m'a pratiquement pas posé de questions après le récit de ma recherche-action en milieu rural russe. Lee m'a informé que North allait bientôt obtenir le Prix Nobel en économie, ce qui a effectivement été le cas quelques mois plus tard. Ultérieurement, j'ai bien compris pourquoi ceux-ci n'avaient pas prêté attention à mes recherches : les recherches empiriques les intéressaient exclusivement comme moyens de vérifier leurs théories, mais pas en tant que moyens d'accéder à la compréhension des phénomènes économiques. Lee me parlait de la théorie des droits de propriété, mais je ne pouvais pas soutenir cette conversation car j'ignorais cette théorie, et lui, comme d'autres à leur tour, n'arrivaient pas à entrer dans l'analyse « discursive » de mes expériences institutionnelles (ils n'étaient pas du tout habitués à ce type d'analyse).

Le parcours professionnel de Douglass North peut être divisé en deux parties : avant 1993 et après cette date. Après l'obtention du Prix Nobel en Économie, son discours a radicalement changé dans ses publications. Avant cela, en tant qu'historien économique, il a essayé d'expliquer l'histoire économique sur la base de l'économie néoclassique. Mais en 1994, il a publié avec Arthur Dezaubert l'article intitulé "Shared Mental Models: Ideologies and Institutions", article dans lequel sa vision de la réalité sociale n'avait rien en commun avec la théorie néoclassique. Il développa 9 ans plus tard cette vision dans son livre, *Understanding the Process of Economic Change* (North, 2005). Le titre de ce livre est très révélateur ; sa notion de la compréhension (*understanding*) est très proche de la notion *Verstehen* de Weber. Il critique sévèrement Samuelson pour son hypothèse ergodique⁴¹ et Solow qui voyait la science économique comme la physique de la société⁴². North concluait dans ce livre que, pour un historien économique, l'hypothèse ergodique est a-historique et que les théories économiques doivent inévitablement être contextuelles dans l'espace et dans le temps.

Que s'était-il passé ? Comment expliquer un tel changement radical dans les points de vue méthodologique et théorique de North ? Pour répondre à ces questions, sautons quelques années pour venir en 2004. Cette année-là, je participais à une école pour les jeunes partisans européens de la nouvelle économie institutionnelle, European School on New Institutional Economics, à Cargèse en Corse, où j'ai présenté mon papier intitulé « On pragmatic institutional economics »⁴³. La plupart des participants étaient des doctorants ou des post-doctorants de différents pays européens. Un jour, j'assistais à une session durant laquelle John Nye, ancien proche collaborateur de North mentionné ci-dessus, était présent. Il partageait avec ses jeunes collègues le conseil qu'il avait reçu de North pour réussir sa carrière professionnelle. Selon Nye, North conseillait de commencer la carrière d'économiste académique en écrivant des articles traitant de petits sujets entrant dans le cadre de l'approche acceptée. « Graduellement, continuait-il, durant votre carrière, vous pouvez élargir l'échelle de vos sujets et dévier légèrement de l'approche acceptée. Après que vous ayez acquis

⁴¹ Pour Samuelson, "the ergodic hypotheses was essential for a scientific economics" L'hypothèse ergodique est une hypothèse fondamentale de la *physique statistique*. Elle s'appliquait aux systèmes composés d'un très grand nombre de particules, et affirmait qu'à l'équilibre, la valeur moyenne d'une grandeur calculée de manière statistique est égale à la moyenne d'un très grand nombre de mesures prises dans le temps.

⁴² Solow déclarait que "the best and the brightest in the profession proceed as if economics is the physics of society" et que "there is a single universally valid model of the world", "it only needs to be applied".

⁴³ Une année plus tôt ce papier était présenté à la conférence de l'EAEPE (Yefimov, 2003b) où il a suscité la colère de Geoffrey Hodgson qui l'a lu mais n'a pas voulu discuter avec moi son contenu.

quelque autorité, vous pouvez écrire non seulement des articles mais aussi des livres. » John Nye a conclu que, suivant North, vous pourrez écrire ce que vous voulez après que vous ayez obtenu un Prix Nobel en Economie. Nye utilisait très souvent dans son discours le mot « vendre ». Après qu'il eut fini de donner cet avis, je m'adressais aux jeunes économistes et j'indiquais qu'à mon avis, nous les économistes, n'étions pas des « vendeurs » et que notre profession est plutôt proche de celle de « prêtre » que de celle de « vendeur ». Après le départ des jeunes interlocuteurs, Nye m'a déclaré en privé : « Vladimir, tu es Russe, et tu es probablement un adepte de Dostoïevski et de Tolstoï, mais moi, je dois nourrir mes enfants ». Je ne disais rien, mais je pensais : « Dans ce cas, il aurait été préférable pour toi de choisir une autre profession ». Dans le cadre de cette école à Cargèse, je voulais également initier une discussion à propos de l'économie expérimentale en faisant partager mon expérience professionnelle dans ce domaine⁴⁴. Le dirigeant de cette école, Eric Brousseau, s'est fortement opposé à cette initiative.

Ma deuxième recherche-action a eu lieu de 1995 à 1997 au Kazakhstan et concernait la privatisation des grandes exploitations agricoles d'Etat (sovkhozes). J'ai publié les résultats de cette recherche dans mon article « Approche institutionnelle de l'analyse de la transition (le cas de l'agriculture du Nord-Kazakhstan) » publié dans la *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (Yefimov, 1997). Durant cette recherche-action, j'ai compris que la stratégie de transition vers l'économie de marché devait être adaptée spécifiquement à chaque pays ex-socialiste. Cela concernait tout d'abord la culture économique de chaque pays, c'est-à-dire les connaissances, les croyances, les symboles, les attitudes, les valeurs, les modèles de comportement, les coutumes et les traditions des différents groupes socio-économiques des pays en transition. Il est relativement facile d'introduire une nouvelle législation ; il est plus difficile de changer les anciennes organisations et d'en créer de nouvelles. Mais, il est encore beaucoup plus difficile de changer la culture économique. L'approche néoclassique ignore pratiquement la culture économique. Et la culture économique de type soviétique continuait à déterminer le comportement des acteurs économiques dans les pays de l'ex-Union Soviétique. J'ai découvert que parmi les employés des fermes, il existait une crainte universelle de perdre la protection communautaire de la ferme d'Etat : une vraie privatisation, ce serait tout d'abord perdre l'accès aux ressources gratuites ou presque gratuites de la ferme d'Etat pour leurs

⁴⁴ L'économie expérimentale (*Experimental Economics* de Vernon Smith) qui est très populaire actuellement est censée transformer la discipline économique en science expérimentale. Pourtant, ce courant de la discipline économique est touché lui aussi par le cartésianisme. Elle ne fait pas le travail de terrain et base ses expériences sur les modèles (souvent les modèles de la théorie des jeux). Ses expériences sont menées dans la plupart des cas avec des étudiants et non pas avec les vrais acteurs qui seuls peuvent apporter aux chercheurs l'information sur l'application des règles et leurs croyances. On peut voir dans l'Economie expérimentale de Vernon Smith le phénomène de la substitution de l'objet de recherche réel par un autre, phénomène très répandu dans la discipline économique. J'ai consacré plus de dix ans de ma vie à une alternative pragmatiste à l'économie expérimentale néoclassique, à savoir, aux jeux de simulation. Je considérais la méthode des jeux de simulation comme une méthode complexe, qui était en même temps une étude de cas dynamique assistée par l'ordinateur, une expérience économique et socio-psychologique de laboratoire, et une procédure spéciale d'« intervention sociologique » (*focus group method*). Les joueurs dans ces jeux de simulation (les vrais acteurs en quelque sorte comme participant aux entretiens semi-directifs) ne devaient pas être considérés comme de simples « sujets » d'expériences mais les participants actifs des séances de recherche (Yefimov, 1981).

petits lopins ; puis ce serait payer le prix réel pour l'utilisation d'un système de chauffage central ou pour acheter du charbon ; perdre la possibilité d'emprunter un camion ou un bus pour aller au centre du district pour se rendre chez le docteur dans un cas grave ou pour vendre les produits de leurs petits lopins sur le marché local, ou pour acheter des produits de première nécessité. De plus, ils s'inquiétaient de l'avenir de l'hôpital rural, des écoles, qui étaient soutenus par la ferme d'Etat. Les retraités, qui constituaient 20 et 30 % des habitants des villages, et dont les voix étaient eux aussi très fortes dans les campagnes, étaient très anxieux de perdre l'aide de la ferme d'Etat. Par ailleurs, l'opposition aux changements réels de la part des autorités et des dirigeants des fermes collectives ou d'Etat était traditionnellement expliquée par leur désir de conserver leur pouvoir. Et cela était une réalité. Mais désormais, au Nord du Kazakhstan, une autre cause jouait un rôle encore plus important. Dans les conditions de la dégradation progressive et rapide de l'agriculture dans cette région, la bureaucratie et les dirigeants des fermes ne considéraient pas que leur pouvoir allait durer longtemps. La plupart d'entre eux comprenaient que d'ici un ou deux ans, leurs fermes ne seraient plus en état d'ensemencer, en raison de la dégradation du matériel agricole (pas de moyen pour réparer ni pour en acheter de nouveaux) et du fait de l'absence de moyens pour acheter du fuel et les autres ressources. Leur résistance était basée sur l'objectif à court terme de s'enrichir eux-mêmes au moyen d'activités corrompues avant que l'effondrement définitif de la ferme n'intervienne. Les céréales étaient une ressource très importante à l'exportation de ce pays. La vente de céréales aux exportateurs était contrôlée non officiellement par les anciennes structures hiérarchiques de la gestion de l'agriculture. Cela explique le fait que dans la plupart des cas, les céréales étaient vendues officiellement par les exploitations agricoles à des prix très bas. Les exportateurs payaient, de façon illégale, des compléments de prix qui étaient distribués entre les différents membres de cette hiérarchie (depuis les directeurs des fermes jusqu'aux échelons les plus élevés du pouvoir). Le total de ces compléments de prix, additionné au prix payé officiellement à la ferme, était de beaucoup inférieur aux prix mondiaux pratiqués. Et les prix payés officiellement aux fermes ne couvraient même pas les coûts de production, et accéléraient la dégradation de celles-ci. Pour arrêter le pillage de ces exploitations par la bureaucratie et pour permettre aux familles rurales de continuer à subsister dans le cadre de la privatisation, j'ai donc été amené à proposer la création, sur la base de chaque grande ancienne ferme d'Etat dont la superficie cultivable atteignait 10.000 hectares et plus, de plusieurs fermes *privées* d'environ 1.000 hectares chacune, et en parallèle autour de chaque village d'exploitations gérées de manière coopérative par les villageois et visant la fourniture de fourrage pour les exploitations personnelles de subsistance (qui comportaient généralement une vache, un veau, quelques moutons et de la volaille). Deux sovkhoses dans la province d'Akmola ont été privatisés sur ces bases.

Avant d'être publié, le texte de mon article décrivant ma recherche-action au Kazakhstan était soumis à deux rapporteurs, Alain Pouliquen, le plus grand spécialiste français de l'époque de l'agriculture soviétique, et Jacques Sapir, qui n'a pas besoin d'être présenté. Le premier rapporteur a fourni un long rapport positif (quelques pages) sur cet article, mais le rapport du second était très court (quelques lignes) et négatif (il considérait le contenu de l'article comme anecdotique). L'article fut finalement publié. J'ai compris beaucoup plus tard pourquoi Jacques Sapir avait évalué cet article comme non scientifique en lisant son livre *Quelle économie pour le XXI^e siècle ?* (Sapir, 2005). Dans ce livre, il évoque

le « réalisme méthodologique » qu'il appelle également « réalisme procédural ». Ce n'est pas le contact direct avec l'objet d'étude qu'il met au centre de l'activité de chercheur, mais la procédure qui doit suivre les règles préétablies logiques (Ibid., pp. 12 – 13). Tout ce qui précède démontre que ce point de vue n'est pas fructueux.

John Commons considérait la pratique des interviews comme « la méthode principale d'investigation » ('the prime method of investigation' (Commons 1990, p. 106). La recherche de John Fitch (1989), un des étudiants de Commons, peut vraiment servir de brillant exemple de recherche sur la base des interviews. Cette recherche faisait partie du projet d'envergure de Pittsburg, déjà cité précédemment. Fitch a passé plus d'une année en visitant à plusieurs reprises toutes les grandes usines métallurgiques de Pittsburg. Cette industrie, qui employait presque 80.000 personnes et contrôlait pratiquement la vie sociale et civique de la région, connaissait de grands conflits sociaux. L'objectif de la recherche était de comprendre en détail les origines de ces conflits en vue d'y apporter des solutions. L'enquête était menée avec l'accord de principe de l'administration des entreprises métallurgiques de la région qui n'étaient toutefois pas toujours très coopératives envers le chercheur. Par contre, il a réussi d'obtenir la confiance des ouvriers en dépit du fait qu'au départ il était soupçonné d'être l'espion de cette administration. C'est grâce à cette confiance qu'il a pu interviewer ces ouvriers et de cette façon recueillir leurs témoignages à propos de leurs conditions de travail et de vie, conditions que l'administration n'était pas intéressée de révéler au grand public. Il a examiné les problèmes de santé et les accidents du travail qui résultaient de la pression des longs horaires (12 heures par jour et une fois toutes les deux semaines 24 heures de suite au moment des rotations des équipes) au contact des hauts fourneaux, des laminoirs et des autres machines dangereuses de l'industrie métallurgique de l'époque, combinés aux cadences accélérées. Il a analysé également les nouvelles tentatives de création de systèmes de prévention et de compensation des accidents du travail, ainsi que de systèmes de retraite. C'est en particulier grâce à cette recherche que Commons a élaboré l'idée de la Commission industrielle de l'état du Wisconsin.

Plus récemment, le professeur d'économie de l'Université de Yale, Truman Bewley, a réalisé au début des années 1990 une recherche sur la base d'interviews qui est décrite dans son livre *Why Wages Don't Fall during a Recession* (Pourquoi les salaires ne baissent-ils pas durant une récession) (Bewley, 1999). Bewley a interviewé plus de 300 dirigeants d'entreprise, leaders syndicalistes, recruteurs professionnels et conseillers à l'emploi. Dans une revue concernant ce livre, il est indiqué qu'il « décrit comment les employeurs pensent à propos de l'embauche, du licenciement, de la rémunération, et de la performance des travailleurs, et qu'il raconte une histoire fascinante sur la façon dont ces idées (et les comportements associés) influencent les résultats du marché du travail. Le modèle de détermination des rémunérations de Bewley contredit de nombreuses explications influentes sur la rigidité des salaires, en particulier dans la tradition néoclassique. Peut-être plus important encore, ce livre soulève quelques questions de base sur la théorie économique et la méthodologie »⁴⁵. Une section méthodologique très courte (juste 3 pages) dans ce livre présente un grand intérêt, surtout si l'on prend en considération le fait que Bewley a consacré

⁴⁵ Cette revue peut être consultée en utilisant le lien suivant : http://cowles.econ.yale.edu/news/bewley/tfb_02-eej_review.htm

les années 1970 et les années 1980 à l'économie mathématique. Voici deux extraits de cette section qui sont très parlants : « Il serait présomptueux d'ignorer le témoignage de personnes qui prennent des décisions économiques et observent et participent à la vie économique. Ce serait faire de la discipline économique une religion plutôt qu'une analyse responsable de l'expérience <...> Les hommes d'affaires à qui j'ai parlé étaient éloquents, avaient évidemment beaucoup pensé à propos des problèmes de gestion ; ils étaient en mesure de les analyser clairement et indiquaient qu'ils avaient beaucoup appris des autres gestionnaires. Un outsider doit également être en mesure d'apprendre d'eux comment gérer une entreprise, et c'est précisément ces connaissances des problèmes de personnel auxquels les hommes d'affaires sont confrontés qui manquent dans l'étude de la rigidité des salaires » (Ibid, p. 14). Bewley, contrairement à Akerlof et Kranton, ne se cachait pas derrière les paravents de l'économie du courant dominant, et c'est apparemment pour cette raison que son travail sur la base des entretiens compréhensifs avec les acteurs n'avait pas de suite⁴⁶.

La méthode des entretiens compréhensifs (des interviews) était centrale dans ma recherche effectuée à la fin des années 1990 et au début des années 2000 sur l'agriculture russe (Yefimov, 2003a). Cette recherche était consacrée au trait principal de la décennie 1990 concernant les transformations de l'agriculture russe qui relevait une surprenante stabilité de ses institutions héritées de l'époque soviétique. Les questionnaires, sur la base desquels les entretiens ont été menés dans la province de Samara avec les gestionnaires et les ouvriers, ont été rédigés par moi-même, et c'est moi qui a dirigé le déroulement des entretiens, mais dans la plupart des cas les questions ont été posées *de façon adaptée* à la personne et à la situation par un collègue local. On peut dire qu'il « parlait leur langue », mais j'intervenais en cas de nécessité. Mes interventions survenaient souvent dans les entretiens avec les gestionnaires (prenant parfois la forme de discussions), mais pratiquement jamais avec les ouvriers. Le choix des participants à cette enquête (« échantillon ») s'est effectué graduellement, au fur et à mesure de l'avancement de l'enquête, sur la base de plusieurs réseaux. Un des réseaux utilisés était celui des anciens étudiants de l'Université agricole de Samara. Certains gestionnaires participant à l'enquête étaient membres du réseau personnel de mon collègue local (de la même promotion universitaire), d'où *l'atmosphère de confiance* des entretiens. Les entretiens étaient la plupart du temps enregistrés au dictaphone ; sinon ils faisaient l'objet de notes prises par mon collègue et moi-même. J'ai effectué ensuite la transcription des enregistrements, puis j'ai effectué la totalité de l'analyse qui ressortait de ces transcriptions et des notes. Cette recherche a fait l'objet de la soutenance de ma thèse de doctorat à l'Université de Genève en 2002. Après la soutenance de cette thèse, le président de l'INRA, le sociologue Bertrand Hervieu, suivant un long entretien avec moi, a confié à son adjoint, l'économiste Philippe Lacombe, qui avait assisté cet entretien, la tâche de trouver pour moi un poste au sein de cet organisme. Pendant notre discussion avec ce dernier à propos des directions de mon travail potentiel, M. Lacombe m'a déclaré : « Le maximum où nous pouvons aller, c'est *New Institutional Economics* ». C'est-à-dire il fallait absolument rester dans le courant dominant. Plus tard, le directeur du département économique de l'INRA avec qui j'avais eu un entretien complémentaire, m'a précisé que dans son département « on ne fera pas de recherche par

⁴⁶ Les derniers livres de cet économiste basé sur le cours qu'il présente à l'université de Yale sont consacrés aux modèles de l'équilibre général et aux théories de la croissance optimale (Bewley, 2007; 2011).

interviews». Cette situation illustre bien le fait que la profession d'économiste est imprégnée par le cartésianisme : les économistes ne comprennent pas vraiment les pratiques de recherche scientifiques en économie inimaginables sans les contacts directs avec les acteurs. En outre, la position de Philippe Lacombe montre comment la profession est rigide en ce qui concerne les règles en vigueur en son sein.

Après avoir abordé les exemples passés et récents de recherche-action et d'interviews effectués par des économistes, je vais présenter maintenant trois exemples d'observation participante également réalisés par des économistes. Comme nous l'avons vu précédemment, Mirowski insistait sur le fait que « les économistes doivent s'engager consciemment dans l'observation participante », car ils ne peuvent pas comprendre les institutions à partir d'observations extérieures détachées. A vrai dire, c'est la méthode idéale pour la recherche institutionnelle du point de vue de son efficacité cognitive, mais elle n'est pas facile à réaliser. J'ai éprouvé personnellement cette difficulté en faisant un stage au sein de l'enseigne Auchan. Après avoir été obtenu en 1994 un diplôme de l'Institut de Gestion Internationale Agro-Alimentaire, IGIA, je devais partir dans quelques mois à Minsk, en Biélorussie, pour participer à un projet financé par la Commission Européenne sur la privatisation du commerce alimentaire dans la ville de Minsk. Pour aborder efficacement cette mission, j'ai décidé de faire un stage chez Auchan pour comprendre les rouages du fonctionnement de cette enseigne et les sources de l'efficacité du réseau de cette entreprise. J'ai essayé d'obtenir un tel stage dans d'autres enseignes comme Métro en déclarant mon objectif de préparation à ma mission à Minsk, et j'ai été rejeté au motif que les rouages de leur fonctionnement intérieur représentaient un secret commercial. Par contre ma demande de stage à Auchan a été immédiatement acceptée bien que je n'ai pas caché non plus l'objectif de ce stage comme préparation de ma mission à Minsk. J'ai pensé avec le recul que cette acceptation était due à leurs projets d'implantations en Russie, et probablement on me considérait comme un éventuel participant à cette implantation. Il était prévu que sur les deux mois de stages, les premières trois semaines du stage seraient consacrées à l'obtention d'une expérience pratique en tant qu'opérateur de rayon, c'est-à-dire manutentionnaire pour réapprovisionner les rayons, puis que le reste du stage serait dédié à l'obtention des informations à propos de la gestion de l'enseigne en réalisant des entretiens avec les représentants des différentes unités de cette enseigne. Je pensais de cette façon pouvoir obtenir les renseignements sur la structure et le mode de fonctionnement général de l'entreprise tout en me donnant le moyen de procéder à une observation participante à l'intérieur de l'hypermarché de Cergy Pontoise. Pendant les trois premières semaines, je suis passé du rayon des fruits et légumes au rayon de la poissonnerie, puis au rayon des surgelés. En tant qu'opérateur de rayon, j'ai réussi à comprendre en côtoyant mes collègues que la rotation du personnel à ces postes non qualifiés était très élevée. Ces derniers considéraient pour la plupart leur travail à Auchan comme un abri temporaire contre le chômage et continuaient à chercher un autre poste ailleurs. J'ai compris qu'ils voyaient ce travail comme dévalorisant. Le département du personnel était élargi du fait de cette rotation élevée et adaptée au recrutement des chômeurs. J'ai remarqué également que mes collègues ne se préoccupaient pas trop du niveau élevé des pertes dans le rayon des fruits et légumes en dépit du fait que ces pertes auraient facilement pu être réduites, par exemple en montant de la chambre froide les fraises non pas en grande quantité mais au fur et à mesure des ventes. Cette absence de préoccupation était due au fait qu'Auchan

remboursait au fournisseur uniquement la quantité vendue. Au bout de ces trois semaines, j'ai pu ensuite être impliqué dans l'observation des fonctions de gestion proprement dites. En assistant par exemple aux négociations entre un chef de rayon et un représentant d'une entreprise fournisseur, j'ai constaté les conditions imposées par l'enseigne envers les fournisseurs qui pouvaient les mettre au bord de la ruine.

A la suite de contacts de confiance avec l'un des responsables du service du personnel, j'ai réussi à avoir des rendez-vous partout en France avec les représentants des différentes unités de l'enseigne, y compris au siège social. Grâce à ces rendez-vous, j'ai commencé à comprendre qu'en dehors des bas salaires des opérateurs et chefs de rayon, ainsi que des prix extrêmement bas payés aux fournisseurs, Auchan avait d'autres sources de son efficacité économique comme la coopération avec le fabricant pour le développement conjoint de nouveaux produits, ou la délégation de la responsabilité du passage des commandes au plus bas niveau de la hiérarchie administrative, c'est-à-dire au niveau des chefs de rayon. La politique d'Auchan était de recruter ces chefs de rayon parmi les opérateurs, et de préférer les autodidactes aux personnes ayant fait des études de gestion. Ces figures centrales de l'hypermarché "Auchan", travaillaient pour un salaire relativement faible environ 12 heures par jour sur une semaine de six jours. Après un mois, j'ai décidé de partager les résultats de mes observations avec le chef comptable de l'hypermarché, en pensant sincèrement que ceux-ci pouvaient améliorer l'efficacité de l'enseigne, par exemple diminuer les pertes des produits frais. Le jour suivant, toutes les réunions déjà prévues étaient annulées et mon stage était définitivement arrêté, bien que j'ai continué à recevoir la rémunération prévue jusqu'au terme officiel de ce stage.

Les trois premières semaines de ce stage étaient ma seule expérience d'observation participante dans le domaine économique. Pourtant, je considère que tous mes contacts avec la profession des économistes pendant beaucoup d'années peuvent être vus aussi comme une observation participante. Mon analyse de cette profession est fondée dans une grande mesure sur cette observation. Je vais maintenant présenter ci-dessous deux exemples d'observations participantes de l'époque de Commons.

Le premier exemple remonte à la fin des années 1920. Le doctorant d'un des anciens élèves de Commons, Stanley Mathewson, a soutenu sa thèse en 1930 consacrée à l'étude du phénomène de la limitation intentionnelle de la productivité des ouvriers non syndiqués, thèse qui fut publiée une année plus tard (Mathewson, 1931). La recherche effectuée peut paraître inhabituelle pour une thèse de doctorat en économie. Pour mener son étude, Mathewson « a travaillé comme manœuvre, opérateur de machine, ouvrier assembleur, ouvrier à la chaîne et mécanicien qualifié » ; il a occupé 11 postes différents dans deux centres industriels, au sein d'équipes de jour, d'après-midi ou de nuit et il vivait « avec les travailleurs dans leur environnement domestique » (Mathewson, 1931, p. 7 ; Rutherford, 2012). Avant la réalisation de cette recherche, il était fréquemment pensé que cette limitation provenait de l'influence des syndicats sur les ouvriers, et personne n'avait vraiment étudié les rouages de ce phénomène. (Mathewson, 1931, p. 160 ; Rutherford, 2012). Pour donner une idée de comment il a effectué cette enquête, je vais emprunter un passage de l'article de Rutherford qui décrit un épisode de cette enquête. Parmi les dirigeants interrogés environ 20% considéraient cette limitation comme un problème négligeable, tandis qu'environ 60% déclaraient que cette limitation avait été éliminée par l'introduction de systèmes de primes, tels que les plans de bonus de groupe.

Lorsqu'un responsable avait affirmé que cette limitation avait été pratiquement éliminée, Mathewson est allé vérifier « en se rapprochant du premier ouvrier qu'il rencontra à côté de l'atelier » et obtint de lui un compte rendu détaillé de « sa propre pratique restrictive et celle des ouvriers qui travaillaient avec lui » (Mathewson 1931, p. 135 ; Rutherford, 2012). De plus, cet homme a ajouté que ses deux chefs, son contremaître et le contremaître général « avaient non seulement approuvé, mais aussi aidé les travailleurs à déterminer exactement combien chaque homme devait faire de pièces durant chaque quart de travail, 'de sorte que le rendement ne soit pas trop élevé pour que le paiement à la pièce ne soit pas réduit' » (Mathewson 1931, p. 136 ; Rutherford, 2012). Deux autres hommes ont confirmé cette histoire. Pour Mathewson, « la croyance soutenue par les dirigeants selon laquelle les différents plans d'incitation salariale avaient tendance à diminuer cette limitation, étaient l'une des choses les plus surprenantes de toute l'enquête » (Mathewson 1931, p. 137 ; Rutherford, 2012). Les dirigeants ont également jugé que ce n'était pas dans leur pratique de réduire le paiement à la pièce ; pourtant les ouvriers étaient convaincus du contraire. La thèse de Mathewson a abouti à découvrir les rouages de ce phénomène complexe qu'était l'autolimitation de la production parmi les ouvriers non syndiqués. Comme toutes les méthodes scientifiques, l'observation participante peut être utilisée pour une bonne cause ou une moins bonne, et je ne ferais aucun commentaire à ce propos pour ce cas concret.

Le deuxième exemple de recherche économique par observation participante suggéré également par l'article de Malcolm Rutherford concerne la recherche effectuée par Frederick Mills, futur professeur d'économie à l'Université de Columbia, et décrite dans le livre du professeur d'économie Gregory Woirol (1992). Dans son article consacré aux contributions de Frederick Mills publié dans le *Journal of the History of Economic Thought* (Woirol, 1999), Woirol considère l'héritage intellectuel de Mills dans le cadre du développement de l'institutionnalisme américain. Par contre, dans son livre de 1992, sa tâche est plus restreinte. Après avoir eu accès aux agendas et notes de Frederick Mills relatifs à la mission de deux mois qu'il a effectuée durant l'été 1914 pour le compte de la *California Commission on Immigration* et de *US Commission on Industrial Relations*, Woirol a reproduit dans son livre certains extraits de ces agendas et notes, en ajoutant ses propres synthèses et analyses. Cette mission a été commanditée à la suite d'une émeute dans un camp de travailleurs saisonniers d'une exploitation californienne spécialisée dans la production de houblon. Cette émeute, qui avait fait plusieurs morts, avait déjà fait l'objet d'une enquête judiciaire et les jugements correspondants avaient déjà été prononcés. La mission de Mills ne se limitait pas à cette exploitation, mais recouvrait plusieurs entreprises utilisant la main d'œuvre saisonnière de migrants. Mills s'est donc engagé en mai 1914 dans sa vie vagabonde de travailleur itinérant. Pour pouvoir jouer ce rôle, il s'habilla comme tel, prit un faux nom, rejoignit le syndicat des travailleurs migrants, et travailla dans diverses entreprises employant de la main d'œuvre saisonnière ; il s'y rendait à pied ou voyageait en chemin de fer en s'installant entre les wagons ; il dormit en lisière de forêts dans les endroits où les vagabonds se rassemblaient pour dormir, ou dans les meules de foin ou les wagons de marchandises, se lavant en utilisant les points d'eau à côté des routes ou dans les canaux d'irrigation. Il travaillait à emballer les oranges dans un endroit, en tant que bucheron dans un autre endroit et comme ouvrier à la construction de routes dans un troisième endroit. Il tenait après son travail un journal détaillé pour rédiger un certain nombre de rapports concernant le travail et la vie des ouvriers

migrants dans ces différents secteurs, ainsi que la spécificité de leur vie vagabonde entre leurs différents emplois. Il a fait ses propres observations concernant les activités du syndicat des travailleurs migrants et recueillis les avis exprimés par les différents groupes de travailleurs rencontrés à propos de ce syndicat (Rutherford, 2012). Mills a découvert que dans certains cas les conditions de travail et/ou de vie étaient insupportables et dans d'autres cas elles étaient plus ou moins correctes, et il était sûr que dans ses compte rendus journaliers il décrivait « le caractère général des personnes étudiées et leur attitude envers certaines choses, d'une façon qu'aucune donnée purement statistique n'aurait pu le faire » (Woirol, 1992, p. 88). Ses conclusions concernaient l'absence d'encadrement législatif et administratif de ce type d'activité économique, et ultérieurement des mesures ont été prises dans cette direction pour rendre les conditions de ces activités plus humaines. Ces deux observations participantes étaient menées secrètement auprès des acteurs observés ; les chercheurs ne divulguaient pas leur rôle. Mais la méthode des observations participantes n'exige pas cette condition comme absolument nécessaire.

Comme nous l'avons vu, tous ces exemples de recherche sur la base des recherches-actions, des interviews et des observations participantes correspondent totalement à l'ontologie discursive du Tableau 1. Commons appelait sa version de la discipline économique l'économie institutionnelle, l'économie d'investigation et l'économie de l'action collective, chacune de ces appellations reflétant certains aspects de sa version de la discipline économique. Il aurait pu facilement ajouter une quatrième appellation : *l'économie discursive* (Yefimov, 2010b, 2011a, 2011b) car le processus de recherche dans le cadre de cette version s'effectue à travers l'analyse du discours des acteurs. L'analyse du discours est un domaine très large et hétérogène (Schriffrin, Tannen, Hamilton, 2003 ; Mazière, 2010), mais je propose d'utiliser cet outil juste comme l'ensemble des méthodes d'étude de l'action à travers des entretiens et des textes (Wood, Kroger, 2000). Cette approche est bien présentée dans les ouvrages de Rom Harré dont les idées peuvent être classifiés en même temps comme *pragmatistes* (en provenance des idées de Charles Peirce, John Dewey et George Mead), *constructivistes* (Berger, Luckmann, 1996 ; Gergen, 2001 ; Latour, 2005) et *discursives* (Wittgenstein, 2005 ; Habermas, 1987). J'ai déjà décrit la conception de Rom Harré des sciences sociales basée sur cette approche discursive dans la première section de cet article. Je vais passer maintenant aux idées de Jürgen Habermas fondées sur l'approche discursive, idées qui doivent être incorporées dans la version alternative de la discipline économique.

Le modèle de l'action rationnelle prend comme point de départ le point de vue que l'acteur est principalement orienté vers l'atteinte d'une finalité qui est exprimée sous la forme suffisamment précise de ses objectifs. Suivant ce modèle, l'individu rationnel fait son choix des moyens qui lui paraissent appropriés dans une situation donnée ; il calcule les conséquences prévisibles de son action et fait son choix pour atteindre son objectif qui est considéré comme succès. Habermas appelle ce type d'action, *l'action instrumentale*. Il nomme l'action orientée vers le succès *action stratégique*, quand l'acteur suit les règles du choix rationnel et évalue l'efficacité de son influence sur les décisions de son opposant. Les actions instrumentales peuvent être subordonnées aux interactions sociales, mais les actions stratégiques sont des actions sociales par elles-mêmes. Habermas parle de *l'agir communicationnel* quand les actions des agents impliqués sont coordonnées non par le calcul égocentrique du succès mais par la recherche de l'atteinte de la compréhension : « Dans l'agir

communicationnel les participants ne sont pas essentiellement orientés vers leurs propres succès individuels ; ils poursuivent leurs objectifs individuels sous la condition qu'ils peuvent harmoniser leurs plans d'action sur la base des définitions communes de la situation. De cette façon, la négociation des définitions de la situation est un élément essentiel à la réussite interprétative requise pour l'agir communicationnel » (Habermas, 1986, pp. 285 – 286). Dans mon exposé des idées de Habermas orienté vers la discipline économique, je vais suivre l'article de Jon D. Wisman⁴⁷ « The scope and goals of economic science. A Habermasian perspective » (Wisman, 1990). La notion centrale introduite par Habermas est la notion de l'agir communicationnel. C'est au travers de cette notion qu'il propose de considérer les relations sociales (Ibid., p. 112).

Tableau 3 : Types d'action

Orientation de l'action Situation de l'action	Orientée vers le succès	Orientée vers l'atteinte de la compréhension
Non-sociale	Action instrumentale	----
Sociale	Action stratégique	Agir communicationnel

Source : (Habermas, 1986, p. 285)

Habermas envisage l'existence de deux types de connaissances. L'une s'exprime par son caractère instrumental, rationnel du point de vue de l'obtention des objectifs, et dans laquelle ces objectifs sont considérés comme donnés. Cette forme de rationalité se limite à la découverte de stratégies efficaces pour atteindre ces objectifs. Par contre, dans la pratique sociale de l'interaction, la connaissance fournit juste ce qui devrait constituer des normes ou des objectifs appropriés. L'obtention de cette connaissance est effectuée par la communication intersubjective qui est régie par la liaison des normes consensuelles lesquelles définissent les attentes réciproques à propos du comportement et qui doivent être comprises et reconnues par au moins deux sujets agissants. La recherche de la vérité dans l'agir communicationnel implique une forme de rationalité qu'Habermas appelle « communicative ». Les acteurs impliqués dans l'interaction sociale doivent s'efforcer de comprendre les sens des

⁴⁷ Jon Wisman est professeur d'économie à l'Université Américaine de Washington D.C.

autres. Habermas appelle les sciences qui étudient le domaine de l'interaction sociale «culturelles», ou «historico-herméneutiques». Ces sciences acquièrent des connaissances dans un cadre méthodologique différent des sciences naturelles. Dans ces sciences, le sens ou la validité des propositions ne sont pas constitués par la maîtrise du contrôle des objets étudiés, et les expériences ne sont pas organisées autour de la réussite de l'opération effectuée. L'accès aux faits est assuré par la compréhension du sens que les personnes donnent à ce qu'ils font et à leur environnement, et non par la simple observation. La vérification des hypothèses à propos des régularités dans les sciences naturelles a sa contrepartie dans les sciences culturelles dans l'interprétation des textes (Ibid., p. 113). En outre, du point de vue d'Habermas, dans la mesure où la science économique ignore l'interaction sociale, elle n'est pas tout à fait capable de comprendre l'évolution de la capacité productive de la société. La rationalité s'incarne non seulement dans les extensions de l'action rationnelle orientée vers l'atteinte d'un objectif, c'est-à-dire les technologies, les stratégies, les organisations et les qualifications, mais aussi dans les médiations de l'agir communicationnel, comme les mécanismes de régulation des conflits, dans les visions du monde, et dans les formations de l'identité (Ibid., p. 114).

L'Économie positiviste insiste sur le fait que les valeurs sont au-delà de la portée de la science. Comme le dit Friedman, les questions de valeur impliquent des « différences sur lesquelles les hommes ne peuvent finalement que se battre » (Friedman 1953, p. 5). Habermas n'est pas d'accord avec cela. Toutes les prétentions aux connaissances, qu'il s'agisse des faits ou des normes appropriées ou des valeurs, doivent être soutenues par la raison. C'est seulement par le biais de l'interaction communicative que les prétentions aux connaissances peuvent être revues ou acceptées conjointement. Habermas rejette l'espoir traditionnel de trouver un critère solide sécurisé pour juger toutes les prétentions à la connaissance. Au contraire, c'est seulement à travers la communication, l'interaction intersubjective, que les prétentions à la connaissance peuvent être soutenues (Wisman, 1990, p. 116). La perspective d'Habermas suggère que la science économique doit s'adresser à la pratique sociale de l'interaction. Les économistes ne dicteraient plus les finalités et les objectifs appropriés : « Dans un processus de clarification, il ne peut y avoir que des participants [de l'interaction] » (Habermas, 1974, p. 40). Au lieu de fixer les finalités et les objectifs, les économistes devraient participer au processus de clarification publique de façon à déterminer exactement quelles finalités ou objectifs pourraient constituer le bon et juste ordre économique. Ils participeront dans la « sphère publique » dans laquelle « l'opinion publique » se forme. Cette sphère publique pour Habermas est l'endroit où les citoyens discutent ouvertement des questions d'intérêt social général sur un mode d'égalité. Ils se réunissent, non en tant que sujets d'un État ou en tant qu'individus poursuivant leurs propres intérêts économiques, mais comme des citoyens (Wisman, 1990, p. 117).

Du point de vue d'Habermas, l'économie keynésienne est une composante importante d'une idéologie, dont le « succès singulier » est de détacher l'auto-compréhension de la société du cadre de référence de l'agir communicationnel et des concepts d'interaction symbolique, et de le remplacer par un modèle scientifique. En conséquence, l'auto-compréhension du monde de la vie sociale définie culturellement est remplacée par l'auto-réification des hommes en termes de catégories de l'action téléologique rationnelle et du comportement adaptatif. (Habermas, 1970, pp. 105-106 ; Wisman, 1990, p. 119). Habermas

insiste sur le fait que la liberté individuelle doit être comprise plus largement que juste purement « un droit abstrait », car l'individu ne peut être libre que si tout le monde est libre, et tous ne peuvent être libres que si tous sont libres dans la communauté (Habermas in Dewes, 1986, p. 147). Habermas est un démocrate dans le sens le plus large du terme. Il favorise les processus politiques d'ouverture dans lesquels tous participent dans la détermination de leur destin collectif. Il est pour « la clarification de la volonté politique qui ne devient effective qu'au sein de la communication entre les citoyens » (Habermas, 1970, p. 75). Selon lui, l'humanité doit se construire en toute volonté et conscience, ce qui exigera des institutions sociales qui offrent le maximum d'espace pour des interactions humaines libres, et pour un discours politique non-coercitif. C'est seulement au travers d'un tel discours que le consensus rationnel sur la vérité pourra être atteint. Pour que ce consensus soit en fait rationnel, il faut que les participants au discours disent des choses compréhensibles par tous, que ces choses soient vraies, que ces participants soient qualifiés pour présenter ces prétentions, et enfin qu'ils doivent être sincères en les présentant. Habermas appelle ce type de situation, la « situation idéale du discours » (Wisman, 1990, p. 120). Son idéal est la communication non faussée, quand les participants dans le discours mettent de côté toutes les motivations autres que la poursuite de l'accord sur la base de la meilleure argumentation raisonnée. Dans le marché, au contraire, le processus est instrumental ou stratégique, c'est-à-dire que l'objectif de l'individu est de persuader l'autre pour l'amener à se comporter conformément à ses intérêts propres. Dans ce cas, la communication non faussée n'est pas considérée comme idéale. Dans le marché, si par hasard la communication non faussée apporte des bénéfices supplémentaires, tant mieux ; mais si la communication faussée apporte plus de profits, alors c'est elle qui sera considérée comme idéale. Ce type de manipulation du comportement de l'autre perpétue l'ordre social dans lequel « les personnes font leur histoire avec leur volonté, mais sans conscience » (Habermas, 1970, p. 118). L'économie néoclassique accepte sans critique cette instrumentalisation opportuniste, et de cette façon ne satisfait pas les normes qu'Habermas met pour les théories sociales. Habermas et l'économie néoclassique ont des conceptions totalement différentes de la nature humaine. L'économie dominante suppose que tous les comportements ne sont pas seulement égoïstes, mais ce sont aussi des comportements calculateurs égoïstes. Par contre, Habermas pense que le comportement humain peut être égoïste, mais pas calculateur : « Je parle de l'agir communicationnel quand les interactions sociales sont coordonnées non pas au travers des calculs égocentriques orientés vers le succès de chaque individu, mais au travers de l'accomplissement coopératif de la compréhension entre les participants » (Habermas, 1982, p. 264 ; Wisman, 1990, pp. 121-122).

Ces idées de Habermas étaient développées par Karl-Otto Appel dans sa conception de *l'éthique de la discussion*, dont les principes normatifs sont les suivants :

« 1° Tous les partenaires possibles de discussion doivent se reconnaître les uns les autres comme pourvus de *droits égaux* à représenter leurs intérêts par des arguments.

2° Tous les partenaires possibles de discussion sont supposés porter une *égale co-responsabilité* dans l'identification et la solution des problèmes du monde de la vie au moyen du discours argumentatif <...>

3° Si le besoin survient de résoudre des problèmes *moraux* par le discours argumentatif, alors, autant qu'il est possible, des *discussions pratiques* doivent être mises en œuvre. Il s'agit là de discussions qui, conformément aux deux premières normes fondamentales (celles de la

solidarité discursive) et à la *postulation générale de consensus du discours argumentatif*, se trouvent soumises au principe régulateur suivant : doivent être établies les normes matérielles qui, au cas où elles sont suivies de façon générale, auront probablement des conséquences acceptables par toutes les personnes concernées » (Apel, 2001, pp. 70 – 71).

Peter Ulrich a incorporé le concept de l'éthique de la discussion dans sa conception de *l'éthique économique intégrative*. Il considère la « situation idéale du discours » définie par Habermas comme communication non faussée, en tant qu'idée régulatrice de la *communauté communicative idéale*. D'après lui, cette idée n'est rien d'autre que l'interprétation du point de vue de l'éthique de la discussion du point de vue moral (Ulrich, 2008, p. 65). Ulrich indique les fondements suivants de la rationalité communicative : 1) la nécessité de l'attitude visant l'atteinte de la compréhension de tous les participants concernés, 2) leur intérêt prioritaire dans l'action légitime, 3) leur partage de l'éthique de responsabilité, 4) le fonctionnement du discours public comme le « site » de la moralité (Ibid., pp. 67 – 78). Le premier fondement de la rationalité communicative peut être considéré comme rien d'autre que l'exigence de l'intégrité argumentationnelle (Ibid., p. 67), c'est-à-dire la nécessité d'essayer honnêtement de comprendre les arguments de l'autre, et présenter honnêtement ses propres arguments sans imposer son propre point de vue. Le désir mutuel des participants de s'influencer l'un l'autre pour atteindre leurs objectifs individuels est remplacé par le souhait d'arriver à un accord éthiquement rationnel au moyen des arguments (Ibid., p. 69). Le second fondement repose sur « ‘ l'intérêt ’ éthique rationnel, qui n'est rien d'autre que l'auto-engagement moral ‘ motivé ’ par la compréhension réflexive ; autrement dit : la poursuite soit des intérêts privés de l'individu soit des intérêts spéciaux est subordonnée à la condition normative auto-imposée de leur légitimité, i.e. leur justification en ce qui concerne la préservation de la dignité et des droits moraux inaliénables de toutes les personnes impliquées (Ibid., p. 70). Ce fondement signifie la priorité de la légitimité sur le succès. Le troisième fondement fait appel à l'éthique de la responsabilité qui n'a rien à voir avec le point de vue paternaliste qui n'est en fait que l'expression d'un monologue ; le concept de l'éthique de la discussion remplace ce point de vue en un concept de dialogue responsable entre les participants d'égal à égal. Il s'agit là de la responsabilité inconditionnelle envers ceux qui sont touchés par vos actions, et en tenant compte de leurs légitimes prétentions (Ibid., pp. 71 – 75). Le quatrième et dernier fondement, mais non le moins important, prend en compte le fait que la communication a toujours lieu dans un certain contexte institutionnel. La communauté communicative idéale avec son intégrité argumentatrice ne peut exister en dehors de ce contexte. L'exercice de l'éthique de la discussion dans une communauté exige l'existence préalable du discours public comme une sphère publique illimitée impliquant tous les citoyens responsables (Ibid., pp. 75 – 78). Il s'agit en pratique de la nécessité d'introduire la *démocratie délibérative* (Girard, Le Goff, 2010).

Nous avons vu auparavant que la recherche de l'école de John Commons se basait sur l'étude des discours ; les chercheurs étudiaient les discours des acteurs en prenant un contact verbal (discursif) direct avec eux ; ils étudient également des textes, tels que différents types de règlements, qui sont l'expression et le résultat des discours. Dans ses écrits théoriques, on trouve des idées normatives concernant la vie économique dans lesquelles on voit bien que Commons est clairement en faveur d'une économie dans laquelle les décisions ne sont pas imposées par les forts, mais sont le résultat de négociations de bonne foi. La philosophie

d'Habermas basée sur la conception de l'agir communicationnel, enrichie par Apel et appliquée dans la sphère économique par Wisman et Ulrich, correspond tout à fait à la philosophie économique de Commons exposée dans ses livres *Economie institutionnelle* (1990) et *Economie de l'action collective* (1950), et peut l'enrichir et l'actualiser. Je propose d'appeler la version de la discipline économique, qui inclut cette philosophie enrichie ainsi que les pratiques de recherche fondées sur les méthodes qualitatives orientées envers l'étude des discours des acteurs, *l'économie discursive*. John Commons était imprégné par les idées démocratiques de John Dewey qui peuvent être résumées par la citation suivante : « Tout gouvernement par les experts dans lequel les masses n'ont pas la possibilité d'informer les experts sur leurs besoins ne peut être autre chose qu'une oligarchie administrée en vue des intérêts de quelques-uns <...> En d'autres termes, le besoin essentiel est l'amélioration des méthodes et des conditions du débat, de la discussion et de la persuasion. Ceci est le problème du public. Nous avons affirmé que cette amélioration dépend essentiellement de la libération et du perfectionnement des processus d'enquête et de la dissémination de leurs conclusions. Il est vrai que l'enquête est un travail qui incombe aux experts. Leur qualité d'expert ne se manifeste toutefois pas dans l'élaboration et l'exécution des mesures politiques, mais dans le fait de découvrir et de faire connaître les faits dont les premières dépendent <...> Il n'est pas nécessaire que la masse dispose de la connaissance et de l'habileté nécessaire pour mener les investigations requises ; ce qui est requis est qu'elle ait l'aptitude de juger la portée de la connaissance fournie par d'autres sur les préoccupations communes » (Dewey, 2010, pp. 311, 312). Laure Bazzoli et Véronique Dutraive ont trouvé que John Commons a exprimé ces mêmes idées concernant la vie économique : « Pour Commons, l'idée d'un expert neutre porteur d'un intérêt général abstrait est un leurre dangereux car cela revient pour lui à favoriser la classe dominante, à ignorer les conflits et les inégalités, et à substituer les experts au peuple dans les processus de régulation » (Bazzoli, Dutraive, 2010). Elles invoquent les paroles suivantes de Commons : « L'outsider – l'intellectuel ou le politicien – ne peut jamais atteindre la raisonnable parce qu'il ne peut jamais savoir par expérience tous les faits qui doivent être pris en compte pour définir une règle d'action <...>. La place pertinente de l'expert est celui de l'agent et non du principal <...>. Si le principal abdique et qu'un gouvernement d'experts prend sa place, le résultat n'est pas moins arbitraire et coercitif que dans toute autre forme d'autocratie. Cela peut être qualifié de "scientifique", mais c'est dissimuler au nom de la science l'ignorance des faits <...>. Seul le principal, c'est-à-dire les intérêts en question, doit décider » (Commons, 1919, pp. 176-177). Nous pouvons maintenant interpréter les idées de Dewey de la façon suivante : l'économie discursive doit être immergée dans la démocratie discursive (Dryzek, 1990), qui est souvent appelée démocratie délibérative (Girard, Le Goff, 2010 ; Cavalier 2011). Sans démocratie discursive (délibérative), il n'y a pas de demande d'économie discursive, car sans la première, il n'y a pas de public organisé, qui devrait être le principal bénéficiaire (« consommateur ») des recherches des « économistes discursifs ». Sans démocratie discursive (délibérative), il n'y a pas d'offre d'envergure de recherche des « économistes discursifs », car ils n'auront pas la possibilité de mener leurs recherches, enquêtes, et investigations, et mon expérience personnelle prouve très nettement cette affirmation : dans les démocraties actuelles, le chercheur n'a pas d'accès aux informations nécessaires pour une recherche discursive. Ni l'économie discursive, ni la démocratie discursive (délibérative), ne sont possibles sans l'éthique de la discussion. Par

conséquent, les éléments de la « troïka », économie discursive, démocratie discursive (délibérative) et éthique de la discussion, ne peuvent exister qu'ensemble. La transition vers cette « troïka » ne peut se produire que peu à peu, très graduellement, et en fait, ce serait une transition vers une *économie de marché civilisée* (Ulrich, 2008, 2010).

Bazzoli et Dutraive (2010) ont bien remarqué la liaison étroite entre les idées démocratiques de Dewey et Commons en mettant « en avant les proximités fortes de ces deux auteurs sur leur philosophie sociale, leur éthique démocratique et leur visée réformatrice ; ces proximités étant ancrées dans la conception de l'enquête sociale portée par le pragmatisme de Dewey dans laquelle Commons se place pour le coup explicitement <...> Commons étend la philosophie pragmatiste de la démocratie de Dewey, du domaine social général au domaine de l'économie, du niveau philosophique au niveau institutionnel ». Elles ont parfaitement raison en soulignant que « si les pensées de ces deux auteurs sont spécifiques, elles sont fondées sur une même conception de l'individu et du social, et montrent chacune à leur manière que la démocratie est un processus expérimental d'auto-correction des règles sociales adapté à la pluralité des croyances, des valeurs, des intérêts et que la participation des citoyens au développement et à la transformation des institutions est essentielle au progrès humain, individuel et collectif ». Ces passages dans l'article de Laure Bazzoli et Véronique Dutraive sont vraiment magnifiques : « Dewey établit une continuité forte entre la question de la connaissance et la question de la démocratie (Zask, 2008, « pas de disparité entre le plan de la science et celui du vivre ensemble », p. 188). En effet, dans la démocratie, comme dans la science, les processus à l'œuvre sont de nature expérimentale : les fins, les problèmes, les solutions ne sont pas donnés mais à formuler et valider par l'enquête en fonction des conséquences produites dans la vie et à faire évoluer au contact des faits nouveaux ; c'est un processus d'auto-correction des valeurs et des institutions. On pourrait dire que Dewey défend que la démocratie, comme la science, remplace les méthodes non expérimentales de définition des opinions (les méthodes d'autorité, de ténacité et *a priori* pour reprendre les expressions de Peirce (1878) ; la méthode de la coercition, Dewey (2002) par la méthode de l'expérience qui implique discussion, participation, communauté. Et on peut ajouter que si la démocratie met en œuvre la méthode de l'enquête, c'est parce que l'enquête est elle-même, comme le souligne Zask (2008), un mode de vie démocratique <...> C'est ainsi en imaginant de nouvelles formes d'action collective ancrées dans l'enquête et l'expression des intérêts économiques que Commons a cherché à entendre les processus démocratiques pour « discipliner les autocraties financières et industrielles », ce que ses étudiants ont appelé « sa révolution radicale des idées » (Chasse, 1991) et qui constitue pour nous sa contribution pratique à la philosophie pragmatiste de la démocratie » (Bazzoli, Dutraive, 2010). Comme nous l'avons vu, les enquêtes, auxquelles se réfèrent ces deux auteurs, telles qu'effectuées par Commons et ses disciples, étaient basées sur les méthodes qualitatives comme la recherche-action, les interviews et les observations participantes.

Robert Fossaert (1983) a introduit la notion de discours social qui est l'ensemble des pratiques et représentations — communes ou spécialisées — observables dans une société donnée. Cet ensemble est chargé de besoins, de valeurs, ainsi que de tous les savoirs, croyances et normes. Les valeurs « fondamentales » constituent un échantillon privilégié du discours social. Tant que ces valeurs demeurent de simples spéculations philosophiques, leur efficacité sociale est négligeable ; mais ces valeurs « deviennent des forces matérielles en

s'emparant des masses » (Fossaert, 1983, ch. 11, p. 12, 14). Les économistes-chercheurs doivent être à l'écoute de ce discours social qui a lieu dans un ensemble de personnes (une communauté), étudier ce discours à partir des actes de langage qu'il contient, pour révéler les règles de leur comportement et les fils narratifs de leurs histoires. Comme je l'ai déjà évoqué, les règles, et les croyances qui les accompagnent en les légitimant, s'expriment justement dans les actes de langage. Ces règles, et les croyances qui les justifient, sont stockées et reproduites par les membres de la communauté sous la forme d'histoires dont les fils narratifs, ensemble avec les règles elles-mêmes, peuvent être identifiés par le chercheur au travers de l'analyse des actes de langage. Le mouvement institutionnaliste des économistes américains dans la première moitié de 20^{ème} siècle a formulé son mot d'ordre comme suit : Science et Contrôle Social (Rutherford, 2011). La science signifiait pour eux la pratique d'enquête sur la base des méthodes qualitatives. En utilisant la terminologie de Commons, nous pouvons dire que le contrôle social était équivalent à la « démocratie collective » (Commons, 1950, p. 24). A mon avis la discipline économique doit se redresser sur la base de ce mot d'ordre.

Le concept « discours politique », repris dans le titre de cet article, « peut être approché tout simplement comme une parole publique sur la chose publique » (Le Bart, 1998, p. 1). Comme n'importe quel discours consistant des actes de langage, « le discours politique n'est qu'un discours d'influence parmi d'autres <...> produit dans un monde social où le but est d'agir sur l'autre pour le faire agir, le faire penser, le faire croire » (Giglione, 1989, p.9). Les discours politiques dans le domaine économique sont très influencés par les croyances fournies dans une grande mesure par les philosophies économiques et présentées dans les ouvrages de différents auteurs célèbres, anciens et plus récents, tels que Smith, Marx, Keynes, Hayek, Milton Friedman. Dans les discours politiques actuels à propos des questions économiques, nous pouvons facilement trouver les traces de ces auteurs mais, à ma connaissance, jamais de Jean-Jacques Rousseau, Gustav Schmoller et John Commons. Pourtant à présent leurs idées devraient être très demandées. J'ai déjà cité le nouvel ouvrage de Jeffrey Sachs où cette demande est implicitement exprimée. Un autre économiste américain, Robert Reich, ancien secrétaire d'État à l'emploi sous la présidence de Bill Clinton, écrit dans son *Supercapitalisme : Le choc entre le système économique émergent et la démocratie* (2008) : « Le capitalisme est devenu plus sensible à ce que nous voulons en tant qu'acheteur individuel de biens, mais la démocratie est devenue moins sensible à ce que nous voulons ensemble en tant que citoyens <...> En conséquence, les consommateurs et les investisseurs ont accès à un plus grand choix et à de meilleures offres, mais les institutions, qui étaient censé répartir la richesse et protéger ce que les citoyens appréciaient en commun, ont commencé à disparaître. Des entreprises géantes qui ont dominé des industries entières se retirèrent, et les syndicats diminuèrent. Les organismes de régulation s'altérèrent. Les PDG ne pouvaient plus être considérés comme les 'hommes d'État' de leurs entreprises. Et comme l'intensification de la concurrence entre les entreprises débordait sur le domaine de la politique, les élus sont devenus moins préoccupés par les administrations et les communautés dans leurs circonscriptions, et plus préoccupés par le fait d'attirer de l'argent pour leurs campagnes. Les lobbyistes ont envahi Washington et d'autres capitales pour influencer les lois et les règles qui leur donneraient un avantage concurrentiel (ou éviter un désavantage concurrentiel) par rapport aux concurrents, et exercer une influence de plus en plus grande sur la prise de décision. Ainsi ce supercapitalisme a remplacé le capitalisme démocratique »

(Reich, 2007, pp. 5, 7). On peut penser que ces lignes ont été écrites sous l'influence de John Commons ou même de Jean-Jacques Rousseau. Le courant de la démocratie délibérative dans les philosophie et science politiques émerge à la fin des années 1980 pour riposter contre le système d'idées qui a rejeté « l'idée de bien commun, associée à la notion de volonté générale », et a dénié « la figure du citoyen actif et investi dans la participation à la vie politique » (Girand, Le Goff, 2010, p. 13). Les économistes, Joseph Schumpeter, Kenneth Arrow, James Buchanan et Gordon Tullock, ont contribué beaucoup à l'émergence de ce système d'idées : « La théorie économique de la démocratie a assimilé les citoyens à des consommateurs fondamentalement passifs et a vu dans le processus politique un conflit entre intérêts concurrents plutôt qu'une recherche du bien commun » (Ibid., p. 15). Les courants économiques hétérodoxes actuels ne sont pas en état de riposter à ces idées quand la notion de « citoyen » n'existe pas dans ces courants. Par contre, chez Commons la notion de « citoyen d'une organisation » (citizen of going concerns) était une de ses idées centrales de sa philosophie économique (Chavance, 2012). Nous avons vu qu'une des causes principales du déclenchement en 2007 de la crise était le fait que les gestionnaires des banques et d'autres grandes organisations financières n'étaient pas les « citoyens » responsables de ces entreprises. De même, comme indiqué précédemment, chez Rousseau, la notion de « citoyen » était également centrale dans sa vision de l'économie politique.

Nous avons vu dans la première section de cet article que la discipline économique a quatre visages : science, philosophie, idéologie, utopie. Les économistes préfèrent considérer leur discipline plutôt comme une science, et essaient d'ignorer que très souvent leurs constructions théoriques ne sont que l'expression d'idéologies et/ou d'utopies. La discipline économique peut contribuer fructueusement aux discours politiques démocratiques en tant que philosophie si elle prône au sein d'elle-même la participation active des citoyens dans ces discours. Nous pouvons conclure, en suivant Dewey, que la discipline économique en tant que science ne doit pas se manifester dans l'élaboration et l'exécution des mesures politiques, mais plutôt dans l'investigation de la réalité économique avec le but de découvrir et comprendre les faits et de faire connaître ces faits interprétés au public, et de cette façon alimenter le discours politique. Le postkeynésien Paul Davidson, avec son coauteur Greg Davidson, ont essayé de définir une discipline économique pour une société civilisée (Davidson, Davidson, 1988) ; pourtant cette définition est impossible dans le cadre de l'ontologie newtonienne (voir Tableau 1). Pour définir une telle discipline économique il fallait sortir de l'ontologie newtonienne et entrer dans l'ontologie discursive (voir Tableau 1). Une société vraiment civilisée, dans laquelle la vertu est valorisée et les citoyens actifs et responsables décident conjointement leur destin, était le projet de Jean-Jacques Rousseau reflété dans son article « Discours sur l'économie politique ». Maintenant nous pouvons dire qu'une telle société ne peut exister qu'en s'organisant sur la base de la démocratie délibérative soutenue par l'éthique de la discussion. La discipline économique sous forme d'économie discursive peut jouer un rôle très important dans cette société. C'est une nouvelle utopie à réaliser, un idéal à disséminer.

Bibliographie

Akerlof G.A. and Kranton R.E. (2010). *Identity Economics: How Our Identities Shape Our Work, Wages, and Well-Being*. Princeton and Oxford: Princeton University Press.

Allais M. (1968). « L'économie en tant que science », *Revue d'économie politique*, 78(1), pp. 5-30.

Apel K.-O. (2001). *La réponse de l'éthique de la discussion au défi moral de la situation humaine comme telle et spécialement aujourd'hui*. Louvain-Paris : Editions Peeters

Arnold, V. I. (1998) "On the teaching of mathematics", *Russian Mathematical Surveys*, 53(1), pp. 229—236.

Aspromourgos T. (1996). *On the Origins of Classical Economics: Distribution and Value from William Petty to Adam Smith*. London and New York: Routledge.

Backhouse R.E. (2010). *The Puzzle of Modern Economics: Science or Ideology?* Cambridge : Cambridge University Press.

Barre R., Teulon F. (1997). *Economie politique*. 2 tomes. Paris : P.U.F.

Bateman B.W. (1998). "Clearing the Ground: The Demise of the Social Gospel Movement and the Rise of Neoclassicism in American Economics". In: (Morgan and Rutherford, 1998), pp. 29 –52.

Bazzoli L. (1999). *L'économie politique de John R. Commons. Essai sur l'institutionnalisme en sciences sociales*, Paris : L'Harmattan.

Bazzoli L., Dutraive V. (2006). « Fondements pragmatistes de l'institutionnalisme en Économie. Théorie de la connaissance et théorie de l'action chez Veblen et Commons », *Revue de Philosophie Économique*, n° 13, vol. 1.

Bazzoli L., Dutraive V. (2010). « La démocratie comme fondement institutionnel d'un « capitalisme raisonnable »: lecture croisée de J.R. Commons et J. Dewey ». XIIIe colloque Charles Gide, *Les institutions dans la pensée économique*. Paris, du 27 au 29 mai.

Becker G.S. (1978). *The Economic Approach to Human Behavior*. Chicago : University of Chicago Press.

Berger P., Luckmann Th. (1996). *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin.

Berthoud A. (2002). *Essais de philosophie économique*. Villeneuve-d'Ascq (Nord) : Presses Universitaires du Septentrion.

Bewley T. F. (1999). *Why Wages Don't Fall during a Recession*. Cambridge, Massachusetts; London, England: Harvard University Press.

Bewley T. F. (2007). *General Equilibrium, Overlapping Generations Models, and Optimal Growth Theory*. Cambridge, Massachusetts; London, England: Harvard University Press.

Bewley T. F. (2011). *A Solutions Manual for General Equilibrium, Overlapping Generations Models, and Optimal Growth Theory*. Cambridge, Massachusetts; London, England: Harvard University Press.

Bhaskar R. (2008). *A Realist Theory of Science*. London and New York :Verso.

Blaug M. (1986). *Great Economists before Keynes*. London: Whitesheaf Books Ltd.

- Bloor D. (1997). *Wittgenstein, Rules and Institutions*. London; New York: Routledge.
- Boisguilbert P. (1966). Le Détail de la France. La cause de la diminution de ses biens, et la facilité du remède, en fournissant en un mois tout l'argent dont le Roi a besoin, et enrichissant tout le monde. In *Pierre de Boisguilbert ou la naissance de l'économie politique*, volume 2. Paris: INED : 581 - 662.
- Bourbaki N. (1970). *Théorie des ensembles*. Paris : Hermann.
- Bruner J. (2010). *Pourquoi nous racontons-nous des histoires ? : Le récit au fondement de la culture et de l'identité*. Paris : Retz.
- Buchanan J.M., Tullock G. (1965). *The Calculus of Consent: Logical Foundations of Constitutional Democracy*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Burt E. (2003). *The Metaphysical Foundations of Modern Science*, New York: Dover Publications.
- Bush P. D. (1993). "The Methodology of Institutional Economics: A Pragmatic Instrumentalist Perspective". In: Tool M. R. (ed.). *Institutional Economics: Theory, Method, Policy*. Boston; Dordrecht; London: Kluwer Academic Publishers. pp. 59–118.
- Canto-Sperber M., Ogien R. (2010). *La philosophie morale*. Paris :P.U.F.
- Carlson M. J. (1997). Mirowski's Thesis and the «Integrability Problem» in Neoclassical Economics. *Journal of Economic Issues*. N° 3. pp. 741–760.
- Cavalier R. (sous la direction de). (2011). *Approaching Deliberative Democracy: Theory and Practice*. Pittsburgh: Carnegie Mellon University Press.
- Chasse J.D. (1991). « The American Association for Labor Legislation : an Episode in Institutionalist Policy Analysis », *Journal of Economic Issues*, Vol. 25, n°3, pp. 799-828.
- Chavance B. (1980). *Le capital socialiste. Histoire critique de l'économie politique du socialisme (1917–1954)*. Paris: Le Sycomore.
- Chavance B. (2012). John Commons's organizational theory of institutions: a discussion. *Journal of Institutional Economics*, (8)1, pp. 27–47.
- Coats A.W. (1993). *The Sociology and Professionalization of Economics. British and American economic essays. Volume II*. London and New York: Routledge.
- Cohen D. (2009). *La prospérité du vice. Une introduction (inquiète à l'économie)*, Paris : Albin Michel.
- Colander D., Holt R. P. F., Rosser J. B., Jr. (2004). *The Changing Face of Economics. Conversation with Cutting Edge Economists*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Commons J.R. (1919). *Industrial Goodwill*. New York : McGraw Hill Book Company.
- Commons J. R. (1950). *The Economics of Collective Action*. New York: The Macmillan Company.

- Commons J. R. (1990). *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*. New Brunswick: Transaction Publishers.
- Commons J. R. (1998). "Investigational Economics". In: W.J. Samuels (Ed.) *Research in the History of Economic Thought and Methodology. Archival Supplement N° 7*, pp. 39 – 326.
- Commons J. R. (2001). "Institutional Economics", *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy*, 2001/2, n° 40-41, pp. 287-296.
- Corbin J., Strauss A. (2008). *Basics of Qualitative Research. Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory*. Third Edition. Thousand Oaks : Sage Publications.
- Davidson G., Davidson P. (1988). *Economics for a Civilized Society*. London : The Macmillan Press Ltd.
- Davis D.B., Hands D.W., Maki U. (sous la direction de), (1998). *The Handbook of Economic Methodology*, Cheltenham : Edward Elgar.
- Davis J.B. (2011). *Individuals and Identity in Economics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Davis Ph. (Ed.) (1973). *Introduction to Moral Philosophy*. Columbus, Ohio: Charles E. Merrill Publishing Company.
- Davis Ph., Hersh R. (1985). *L'univers mathématique*. Paris : Gautier-Villars.
- De Queiroz J., Ziolkowski M. (1997). *L'interactionnisme symbolique*. Paris : P.U.F.
- Deledalle G. (1995). *La philosophie, peut-elle être américaine ? Nationalité et universalité*. Paris : Jacques Grancher.
- Demitcheva T.N. (2008). « Polititcheskaya ekonomia : sootnochenie nauki i ideologii ». In : *Ideologia i nauka. Diskussii sovetskikh utchenykh serediny XX veka*. Moskva : Progress-Traditsia.
- Denis H. (2008). *Histoire de la pensée économique*. Paris : Quadrige/ P.U.F.
- Dewey J. (2002). « Démocratie et nature humaine », *Revue du Mauss*, Vol. 1, n°19, pp. 113-126.
- Dewey J. (2010). *Le public et ses problèmes*. Paris : Gallimard.
- Dews P. (ed.) (1986) *Habermas, Autonomy and Solidarity: Interviews with Jürgen Habermas*, London: Verso.
- Dostaler G. (2010). « Bernard Mandeville, vices privés et vertus publiques », *Alternatives Economiques* n° 294 – septembre.
- Dryzek J.S. (1990). *Discursive Democracy: Politics, Policy, and Political Science*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Dumez H. (1985). *L'économiste, la science et le pouvoir : le cas Walras*. Paris : PUF.

- Düppe T. (2010). « Debreu's apologies for mathematical economics after 1983 », *Erasmus Journal for Philosophy and Economics*, 3(1), pp. 1 – 32.
- Durkheim E. (1955). *Pragmatisme et sociologie*. Paris.: Vrin.
- Edgeworth F.Y. (1881). *Mathematical Psychics : An Essay on the Application of Mathematics to the Moral Sciences*. London : C. Kegan Paul & Co.
- Edmonds. T.R. (1827). *Practical Moral and Political Economy: Or, The Government, Religion, and Institutions, Most Conductive to Individual Happiness and to National Power*. London : S. and R. Bently.
- Eichner A.S. (sous la direction de) (1983). *Why Economics is not yet a Science*. Armonk ; New York : M.E. Sharpe, Inc.
- Faccarello G. (1986). *Aux origines de l'économie politique libérale : Pierre de Boisguilbert*. Paris : Anthropos.
- Faccarello G. (1999). *The foundations of laissez-faire: the economics of Pierre de Boisguilbert*. London and New York: Routledge.
- Faccarello G., Steiner Ph. (2002) « The Diffusion of the Work of Adam Smith in the French Language: An Outline History ». In : Keith Tribe (Ed.) *A Critical Bibliography of Adam Smith*. London: Pickering and Chatto.
- Fitch, J.A. (1989). *The Steel Workers*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.
- Fossaert R. (1983). *La société : Les structures idéologiques*. Tome 6 Paris : Éditions du Seuil.
- Fourcade M. (2009). *Economists and Societies. Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*. Princeton and Oxford : Princeton University Press.
- Friedman M. (1953). “Methodology of Positive Economics”, in Milton Friedman, *Essays in Positive Economics*, Chicago: The University of Chicago Press. pp. 3 - 43.
- Furner M.O. (1975). *Advocacy & Objectivity: A Crisis in the Professionalization of American Social Science 1865-1905*. Lexington, Kentucky: University Press of Kentucky,
- Galiani F. (1984). *Dialogues sur le commerce des blés*. Paris : Fayard.
- Geertz C. (1973). *The Interpretation of Cultures*, New York : Basic Books.
- Gergen K.G. (2001). *La constructionisme social. Une introduction*. Paris : Delachaux et Nieslé.
- Giglione R. (1989). *Je vous ai compris ou l'analyse des discours politiques*. Paris : Armand Colin.
- Girard Ch., Le Goff A. (2010). *La démocratie délibérative. Anthologie de textes fondamentaux*. Paris : Hermann.
- Gislain J.-J., Steiner Ph. (1999). “American Institutionalism and Durkheimian Positive Economics: Some Connections”. *History of Political Economy*. N° 2. pp. 273–296.

- Glaser B.G., Strauss A.L. (2010). *La découverte de la théorie ancrée: Stratégies pour la recherche qualitative*. Paris : Armand Colin.
- Goodwin C.D., 1998, “The Patrons of Economics in a Time of Transformation”, In: (Morgan and Rutherford, 1998), pp. 53 – 81.
- Gribbin J. (2003). *Science. A History. 1543 – 2001*. London : Penguin Books.
- Grimmer-Solem E. (2003). Grimmer-Solem E. *The Rise of Historical Economics and Social Reform in Germany 1864 – 1894*. Oxford : Clarendon Press.
- Habermas J. (1970). *Toward a Rational Society*, Boston: Beacon Press.
- Habermas J. (1974). *Theory and Practice*, Boston: Beacon Press.
- Habermas J. (1982) ‘A reply to my critics’, In : John B.Thompson and David Held (eds.) *Habermas: Critical Debates*, Cambridge, Massachussets: MIT Press, pp. 219–283.
- Habermas J. (1986). *The Theory of Communicative Action. Volume 1. Reason and the Rationalization of Society*. Cambridge, UK : Polity Press.
- Habermas J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel*. Tomes 1 et 2. Paris : Fayard.
- Harré R. (1994). Obituary: Professor Sir Karl Popper. *The Independent*. 19 September. <http://www.independent.co.uk/news/people/obituary-professor-sir-karl-popper-1449760.html>
- Harré R., Gillett G. (1994). *The Discursive Mind*. Thousand Oaks, London, New Dehli: Sage Publications.
- Harré R., Stearns P. (Eds.) (1995). *Discursive Psychology in Practice*. Thousand Oaks, London, New Dehli: Sage Publications.
- Harré R. (1998). *The Singular Self. An Introduction to the Psychology of Personhood*. Thousand Oaks, London, New Dehli : Sage Publications.
- Harter L.G. (1962). *John R. Commons: His Assault on Laissez-Faire*, Corvallis: Oregon State University Press.
- Hecht J. (1966). La vie de Pierre le Pesantn Seigneur de Boisgulbert. In *Pierre de Boisgulbert ou la naissance de l'économie politique*, volume 1. Paris: INED, pp. 121 - 244.
- Heilbroner R. L. (1971). *Les grands économistes*, Paris : Editions du Seuil.
- Heilbroner R. (2004). “Economics as Universal Science”. *Social Research*, Vol. 71, N° 3, pp. 615 – 632.
- Hersh R. and John-Steiner V. (2010) *Loving and Hating Mathematics: Challenging the Myths of Mathematical Life*. Princeton and Oxford: Princeton University Press.
- Hodgson, G.M. (1988). *Economics and Institutions*, Cambridge : Polity Press.
- Hodgson G. M. (1999). *Economics and Utopia. Why the learning economy is not the end of history*. London and New York : Routledge.
- Hodgson G. M. (2001). *How Economics forgot History*. London; New York: Routledge.

- Hodgson G. M. (2004). *The Evolution of Institutional Economics: Agency, Structure, and Darwinism in American Institutionalism*. London; New York: Routledge.
- Hodgson G. M. (2012). *From Pleasure Machines to Moral Communities: An Evolutionary Economics without Homo economicus*. Chicago : University of Chicago Press.
- Hurtado J. (2010). « Jean-Jacques Rousseau : économie politique, philosophie économique et justice », *Revue de philosophie économique*, Vol. 11, N° 2, pp. 69-101.
- Hutcheson F. (1755). *A system of moral philosophy*, 2 vols. Glasgow : University of Glasgow.
- Knorr Cetina K. (1991). “Epistemic Cultures: Forms of Reason in Science”, *History of Political Economy*, No 1, v. 23, pp. 105 – 122.
- Knorr Cetina K. (1999). *Epistemic Cultures. How the Sciences Make Knowledge*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.
- Kohlberg L. (1981). *The Philosophy of Moral Development. Moral Stages and the Idea of Justice*. San Francisco : Harper & Row.
- Kolm S.-Ch. (1986). *Philosophie de l'économie*. Paris : Editions du Seuil.
- Kymlicka W. (2002). *Contemporary Political Philosophy: An Introduction*. Oxford : Oxford University Press.
- Latour B., Woolgar S. (1986). *Laboratory Life: The Construction of Scientific Facts*. Princeton ; NJ : Princeton University Press.
- Latour B. (1994). *Pasteur : une science, un style, un siècle*. Paris : Perrin.
- Latour B. (2000). “When things strike back: a possible contribution of ‘science studies’ to the social sciences”. *British Journal of Sociology*. Vol. 51, N° 1. pp. 107-123.
- Latour B. (2001). *Le métier de chercheur regard d'un anthropologue*. Paris: INRA.
- Latour B. (2005). *Nous n'avons jamais été modernes : Essai d'anthropologie symétrique*. Paris : La Découverte.
- Latour B. (2006). *Changer de société. Refaire de la sociologie*. Paris : La Découverte.
- Lawson T. (1997). *Economics and Reality*. London and New York : Routledge.
- Lawson T. (2003). *Reorienting Economics*. London and New York : Routledge.
- Le Bart Ch. (1998). *Le discours politique*. Paris : P.U.F.
- Le Breton D. (2008). *L'interactionnisme symbolique*. Paris : P.U.F.
- Leonard R. (1997). Value, sign, and social structure: the 'game' metaphor and modern social science. *The European Journal of the History of Economic Thought*, 4(2): pp. 299-326.
- Leroux A., Marciano A. (1998). *La philosophie économique*. Paris : P.U.F.
- Leroux A., Livet P. (2005). *Leçons de philosophie économique : Tome 1, Economie politique et philosophie sociale*. Paris : Economica.

Leroux A., Livet P. (2006). *Leçons de philosophie économique : Tome 2, Économie normative et philosophie morale*. Paris : Economica.

López-Pérez R., Spiegelman L. (2012). Do Economists Lie More? Working Paper 4/2012. Madrid: Universidad Autónoma de Madrid, Departamento de Análisis Económico: Teoría económica e historia económica.

<http://www.uam.es/departamentos/economicas/analecon/especifica/mimeo/wp20124.pdf>

Marx K. (1993). *Le Capital, Livre I*, Paris : Presses universitaires de France.

Mäki U. (1993). “Economics with Institutions. Agenda for Methodological Enquiry”. In

Mäki U., Gustafsson B., Knudsen Ch. (eds). *Rationality, Institutions & Economic Methodology*. London; New York: Routledge; pp. 3–42.

Marglin S. F. (2008). *The Dismal Science. How Thinking like an Economist Undermines Community*. New York: Cambridge, MA: Harvard University Press.

Mathewson, S.B. (1931). *Restriction of Output Among Unorganized Workers*. New York: Viking Press.

Mazière F. (2010). *L'analyse du discours*. Paris : P.U.F.

McCarthy Ch. (1912). *The Wisconsin Idea*. New York : Macmillan.

Mill J.S. (1994). « On the definition and method of political economy ». In: D.M. Hausman (Ed.) *The Philosophy of Economics. An Anthology*. Cambridge: Cambridge University Press. pp. 52 – 68.

Mini P., 1994, “Cartesianism in Economics”, in Hodgson, G.M., W.J. Samuels and M. R. Tool (sous la direction de), *The Elgar Companion to Institutional and Evolutionary Economics*, in two volumes, Edward Elgar, Aldershot, pp. 38 – 42.

Mirowski Ph. (1987). “The Philosophical Bases of Institutional Economics”, *Journal of Economic Issues*, Vol. XXI, N° 3, September, pp. 1001 – 1038.

Mirowski Ph. (1988). *Against Mechanism. Protecting Economics from Science*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield Publishers, Inc.

Mirowski Ph. (1989). *More Heat than Light. Economics as Social Physics: Physics as Nature's Economics*. Cambridge: Cambridge University Press.

Montchrestien A. (1999). *Traicté de l'æconomie politique*. Genève : Librairie Droz.

Morgan M.S., Rutherford M. (sous la direction de), 1998, *From Interwar Pluralism to Postwar Neoclassicism*, Durham and London: Duke University Press.

Mucchielli, A. (sous la direction de) (1996). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.

Nau H.H. (2000). Gustav Schmoller's Historico–Ethical Political Economy: ethics, politics and economics in the younger German Historical School, 1860–1917, *European Journal of History of Economic Thought*, V. 7, No 4, p. 507–531.

- Nau H. H., Steiner Ph. (2002). "Schmoller, Durkheim, and Old European Institutional Economics". *Journal of Economic Issues*. N° 4, pp. 1005–1024.
- North D. C. (2005). *Understanding the Process of Economic Change*. Princeton; Oxford: Princeton University Press.
- Olson M. (2011). *Logique de l'action collective*. Bruxelles : Editions de L'Université de Bruxelles.
- Paley W. (1817). *Principes de philosophie morale et politique*, Tomes 1 et 2, Paris : Treuttel et Wurtz. Reproduit en 2007 en deux volumes par Elibron Classics.
- Peirce C.S. (1878). « La logique de la science. Première Partie : Comment se fixe la croyance », *Revue Philosophique*, VI, pp. 553-569.
- Peukert H. (2001). "The Schmoller Renaissance", *History of Political Economy*, Vol. 33, N° 1, Spring, pp. 71-116.
- Pignol C., Hurtado J. (2007). *Rousseau Philosophie et économie*. Cahiers d'économie politique. N° 53. Paris : L'Harmattan.
- Pignol C. (2012). « Une critique de l'économie politique. Rousseau contre l'économie walrassenee », XIVème colloque de l'Association Charles Gide pour l'Histoire de la Pensée Economique. Nice. 7-9 juin.
- Pouch T. (2001). *Les économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1959 – 2000)*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Prigogine I., Stengers I. (1986). *La nouvelle alliance. Métamorphose de la science*, Paris : Gallimard.
- Ramstad Y. (1986). « A Pragmatist's Quest for Holistic Knowledge: The Scientific Methodology of John R. Commons », *Journal of Economic Issues*, Vol. XX, n° 4, December, pp. 1067-1105.
- Rasmussen D. (2008). *The Problems and Promise of Commercial Society : Adam Smith's Response to Rousseau*. University Park, PA: The Pennsylvania State University.
- Rauschenbush P. A., Rauschenbush E. B. (1979). *Our «U.C.» Story (1930–1967)*. Madison, Wisconsin : (edition des auteurs).
- Reich R.B. (2007). *Supercapitalism. The transformation of Business, Democracy, and Everyday Life*, New York : Albert A. Knopf.
- Reich R.B. (2008). *Supercapitalisme : Le choc entre le système économique émergent et la démocratie*. Paris : Vuibert
- Ricœur P. (1984). « L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social », *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*. N°2, 1984. pp. 53-64.
- Ricœur P. (1997). *L'idéologie et l'utopie*. Paris : Editions du Seuil.
- Robinson J. (1964). *Economic Philosophy*. New York : Penguin Books.

- Rousseau J.-J. (1990). *Sur l'économie politique. Considérations sur le gouvernement de Pologne. Projet pour la Corse*. Paris : Flammarion.
- Rosanvallon P. (1999). *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*. Paris : Editions du Seuil.
- Russell B. (2011) *Mysticism and Logic: And Other Essays*. London: Longman.
- Rutherford M. (2006). "Wisconsin Institutionalism: John R. Commons and his Students". *Labor History*, (47) 2. pp. 161–188.
- Rutherford M. (2011). *The Institutionalist Movement in American Economics, 1918-1947: Science and Social Control*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rutherford M. (2012). "Field, Undercover, and Participant Observers in US Labor Economics, 1900-1930". In : Harro Maas and Mary Morgan, eds., *Histories of Observation in Economics*. Supplement to volume 44, *History of Political Economy*, Durham, NC: Duke University Press.
- Sachs J. (2011). *The Price of Civilization. Economics and Ethics after the Fall*. London : The Bodley Head.
- Sage E.M. (2009). *A Dubious Science. Political Economy and the Social Question in 19th-Century France*. New York : Peter Lang Publishing, Inc.
- Sandel M. (1982). *Liberalism and the Limits of Justice*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Sandel M. (1984). "Morality and the Liberal Ideal," *The New Republic*, May 7: 15–17.
- Sapir J. (2005). *Quelle économie pour le XXI^e siècle ?* Paris : Odile Jacob.
- Schiffrin D., Tannen D., Hamilton H.E. (2003) *The Handbook of Discourse Analysis*. Oxford: Blackwell Publishers
- Schmoller G. (1894). « The Idea of Justice in Political Economy », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 4 (March), pp. 1-41.
- Schmoller G. (1902). *Politique sociale et économie politique*, V. Giard & E. Brière. Paris. (Le texte du livre est accessible sur <http://classiques.uqac.ca> , les pages dans les références sont indiquées suivant cette version électronique)
- Schmoller G. (1905). *Principes d'économie politique*. Tomes I. Paris : V. Giard & E. Brière.
- Schumpeter J.A. (1983). *Histoire de l'analyse économique, I – L'âge des fondateurs*, Paris : Gallimard.
- Shapin S., Schaffer S. (1985) *Leviathan and the Air-Pump. Hobbes, Boyle, and the Experimental Life*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Sigot N. (2010) "Utility and Justice: French Liberal Economists in the 19th century". *European Journal of the History of Economic Thought*. Vol. 17, No 4, pp. 759-792.
- Silem A. (2011). *L'économie politique: Bases méthodologiques et problèmes fondamentaux*. Paris : Armand Colin.

Simiand F. (2006). *Critique sociologique de l'économie*. Textes présentés par Jean-Christophe Marcel et Philippe Steiner, Paris : Presses Universitaires de France.

Sinclair N., Pimm D., Higginson W. (2006) *Mathematics And the Aesthetic: New Approaches to an Ancient Affinity*. New York : Springer-Verlag.

Skidelsky R. (2003). *John Maynard Keynes 1883-1946: Economist, Philosopher, Statesman* London : Macmillan.

Spector C. (2003). « Rousseau et la critique de l'économie politique », In *Rousseau et les sciences*, B. Bensaude-Vincent et B. Bernardi éd., Paris : L'Harmattan, pp. 237-256.

Staline J. (1952). « Les problèmes économiques du socialisme en URSS ». *Cahiers du communisme : Numéro spécial*.

Steuart J. (1767). *An Inquiry into the Principles of Political Economy*. London : A. Miller and T. Cadell.

Terestchenko M. (2007a). *Philosophie politique : Tome 1, Individu et société*. Paris : Hachette Supérieur.

Terestchenko M. (2007b). *Philosophie politique : Tome 2, Ethique, science et droit*. Paris : Hachette Supérieur.

Thomas W.I., Znaniecki F. (1998). *Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*. Paris : Nathan.

Ulrich P. (2008). *Integrative Economic Ethics: Foundations of a Civilized Market Economy*. Cambridge : Cambridge University Press.

Ulrich P. (2010). *Zivilisierte Marktwirtschaft: Eine wirtschaftsethische Orientierung*. Bern, Stuttgart, Wien : Haupt Verlag.

Van Langenhove L. (Ed.). (2010) *People and Society. Rom Harré and designing the social sciences*. London and New York: Routledge.

Waterman A. M. C. (2004). *Political Economy and Christian Theology since the Enlightenment. Essays in Intellectual History*. New York: Palgrave Macmillan.

Weintraub E.R. (2002). *How Economics Became a Mathematical Science*, Durham and London: Duke University Press.

Weintraub E. R., Mirowski Ph. (1994) The Pure and the Applied: Bourbakism Comes to Mathematical Economics. *Science in Context*, 7(2), pp.245–72.

Wieviorka M. (2008). *Neuf Leçons de Sociologie*, Paris : Robert Laffont.

Williamson O. (1985). *The Economic Institutions of Capitalism*. New York : Free Press.

Wisman J., (1990). « The scope and goals of economic science ; A Habermasian perspective ». In : Lavoie D. (sous la direction de). *Economics and Hermeneutics*. London and New York : Routledge. pp. 111 – 133.

Wittgenstein L. (2005). *Recherches philosophiques*. Paris : Gallimard.

- Woirol, Gregory R. (1992). *In The Floating Army: F. C. Mills on Itinerant Life in California, 1914*. Urbana, Ill.: University of Illinois Press.
- Woirol G.R. (1999). "Frederick Mills", *Journal of the History of Economic Thought*, V. 21, N° 2, June, pp 163-185
- Wood L.A., Kroger R.O. (2000). *Doing Discourse Analysis: Methods for Studying Action in Talk and Text*. Thousand Oaks, London, New Dehli: Sage Publications.
- Yefimov V. (1981). "Gaming-simulation of the Functioning of Economic Systems", *Journal of Economic Behavior & Organization*, Vol. 2, N° 2, pp.187 - 200.
- Yefimov V. (1997). "Approche institutionnelle de l'analyse de la transition (le cas de l'agriculture du Nord-Kazakhstan)". *Revue d'études comparatives Est-Ouest*. Paris : C.N.R.S., N° 2, pp. 99 - 119.
- Yefimov V. (2003a). *Economie institutionnelle des transformations agraires en Russie*. Paris : l'Harmattan.
- Yefimov V. (2003b). « On pragmatic institutional economics », Paper for the EAEPE Conference, November 7-10, 2003, Maastricht, the Netherlands. (Le texte de l'article est accessible ici : <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/summary?doi=10.1.1.11.22>).
- Yefimov V. (2010a) Vers une autre science économique (et donc une autre institution de cette science). *Revue du MAUSS permanente*, 10 mai 2010 (en ligne). <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article686>
- Yefimov V. (2010b). "Towards Discursive Economics (Methodology and history of economics reconsidered)", Le texte de mon intervention le 11 novembre 2010 au séminaire du *Centre for Philosophy of Natural and Social Science à London School of Economics*. Ce texte est disponible ici : <http://institutional.narod.ru/yefimov/yefimovlse.doc> .
- Yefimov V. (2011a). "Towards Discursive Economics: Methodology and history of economics revised. Part 1. Another methodology of economic science", *Economic Sociology*, No 3, 2011, pp. 15 – 53. (en Russe). http://ecsoc.hse.ru/data/2011/05/31/1234590204/ecsoc_t12_n3.pdf#page=15
- Yefimov V. (2011b). "Towards Discursive Economics: Methodology and history of economics revised. Part 2. Another history of economics and contemporaneity", *Journal of Economic Regulation*, No 3, 2011, pp. 5 – 79. (en Russe). <http://institutional.narod.ru/papers/yefimov.pdf>
- Zask J. (2008). « Le public chez Dewey: une union sociale plurielle », *Tracés. Revue de Sciences humaine*, n° 15, pp. 169-189.